

Internationale communiste

Manifestes, thèses
et résolutions du
premier congrès
de l'Internationale communiste
Mars 1919

Textes complets.



Table des matières

Notice historique

La 3^e Internationale communiste
Le premier congrès, mars 1919
Le deuxième congrès, juillet 1920
Le troisième congrès, juin 1921
Le Front unique
La conférence préliminaire des trois Internationales
Le quatrième congrès, novembre 1922.

PREMIER CONGRÈS

Mars 1919.

- 1.1 [Lettre d'invitation au 1^{er} Congrès de l'I.C](#) », 2-6 mars 1919.
- 1.2 [Discours d'ouverture de Lénine](#), 2 mars 1919.
- 1.3 [Thèses de Lénine sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne](#), 4 mars 1919.
- 1.4 [Discours de Lénine sur ses thèses](#)
- 1.5 [Résolution sur la position envers les courants socialistes et la conférence de Berne](#), mars 1919.
- 1.6 [Déclaration faite par les participants de la Conférence de Zimmerwald](#), mars 1919.
- 1.7 [Résolution sur la fondation de l'Internationale Communiste](#), 4 mars 1919.
- 1.8 [Plate-forme de l'Internationale Communiste](#), mars 1919.
- 1.9 [Thèse sur la situation internationale et la politique de l'entente](#), mars 1919.
- 1.10 [Résolution sur la terreur blanche](#), mars 1919.
- 1.11 [Discours du camarade Trotsky](#), mars 1919.
- 1.12 [Discours de clôture de Lénine](#), 7 mars 1919.
- 1.13 [Manifeste de l'Internationale Communiste](#). Aux prolétaires du monde entier !, mars 1919.

INDEX

NOTICE HISTORIQUE

Afin de donner un aperçu général sur les premiers développements de l'Internationale Communiste, nous reproduisons ici la notice rédigée par le camarade Mathias Rákosi, aujourd'hui menacé de mort par le bourreau Horthy,) la veille du IV^e Congrès, pour l'Annuaire du Travail, publié par l'I.C., en 1923.

LA 3^e INTERNATIONALE COMMUNISTE

La 2^e Internationale devait faire ses preuves au moment de la guerre impérialiste, Elle y était intellectuellement préparée. On avait à l'avance très exactement analysé le caractère de la guerre. À différentes reprises, les Congrès internationaux avaient décidé de mener la lutte la plus énergique et même d'employer contre la guerre la grève générale internationale.

Lorsqu'éclata la guerre, ce fut le contraire qui arriva. La 2^e Internationale ne fut même pas capable d'une protestation. Au lieu de déclarer la grève générale ou la lutte contre la guerre impérialiste les leaders social-démocrates s'empressèrent de soutenir leur propre bourgeoisie, sous prétexte de défense nationale. Tous étaient dévorés d'opportunisme et de chauvinisme, attachés par mille liens à la bourgeoisie. Naturellement, la 2^e Internationale ne pouvait pas être autrement que les partis qui la composaient. Les phrases révolutionnaires ne pouvaient arriver à masquer la réalité qu'aussi longtemps que le temps n'était pas venu, où l'on exigerait l'adaptation des actes aux paroles. C'est pourquoi le début de la guerre mondiale marque l'écroulement de la 2^e Internationale.

C'est ce qui fit que le mouvement ouvrier international fut privé de sa direction précisément à l'heure de plus grand trouble intellectuel et moral. Les rares hommes qui, même au milieu de la vague d'opportunisme et de chauvinisme qui parut, en août 1914, s'être emparé de tous les cerveaux, ne perdirent par la tête, essayèrent immédiatement de faire comprendre ce fait aux ouvriers. Ce furent tout particulièrement les bolcheviks russes qui, au cours de leur lutte impitoyable contre le tsarisme, particulièrement pendant les années 1905-1906, avaient déjà appris à distinguer entre les paroles et les actes révolutionnaires et qui avaient constitué une aile gauche au sein de la 2^e Internationale, dont ils critiquaient l'action. Dans le premier numéro de leur organe central qui parut le 1^{er} novembre 1914, le camarade Lénine écrivait :

« La 2^e Internationale est morte, vaincue par l'opportunisme. À bas l'opportunisme et vive la 3^e Internationale, débarrassée des renégats et aussi de l'opportunisme ! »

« La 2^e Internationale a fait un travail utile d'organisation des masses prolétariennes pendant la longue « période pacifique » du pire esclavage capitaliste au cours du dernier tiers du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle. La tâche de la 3^e Internationale sera de préparer le prolétariat à la lutte révolutionnaire contre les gouvernements capitalistes, à la guerre civile contre la bourgeoisie de tous les pays, en vue de la prise des pouvoirs publics et de la victoire du socialisme. »

Quelques semaines plus tard, le camarade Zinoviev écrivait sur « le mot d'ordre de la social-démocratie révolutionnaire » :

« Nous devons lever l'étendard de la guerre civile. L'Internationale adoptera ce mot d'ordre et elle sera digne de son nom, ou elle végétera misérablement. Notre devoir est de nous préparer aux batailles qui viennent et de nous habituer nous-mêmes et le mouvement ouvrier tout entier à cette idée ; ou nous mourrons ou nous vaincrons sous la bannière de la guerre civile. »

La propagation de pareilles idées se heurtait à d'immenses difficultés. La bourgeoisie de tous les pays, aidée en cela par ses social-patriotes, employait tous les moyens pour empêcher ces idées de pénétrer parmi les masses.

La première tentative de reconstitution d'une Internationale révolutionnaire eut lieu, au début de septembre 1915, à Zimmerwald, en Suisse. Sur l'initiative des socialistes italiens y furent invitées « toutes les organisations ouvrières qui sont restées fidèles au principe de la lutte de classes et de la solidarité internationale ». Étaient présents des délégués de l'Allemagne, de France, d'Italie, des Balkans, de la Suède, de la Norvège, de la Pologne, de la Russie, de la Hollande ou de la Suisse. Toutes les tendances y étaient représentées, depuis les réformistes pacifistes jusqu'aux marxistes révolutionnaires. La Conférence adopta un manifeste, flétrissant la guerre impérialiste et recommandant l'exemple de tous ceux qui furent persécutés pour avoir tenté de réveiller l'esprit révolutionnaire au sein de la classe ouvrière. Quoique confus, ce manifeste marqua un grand pas en avant. Le groupe intitulé la gauche de Zimmerwald répandit une résolution beaucoup plus claire et plus nette. Cette résolution contenait le passage suivant :

« Refus des crédits de guerre, sortie des ministres socialistes des gouvernements bourgeois, nécessité de démasquer le caractère impérialiste de la guerre du haut de la tribune parlementaire, dans les colonnes de la presse légale et, au besoin, illégale, organisations de manifestations contre les gouvernements, propagande des tranchées en faveur de la solidarité internationale, protection des grèves économiques tout en essayant de les transformer en grèves politiques, guerre civile et non paix sociale. »

Le rejet de cette résolution par la Conférence caractérise suffisamment l'état d'esprit de ceux qui y participaient. La Conférence nomma une « Commission socialiste internationale ». Malgré la déclaration formelle de la majorité à la Conférence, disant ne pas vouloir créer une 3^e Internationale, la Commission devint par son opposition au « Bureau socialiste international » (organe exécutif de la 2^e Internationale), le point de ralliement de l'opposition et l'organisatrice de la nouvelle internationale.

La Conférence de Zimmerwald fut suivie de la Conférence de Kienthal, en avril 1916. Ce qui caractérisa cette deuxième conférence fut le fait que l'idée de la lutte révolutionnaire internationale contre la guerre et, par conséquent, la nécessité d'une nouvelle Internationale apparurent de plus en plus au premier plan. L'influence de la « Gauche zimmerwaldienne » augmenta. On travailla avec zèle. On imprima des brochures, des tracts, qu'on envoya dans les différents pays au prix des plus grandes difficultés. De petites entrevues et conférences eurent lieu, qui continuèrent à répandre l'idée de la lutte de classes révolutionnaire.

Lorsque la Révolution éclata en Russie, les éléments les plus actifs de la « Gauche zimmerwaldienne » retournèrent en Russie. C'est ainsi que le centre de la lutte en faveur de la 3^e Internationale se transporta en Russie. C'est pourquoi Zinoviev avait raison d'écrire :

« Dès sa naissance, la 3^e internationale lia son destin à celui de la Révolution russe. Dans la mesure où celle-ci triompha, le mot d'ordre : « Pour la 3^e Internationale » s'imposa. Et dans la même mesure où la Révolution russe se renforça, se renforça aussi la situation de l'Internationale communiste dans le monde entier. »

Au cours des démonstrations du 1^{er} mai 1917, l'un des mots d'ordre principaux des masses prolétariennes fut l'édification de l'Internationale communiste. Ce souhait devint plus ardent encore quand le prolétariat russe eut conquis le pouvoir et que, dans la lutte contre l'impérialisme mondial, la 2^e Internationale — tout comme dans la guerre mondiale — se mit du côté de la bourgeoisie.

Quelques mois après la chute des puissances centrales, le parti communiste russe prit l'initiative de la fondation de la 3^e Internationale. Les révolutions qui suivirent la guerre démontrèrent la banqueroute de la « défense nationale » et de ses partisans, les social-démocrates. Une puissante vague révolutionnaire passa sur la classe ouvrière de tous les pays. En Europe centrale, des insurrections ouvrières apparurent de tous côtés. Non seulement le terrain était suffisamment mûr pour la constitution de l'Internationale communiste, mais celle-ci était devenue une nécessité pour la préparation et l'organisation des luttes révolutionnaires.

LE PREMIER CONGRÈS — MARS 1919

Le 24 janvier 1919, la Centrale du Parti communiste russe ainsi que les bureaux étrangers des partis communistes polonais, hongrois, allemand, autrichien, letton et les Comités centraux du parti communiste finlandais, de la Fédération socialiste balkanique et du Parti socialiste ouvrier américain lancèrent l'appel suivant :

« Les partis et organisations soussignés considèrent comme une nécessité impérieuse la réunion du premier congrès de la nouvelle Internationale révolutionnaire. Pendant la guerre et la Révolution, se manifesta non seulement la complète banqueroute des vieux partis socialistes et social-démocrates et avec eux la 2^e Internationale, mais aussi l'incapacité des éléments centristes de la vieille social-démocratie à l'action révolutionnaire. En même temps, se dessinent clairement les contours d'une véritable Internationale révolutionnaire. »

L'appel décrit en douze points le but, la tactique et la conduite des partis « socialistes ». Considérant que l'époque actuelle signifie la décomposition et l'écroulement du système capitaliste qui est en même temps l'écroulement de la culture européenne, si l'on ne supprime pas le capitalisme. La tâche du prolétariat est dans la conquête immédiate des pouvoirs publics. Cette conquête du pouvoir public consiste dans l'anéantissement de l'appareil d'État bourgeois et dans l'organisation de l'appareil de l'État prolétarien. Le nouvel appareil doit incarner la dictature de la classe ouvrière et servir d'instrument à l'oppression systématique et à l'expropriation de la classe exploiteuse. Le type de l'État prolétarien n'est pas la démocratie bourgeoise, ce masque sous lequel se cache la domination de l'oligarchie financière, mais la démocratie prolétarienne sous la forme des Conseils. Pour assurer

l'expropriation du sol et des moyens de production qui devront passer aux mains du peuple tout entier, il faudra désarmer la bourgeoisie et armer la classe ouvrière. La méthode principale de la lutte est l'action des masses révolutionnaires jusqu'à l'insurrection armée contre l'État bourgeois.

En ce qui concerne l'attitude des socialistes, trois groupes sont à considérer. Contre les social-patriotes qui combattent aux côtés de la bourgeoisie, il faudra lutter sans merci. Les éléments révolutionnaires du centre devront être scindés ; les chefs, critiqués incessamment et démasqués. À une certaine période du développement, une séparation organique d'avec les centristes s'impose. Un troisième groupe composé des éléments révolutionnaires du mouvement ouvrier devra être constitué. Suivait une énumération de 39 partis et organisations invités au 1^{er} Congrès. La tâche du congrès consiste en la « création d'un organisme de combat chargé de coordonner et de diriger le mouvement de l'Internationale communiste et de réaliser la subordination des intérêts du mouvement des divers pays aux intérêts généraux de la Révolution internationale. »

Le 1^{er} Congrès eut lieu en mars 1919. À cette époque, la Russie des Soviets était complètement bloquée, entourée de tous les côtés de fronts militaires, de sorte qu'un petit nombre seulement de délégués parvint, au prix des plus grandes difficultés, à se rendre au congrès. Au sujet de la constitution de ce congrès, le camarade Zinoviev (dans son rapport au second congrès) écrit ce qui suit :

« Le mouvement communiste, dans les divers pays d'Europe et d'Amérique, à cette époque, n'en était qu'à ses débuts. C'était la tâche du premier Congrès de déployer l'étendard communiste et de proclamer l'idée de l'Internationale communiste. Mais ni la situation générale des partis communistes dans les différents pays, ni le nombre des délégués au premier Congrès ne permirent de discuter à fond les questions pratiques de l'organisation de l'Internationale communiste. »

Le congrès entendit les rapports des délégués sur la situation du mouvement dans leur pays, adopta des résolutions sur les directives de l'Internationale communiste, sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne, sur la position vis-à-vis des courants socialistes, sur la situation internationale : elles étaient toutes rédigées dans l'esprit de l'appel de la fondation. La fondation de l'Internationale communiste fut décidée à l'unanimité moins cinq abstentions. On laissa au 2^e Congrès la tâche de la constitution définitive de l'Internationale communiste, dont la direction fut confiée à un Comité exécutif, dans lequel devaient être représentés les partis russe, allemand, hongrois, la Fédération balkanique, les partis suisse et scandinave. Le congrès se termina par un manifeste au prolétariat du monde entier.

Pendant la première année, le Comité exécutif de l'Internationale communiste eut un travail difficile à accomplir. À peu près coupé de l'Europe occidentale, il dut rester des mois entiers sans journaux, privé de la plupart de ses membres qui ne pouvaient venir à cause du blocus. Il n'en prit pas moins position sur toutes les questions importantes, précisément dans la première année qui suivit la guerre, où l'on manquait tant de clarté ; les appels et les écrits du Comité exécutif eurent une valeur extrêmement précieuse.

La création de l'Internationale communiste donna un but et une direction aux masses ouvrières opposées à la politique de la 2^e Internationale. Il se produisit un véritable afflux des ouvriers

révolutionnaires vers l'Internationale communiste. En mars 1919, le parti socialiste italien envoya son adhésion ; en mai, ce fut le tour du parti ouvrier norvégien et du parti socialiste « étroit » bulgare ; en juin, du parti socialiste de gauche suédois, du parti socialiste communiste hongrois, etc... En même temps, la 2^e Internationale se vidait rapidement de ses effectifs. L'un après l'autre, ses partis les plus importants la quittèrent. Si, lors de sa fondation, l'Internationale communiste était plus un drapeau qu'une armée, elle avait, au cours de sa première année d'existence non seulement rassemblé une armée autour de son drapeau, mais infligé de graves défaites à son adversaire.

LE DEUXIÈME CONGRÈS — JUILLET 1920

De nouveaux problèmes apparurent avec les progrès de l'Internationale communiste. Les partis qui venaient d'y adhérer n'étaient pas suffisamment formés. Il n'existait pas encore de clarté suffisante sur le parti, sur le rôle des communistes dans les syndicats et sur leur attitude par rapport à la question du parlementarisme et dans les autres questions. Ce fut la tâche du 2^e congrès de fixer les directives.

De tous les pays arrivèrent des délégués. Le congrès s'ouvrit à Pétrograd, le 17 juillet 1920, aux acclamations des ouvriers russes et au milieu de l'attention du monde prolétarien tout entier. On adopta des résolutions de l'Internationale communiste, résolutions où la notion de dictature du prolétariat et de pouvoir des Soviets était éclairée sur la base de l'expérience pratique, ainsi que les conditions d'exécution de ce mot d'ordre dans les différents pays. On envisagea les moyens de renforcer le mouvement communiste. On adopta aussi des résolutions sur le rôle du parti dans la révolution prolétarienne. Le parti communiste doit constituer l'avant-garde, la partie la plus consciente et la plus révolutionnaire de la classe ouvrière. Il doit être constitué sur la base du principe de centralisation et constituer, dans toutes les organisations, des noyaux soumis à la discipline du parti.

En ce qui concerne les syndicats, « les communistes doivent y entrer pour en faire des formations de combat contre le capitalisme et des écoles de communistes ». La sortie des communistes hors des syndicats aurait pour résultat de livrer les masses aux chefs opportunistes qui travaillent avec la bourgeoisie. D'autres résolutions furent adoptées sur la question des conseils ouvriers et des conseils de fabrique, sur le parlementarisme, sur la question agraire et coloniale. Enfin, on adopta les statuts de l'Internationale communiste.

De grands débats eurent lieu sur la question du rôle du parti, sur l'activité des communistes dans les syndicats et la participation aux élections. Les opportunistes attaquèrent avec violence les vingt et une conditions d'adhésion à l'Internationale communiste — Le combat héroïque du prolétariat russe, la banqueroute de la bourgeoisie et de son alliée, la 2^e Internationale, les mots d'ordre et les appels révolutionnaires de l'Internationale communiste y conduisait une masse de chefs obligée de céder à la pression des masses ouvrières. Ils étaient dévoués corps et âme à la 2^e Internationale et n'entraient à l'Internationale communiste que pour ne pas perdre leur influence sur les masses. Même si l'Internationale communiste avait été une organisation déjà puissante et expérimentée, l'entrée de ces éléments opportunistes aurait eu le danger de faire pénétrer au sein de l'Internationale communiste l'esprit de la 2^e Internationale. Or, l'Internationale communiste

étant composée de partis encore en voie de formation, il était d'une nécessité impérieuse de tenir à l'écart de tels éléments. C'est ce qui explique les vingt et une conditions d'adhésion.

Ces conditions exigent de chaque parti qui veut adhérer à l'Internationale communiste que toute sa propagande et son agitation aient un caractère communiste. La presse doit être complètement soumise au Comité central du parti. Les réformistes devront être écartés de tous les postes responsables. Le Parti doit posséder un appareil illégal et faire une propagande systématique dans l'armée et dans les campagnes. Il doit mener une lutte énergique contre les réformistes et les centristes. Dans les syndicats, il doit lutter contre l'Internationale syndicale d'Amsterdam. Le Parti doit être sévèrement centralisé et prendre le nom de Parti communiste (section de l'Internationale communiste). Tous les Partis qui appartiennent à l'Internationale communiste ou qui veulent y entrer doivent, au plus tard 4 mois après le 2^e Congrès, examiner ces conditions dans un congrès extraordinaire et exclure du Parti tous ceux de leurs membres qui les repoussent.

Le Congrès se termina le 7 août. Au mois de septembre, le Parti social-démocrate de Tchécoslovaquie se scinda : une majorité écrasante adopta les 21 conditions et se constitua, plus tard, en Parti communiste. Au mois d'octobre, au Congrès de Halle, la majorité du Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne se prononça pour l'adhésion à l'Internationale communiste. En décembre eut lieu la fusion de la gauche du Parti indépendant et K.P.D. (groupe spartakiste) et un grand Parti communiste unifié d'Allemagne sortit de cette fusion. Fin décembre, l'immense majorité du Parti Socialiste français adhéra à l'Internationale communiste. Au mois de janvier 1921, une scission se produisit au sein du Parti socialiste italien, qui appartenait cependant à l'Internationale communiste, mais dont la majorité réformiste repoussait les 21 conditions. Dans tous les pays du monde où existaient des organisations ouvrières, le même processus se produisait : les communistes se séparaient des réformistes et se constituaient en section de l'Internationale communiste.

Parallèlement au progrès et au renforcement de l'Internationale communiste, se produisait la décomposition de la 2^e Internationale. Toute une série de partis qui sortirent de la 2^e Internationale, mais se refusèrent à entrer dans l'Internationale communiste, constituèrent une « Union Internationale des Partis socialistes », communément appelée l'Internationale 2 ½, parce que, dans toutes les questions, elle oscille entre la 2^e et 3^e Internationale.

LE TROISIÈME CONGRÈS — JUIN 1921

Le 3^e Congrès de l'Internationale communiste, qui se réunit en juin 1921, eut à résoudre de nouvelles tâches. Celles-ci étaient déterminées en partie par le fait que l'Internationale communiste comprenait déjà plus de 50 sections, parmi lesquelles de grands partis de masses des pays européens les plus importants, ce qui faisait surgir des questions de tactique et d'organisation, mais surtout par le fait que le développement de la Révolution et l'écroulement du capitalisme subissaient un certain ralentissement qu'on n'avait pu prévoir à l'époque du 1^{er} et du 2^e Congrès.

Après l'écroulement des Puissances centrales, la vague révolutionnaire était monstrueusement forte et l'on avait l'impression que des Révolutions prolétariennes suivraient immédiatement les Révolutions

bourgeoises. En Hongrie et en Bavière, le prolétariat réussit pour quelque temps à s'emparer du pouvoir ; même après la défaite des Républiques soviétiques de Hongrie et de Bavière, l'espoir en une victoire rapide de la classe ouvrière n'avait pas disparu. Qu'on se rappelle l'époque où l'Armée Rouge était devant Varsovie et où le prolétariat tout entier se préparait fiévreusement à de nouvelles luttes.

Mais la bourgeoisie se montra plus capable de résistance qu'on ne l'avait cru. Sa force consistait tout d'abord en ce fait que les social-traîtres qui pendant la guerre se battirent si héroïquement contre le prolétariat, se révélèrent, même après la guerre, comme les meilleurs soutiens du capitalisme branlant. Dans tous les pays où la bourgeoisie ne pouvait plus rester maîtresse de la situation, elle remit le pouvoir aux social-démocrates. Ce furent des « gouvernements social-démocrates », avec Noske et Ebert en Allemagne, Renner et Otto Bauer en Autriche, avec Tusar en Tchécoslovaquie, avec Bôhm et Garami en Hongrie, qui firent les affaires de la bourgeoisie pendant la période révolutionnaire, et étouffèrent dans le sang les tentatives de libération du prolétariat.

La prospérité apparente qui suivit immédiatement la guerre, en permettant aux capitalistes d'occuper les soldats démobilisés, constitua également un obstacle à la Révolution. La bourgeoisie réussit à calmer les ouvriers sans travail, en leur fournissant des subventions. À cela vint s'ajouter encore un phénomène psychologique important, à savoir la fatigue des larges masses de la classe ouvrière qui sortaient à peine des souffrances et des privations subies pendant les quatre années de la guerre impérialiste. Enfin les partis communistes à qui incombait la tâche de diriger et de coordonner la lutte du prolétariat, étaient encore en voie de formation et adoptaient souvent de fausses méthodes de combat.

Toutes ces circonstances permirent à la bourgeoisie de rassembler lentement ses forces, de conquérir son assurance et de reprendre une partie des positions perdues. Lorsque la bourgeoisie n'eut plus besoin d'eux, elle chassa les socialistes du gouvernement dans tous les pays où ils y participaient, et les capitalistes reprirent eux-mêmes la direction de leurs affaires. Ils créèrent des organisations militaires illégales, armèrent la partie consciente de la bourgeoisie et passèrent à l'attaque contre la classe ouvrière.

Entre temps, la situation économique avait également subi de profondes transformations. Au printemps 1920, une crise apparut au Japon et en Amérique qui s'étendit de proche en proche à toutes les nations industrielles. La consommation diminua rapidement, la production se réduisit, des centaines de milliers, des millions d'ouvriers furent jetés sur le pavé. Les débouchés diminuèrent rapidement, la production fut restreinte. Les luttes défensives des ouvriers prirent de grandes dimensions, mais se terminèrent par des défaites, ce qui renforça la situation de la bourgeoisie.

Telle était la situation, lorsque s'ouvrit le 3^e Congrès de l'Internationale communiste. Le Congrès examina tout d'abord la situation de l'économie mondiale et aborda ensuite la question de la tactique nécessitée par la nouvelle situation. La bourgeoisie se renforçait, ainsi que ses serviteurs, les social-démocrates. L'époque des victoires faciles, remportées par l'Internationale communiste, au cours des années qui suivirent immédiatement la guerre, était passée. En attendant de nouveaux combats révolutionnaires, nous devons reconstruire et renforcer nos organisations et conquérir les positions des réformistes par un travail opiniâtre au sein des organisations ouvrières. Les occupations de

fabriques en Italie, la grève de décembre en Tchécoslovaquie, l'insurrection de mars en Allemagne, montraient que les Partis communistes, même lorsqu'ils combattaient manifestement pour les intérêts du prolétariat tout entier, ne pouvaient réussir à vaincre les forces unies de la bourgeoisie et de la social-démocratie, quand non seulement ils n'avaient pas la sympathie des larges masses, mais même quand ils n'embrassaient pas ces masses au sein de leurs organisations en les arrachant aux organisations diverses. C'est pourquoi le Congrès lança le mot d'ordre « Allez aux masses ! »

Dans l'Europe occidentale, les Partis communistes doivent faire tout leur possible afin d'obliger les syndicats et les partis s'appuyant sur la classe ouvrière, à une action commune en faveur des intérêts immédiats de la classe ouvrière, tout en préparant celle-ci à la possibilité d'une trahison de la part des partis non communistes.

Une certaine opposition « gauchiste » se manifesta contre cette tactique. Le K.A.P.D.¹ y vit un abandon de la lutte révolutionnaire et accusa l'Internationale communiste de faire sur le terrain politique la même retraite que le pouvoir des Soviets s'était vu obligé de faire sur le terrain économique. De bons camarades également ne comprirent pas, au début, la nécessité de cette tactique.

À côté des questions de tactique, ce furent les questions d'organisation qui retinrent le plus d'attention. En vue de la conquête des syndicats, le Bureau syndical organisé par le 2^e Congrès, en collaboration avec les syndicats ayant adhéré dans l'intervalle des deux congrès, constitua l'Internationale syndicale rouge. On discuta également la question de l'Internationale des Jeunes et du mouvement des femmes, ainsi que celle concernant le travail dans les coopératives et dans les Unions sportives ouvrières.

Le Congrès entendit ensuite un rapport sur la Russie des Soviets et approuva à l'unanimité la tactique employée.

De grands débats eurent lieu sur le rapport concernant l'activité du Comité exécutif. Certains camarades n'approuvaient pas la politique du Comité exécutif dans la question italienne, dans le cas Lévi et dans la question du K.A.P.D. Mais le Congrès approuva dans toutes ces questions l'activité du Comité exécutif. Les événements n'ont fait que confirmer la justesse de ces décisions.

Le Congrès se termina le 12 août, par la discussion de la question orientale.

Les mois qui suivirent furent relativement calmes et donnèrent aux différents partis communistes la possibilité d'exécuter les décisions du 3^e Congrès. Les organisations furent soumises à un examen sévère, la liaison entre les différentes sections et le Comité exécutif fut améliorée. Au cours des trois années de son existence, la 3^e Internationale est devenue une organisation véritablement mondiale. La 2^e Internationale, par exemple, n'a aucun parti dans des pays comme la France et l'Italie ; par contre, il n'existe presque aucun pays où la fraction la plus consciente du prolétariat, sans distinction de race ou de couleur, ne soit constituée en section de l'Internationale communiste. Celle-ci comprend près de 60 sections avec un effectif total d'environ 3 millions de membres, et possédant 700 journaux quotidiens. La conquête de nouvelles masses et de nouvelles positions se poursuit avec succès. Le Congrès des travailleurs d'Extrême-Orient, qui

¹ K.A.P.D. : Parti communiste *ouvrier* d'Allemagne, qu'il ne faut pas confondre avec le K.P.D. ou V.K.P.D. (Parti communiste unifié d'Allemagne). Organisation pour laquelle Lénine inventera le terme de « gauchisme ».

se tint à Moscou au mois de janvier 1922, établit la liaison de la classe ouvrière chinoise et japonaise avec l'Internationale communiste.

LE FRONT UNIQUE

Le 3^e Congrès se réunit à une époque où régnait une grande dépression au sein de la classe ouvrière. Les défaites subies avaient découragé le prolétariat. Cette situation s'aggrava encore après le congrès. En Angleterre, en Amérique, en Italie et dans les pays neutres, les ouvriers souffrent du chômage permanent. La classe ouvrière a perdu ses conquêtes des dernières années. La journée de travail a été prolongée, le niveau d'existence des ouvriers a été ramené à un niveau plus bas qu'avant la guerre. Si, dans les pays à change bas, comme l'Allemagne, l'Autriche, la Pologne, le chômage est moins grand, la misère de la classe ouvrière n'en est que plus dure, vu la diminution constante des salaires réels causée par l'abaissement continu de la valeur d'achat de l'argent, ce qui met les ouvriers dans l'impossibilité de satisfaire leurs besoins même les plus élémentaires.

Cette situation était intolérable. Sous la pression de la misère croissante, les masses commencèrent à chercher un remède à leur situation. Elles comprirent que les vieilles méthodes étaient impuissantes à obtenir quoi que ce fût. Les grèves échouaient, et, quand elles réussissaient, les avantages obtenus étaient bientôt annulés par la dépréciation de l'argent. Les masses virent que la classe ouvrière était scindée en différents partis se combattant mutuellement, alors que la classe capitaliste engageait contre elle une offensive unique. Dans cette situation, la solution qui s'imposait était d'unifier les forces dispersées du prolétariat pour les opposer à l'attaque du capitalisme.

De quelle façon devait se réaliser cette unification des forces du prolétariat ? Là-dessus, les masses ouvrières ne se faisaient aucune idée bien claire. En tout cas, le fait que, partout, un mouvement se produisait dans cette direction, était une preuve de sa profondeur et de sa nécessité. Il prouvait que les masses se détournaient inconsciemment de la politique réformiste de la 2^e Internationale et de l'Internationale syndicale d'Amsterdam, et qu'après tant d'erreurs et de défaites, elles étaient enfin décidées à s'engager dans la voie de l'unification des forces du prolétariat.

Cela signifiait en même temps un changement dans l'appréciation du rôle des partis communistes et de l'Internationale communiste. Au cours des années 1918 et 1919, le prolétariat a été battu, parce que son avant-garde, le Parti communiste, représentait bien plus une tendance qu'une organisation capable de prendre la direction de la lutte de classes. L'expérience de la défaite obligea les communistes à créer, par le moyen de scissions et par la création de partis indépendants, les organisations de combat nécessaires. Cette période des scissions coïncida avec celle où la grande vague révolutionnaire était en voie de décroissance et où commençait la contre-offensive du capitalisme. Même si les social-démocrates n'avaient pas su utiliser adroitement cette circonstance, un mécontentement se serait quand même produit contre les « scissionnistes » au sein des masses qui ne pouvaient comprendre la nécessité de cette tactique. Les masses avaient aussi peu compris les tentatives de soulèvement faites par les communistes, lorsque ces derniers, avant toute la classe ouvrière — précisément parce qu'ils en sont la fraction la plus clairvoyante — réclamaient l'emploi de méthodes de combat plus énergiques. La

grève de décembre, en Tchécoslovaquie et l'action de mars, en Allemagne, devait échouer même si elles avaient été mieux conduites, parce que les larges masses ne comprenaient pas alors la nécessité d'une pareille méthode de combat. Mais la pression de la misère leur fit bientôt comprendre la nécessité de ce qu'elles considéraient autrefois comme des putschs. Le travail que les communistes, à l'époque de la dépression, avaient fait seuls, au prix d'immenses sacrifices, commençait à porter ses fruits.

À cela, vient s'ajouter le fait que, dans la lutte, les ouvriers ne tiennent plus compte des frontières de partis au moyen desquelles les social-démocrates essayent de les éloigner des communistes.

Les partisans d'Amsterdam, ceux de la 2^e Internationale et de l'Internationale 2 ½, essayèrent d'exploiter le nouveau courant en provoquant un mouvement en faveur de l'unité, contre les communistes. Mais l'époque où de telles manœuvres étaient possibles, parce que les social-démocrates avaient en mains toutes les organisations ouvrières et toute la presse ouvrière, était passée. Le Comité exécutif de l'Internationale communiste démasqua ce plan et engagea une campagne « pour l'unité du prolétariat mondial, contre l'union avec les social-traîtres ». Dans la question du secours aux affamés et du secours aux ouvriers yougoslaves et espagnols, elle s'adressa à l'Internationale d'Amsterdam, au début, sans aucun succès. Mais lorsque les contours de la nouvelle vague devinrent plus clairs et plus visibles, le Comité exécutif, après de longues discussions, pris position sur la question.

Dans des « Résolutions sur le front unique des ouvriers et sur les rapports avec les ouvriers qui appartiennent à la 2^e Internationale, à l'Internationale 2 ½, à l'Internationale syndicale d'Amsterdam et aux organisations anarcho-syndicalistes », il analysa la situation et fournit un but clair et précis aux efforts élémentaires en vue du front unique. « Le front unique n'est pas autre chose que l'union de tous les ouvriers décidés à lutter contre le capitalisme. » Les communistes doivent soutenir ce mot d'ordre de la plus grande unité possible de toutes les organisations ouvrières dans chaque action contre le capitalisme. Les leaders de la 2^e Internationale comme de l'Internationale 2 ½ et de l'Internationale syndicale d'Amsterdam, ont trahi les masses ouvrières dans toutes les questions pratiques de la lutte contre le capitalisme. Cette fois aussi, ils préférèrent l'unité avec la bourgeoisie à l'unité avec le prolétariat. C'est le devoir de l'Internationale communiste et de ses différentes sections, de persuader, cette fois, les masses ouvrières de l'hypocrisie des social-traîtres, qui se révèlent des destructeurs de l'unité de front de la classe ouvrière. Dans ce but, l'indépendance absolue, la pleine liberté de la critique sont les conditions principales des partis communistes.

Les résolutions insistent également sur les dangers qui peuvent naître, au cours de la mise à exécution de cette tactique, là où les partis communistes n'ont pas encore la clarté idéologique nécessaire et l'homogénéité indispensable.

Les résolutions furent adoptées au milieu du mois de décembre. En vue de la décision définitive, on convoqua, à Moscou, une session élargie du Comité exécutif pour le début du mois de février suivant. Dans un appel daté du 1^{er} janvier 1922, sur le front unique prolétarien, le Comité exécutif montra la nécessité de la lutte commune en rapport avec la conférence de Washington et l'offensive générale du capitalisme contre la classe ouvrière. Les résolutions et l'appel du Comité exécutif furent rapidement répandus dans tous les pays, devinrent l'objet de longues discussions de la part des communistes et de leurs adversaires et contribuèrent à éclairer la question du front unique. Les social-traîtres jetèrent les

hauts cris, ils comprirent qu'ils étaient là placés devant une question qui allait les obliger à se démasquer. Mais leur indignation, sur cette « nouvelle manœuvre communiste », ne put faire disparaître, dans les masses, l'impression que les communistes, qu'on appelait jusque-là les « scissionnistes », étaient, en réalité, les vrais partisans de l'unité de front du prolétariat. La séance du Comité exécutif élargi, ne se réunit, à cause de la grève des cheminots allemands, qu'à la fin de février. Ce fut, en réalité, un petit congrès composé de plus de 100 délégués représentant trente-six pays. L'ordre du jour était passablement chargé : il comportait les rapports des partis des pays les plus importants, les tâches des communistes dans les syndicats, la question de la lutte contre les dangers de guerre, celle de la nouvelle politique économique de la Russie des Soviets, celle de la lutte contre la misère de la jeunesse ouvrière. Mais la question principale était constituée par la question du front unique et de la participation à la conférence commune proposée par l'Internationale 2 ½.

Les camarades français et italiens se prononcèrent contre l'unité de front dans la forme où elle était présentée par les résolutions du Comité exécutif. Les camarades français exprimèrent la crainte que les masses ouvrières françaises ne comprissent pas une action commune des communistes avec les dissidents. Ils se déclarèrent partisans du front unique des ouvriers révolutionnaires et déclarèrent que l'activité des communistes, en France, tendait à réaliser, dans les questions de la journée de huit heures et de l'impôt sur les salaires, le bloc des ouvriers révolutionnaires. Le parti français était encore trop jeune et trop peu capable de manœuvre, et il était incapable de mener une action commune avec les socialistes dissidents et les syndicats réformistes dont on venait à peine de se séparer.

Les délégués italiens se déclarèrent partisans de l'unité de front syndical, mais adversaires de l'unité de front politique avec les socialistes. Ils exprimèrent l'avis que les masses ne comprendraient pas une action commune des différents partis ouvriers, et que le véritable terrain où le front unique fût possible était le syndicat, où les communistes et les socialistes sont ensemble.

Tous les autres délégués présents à la conférence exprimèrent un avis différent. Malgré des trahisons innombrables, les leaders réformistes ont, jusqu'à présent, réussi à maintenir leur influence sur la majeure partie des organisations ouvrières. Ce n'est pas en répétant encore une fois que ce sont des traîtres, que nous arriverons à rallier à nous les ouvriers. Il s'agit maintenant, quand une volonté de combat règne dans les masses, de leur montrer que les social-démocrates ne veulent pas combattre non seulement pour le socialisme, mais même pour les revendications les plus immédiates de la classe ouvrière. Jusqu'à présent, nous n'avons pas encore réussi à les démasquer, d'abord parce que nous n'avions pas pour cela les moyens nécessaires, ensuite parce que la situation psychologique, l'atmosphère grâce à laquelle les ouvriers comprennent les trahisons dont ils sont l'objet, faisaient défaut. Nous avons, enfin, l'occasion de les démasquer. C'est pourquoi, en nous refusant à lutter avec les réformistes, parce qu'ils ne lutteront jamais sérieusement contre la bourgeoisie dont ils sont les serviteurs, nous aurons l'approbation des camarades qui savent déjà cela, mais nous ne persuaderons pas un seul des ouvriers qui suivent encore les réformistes. Tout au contraire, en se refusant à mener la lutte en commun, à une époque où les masses ouvrières la veulent, les communistes donnent aux social-traîtres la possibilité de les représenter comme des saboteurs de l'unité de front du prolétariat. Mais si nous participons à la lutte, les masses verront bientôt qui veut véritablement la lutte contre la

bourgeoisie et qui ne la veut pas. Nos camarades, qui nous voyaient tout d'abord avec mauvaise humeur nous asseyant à une même table avec les réformistes, comprendront, au cours des négociations que, là aussi, nous faisons du travail révolutionnaire.

Après que le Comité exécutif élargi eut adopté à l'unanimité des voix, moins celle des camarades français, italiens et espagnols, les directives contenues dans les résolutions, les trois délégations adversaires du front unique firent une déclaration promettant de s'y soumettre.

Le Comité exécutif élargi décida d'accepter l'invitation de l'Internationale de Vienne de participer à une conférence internationale, en faisant la proposition d'inviter à la conférence, non seulement l'Internationale communiste, mais aussi l'Internationale rouge des syndicats, l'Internationale syndicale d'Amsterdam, les organisations anarcho-syndicalistes et les organisations syndicales indépendantes, et de mettre à l'ordre du jour de la conférence, à côté de la lutte contre l'offensive du capitalisme et contre la réaction, la question de la lutte contre de nouvelles guerres impérialistes, celle de la restauration de la Russie des Soviets, celle des réparations et du traité de Versailles.

Après avoir réglé encore quelques questions (celles de la presse communiste, de l'opposition ouvrière du parti communiste russe, etc...), et après avoir procédé à l'élection du président du Comité exécutif, la conférence se termina le 4 mars.

LA CONFÉRENCE PRÉLIMINAIRE DES TROIS INTERNATIONALES

Le 2 avril, eut lieu la première séance des délégations des trois Internationales, composées chacune de 10 membres. Les représentants de la 2^e Internationale essayèrent tout de suite de saboter la conférence et d'étouffer dans le germe le front unique. Ils posèrent des conditions à l'Internationale communiste, exigèrent des « garanties » contre la tactique des « noyaux » et se mirent à discuter la question de la Géorgie et celle des social-révolutionnaires. Il en résulta une situation telle qu'on put craindre que la conférence ne dût se séparer. Grâce à l'attitude énergique des délégués de l'Internationale communiste qui exigèrent le front unique sans conditions, les délégués de l'Internationale de Vienne se rangèrent à leur avis, ce qui obligea les délégués de la 2^e Internationale à reculer. Après quatre jours de négociations, on décida de convoquer, dans le délai le plus court, une conférence générale. On nomma une Commission composée de trois membres de chaque Comité exécutif, chargée de la préparation de cette conférence. En attendant la réunion de cette conférence générale, on décida d'organiser des manifestations communes de tous les partis adhérents aux trois Internationales, pour le 20 avril suivant et, partout où cela ne serait pas techniquement possible, pour le 1^{er} mai, avec les mots d'ordre suivants :

- *Pour la journée de 8 heures ;*
- *Pour la lutte contre le chômage, provoqué par la politique de réparations des puissances capitalistes ;*
- *Pour l'action unie du prolétariat contre l'offensive capitaliste ;*
- *Pour la révolution russe, pour la Russie affamée, pour la reprise des relations politiques et économiques avec la Russie ;*

- *Pour le rétablissement du front unique prolétarien national et international.*

La Commission d'organisation fut chargée de s'entremettre entre les représentants de l'Internationale syndicale d'Amsterdam et ceux de l'Internationale rouge des syndicats. Les délégués de l'Internationale communiste firent une déclaration aux termes de laquelle le procès des social-révolutionnaires aurait lieu en toute publicité et se terminerait sans condamnation à mort. La résolution constata encore que la conférence générale ne pourrait pas avoir lieu en avril, parce que la 2^e Internationale la repoussait sous différents prétextes : celle-ci refusant également d'inscrire à l'ordre du jour de la conférence la question du traité de Versailles et de sa révision.

Les manifestations du 20 avril et du 1^{er} mai suivant, auxquelles participèrent des masses ouvrières immenses, montrèrent que le prolétariat était décidé à lutter en commun pour les mots d'ordre qui avaient été lancés. La 2^e Internationale et les partis qui la composent essayent, aujourd'hui comme hier, de saboter le front unique par tous les moyens. Ils se refusent à organiser des manifestations communes, retardent l'exécution des décisions prises et contribuent ainsi à se démasquer devant les masses

C'est la tâche de l'Internationale communiste et de ses sections nationales de démontrer, par leur action, que la lutte contre l'offensive capitaliste et contre le capitalisme en général ne peut réussir que sous la direction de l'Internationale communiste.

Comme il fallait s'y attendre, la 2^e Internationale et l'Internationale de Vienne firent sauter la Commission des neuf. Après qu'on fût arrivé à empêcher la réunion de la Commission pendant la conférence de Gênes afin que la bourgeoisie ne fût troublée en rien dans ses délibérations contre la Russie des Soviets, la première séance, qui fut aussi la dernière, eut lieu le 23 mai, à Berlin. Le 21 mai, avait eu lieu une réunion du Labour Party, du Parti ouvrier belge et du Parti socialiste français, au cours de laquelle avait été décidée une conférence générale de tous les partis socialistes à l'exception des communistes. Il était clair que la 2^e Internationale et la 2 ½ étaient revenues à leur projet de front unique contre les communistes. Malgré cela, l'Internationale communiste fit tout son possible pour permettre la réunion d'un congrès international de tous les partis socialistes. Pour arriver aux buts de l'unité de front, à savoir la lutte contre l'offensive du capital, contre la baisse des salaires et contre le chômage, elle se déclara prête à rayer de l'ordre du jour du Congrès la question du secours à la Russie des Soviets, déjà adoptée dans la plate-forme commune. Par contre, elle demandait une réponse précise à la question de savoir si la 2^e Internationale acceptait, oui ou non, le congrès ouvrier mondial. Placée devant cette question, la 2^e Internationale se révéla l'adversaire du front unique, ainsi que son auxiliaire bienveillant, l'Internationale de Vienne. La Commission des neuf se sépara.

L'Internationale communiste convoqua alors une nouvelle session du Comité exécutif élargi. Celui-ci se réunit le 7 juin. Y participèrent 60 délégués représentant 27 pays. La conférence discuta la question de la tactique à suivre, après les enseignements de la première étape de la lutte en faveur du front unique, et la tactique des partis dont la politique ne correspondait pas à la politique générale de l'Internationale communiste, enfin la position de l'Internationale communiste vis-à-vis du procès des social-révolutionnaires, et la convocation du congrès mondial.

En ce qui concerne la tactique du front unique, la conférence constata que, malgré l'échec de la Commission des neuf, les postulats politiques et économiques de la tactique du front unique subsistaient comme auparavant et que, par conséquent, la tactique des diverses sections de l'Internationale communiste devait consister à établir l'unité de front contre l'offensive du capital.

Les partis français, italien et norvégien n'ayant pas exécuté la tactique du front unique ou ne l'ayant exécuté qu'avec hésitation ou en partie, la conférence s'occupa en détail de la situation de ces partis et exprima le vœu que cette tactique fût appliquée également dans ces pays. En ce qui concerne le parti français, étant donné que l'existence d'une droite opportuniste importante faisait obstacle à son activité et à son développement, le Comité exécutif déclara que le meilleur moyen de remédier à la situation était l'union du centre et de la gauche contre la droite. La conférence examina également la situation du parti communiste tchécoslovaque où apparaissaient les symptômes d'une crise prochaine. On en vit la raison dans une certaine passivité de la direction du parti, et l'on fixa les instructions utiles pour la faire disparaître.

En ce qui concerne le procès des S.R., on constata que, du moment que la 2^e Internationale et l'Internationale de Vienne avaient entrepris une campagne contre l'Internationale communiste et la Russie des Soviets et qu'en outre il s'agissait là d'une affaire intéressant à la fois la Russie des Soviets, boulevard de la Révolution mondiale, et l'Internationale communiste, cette dernière devait participer activement au procès en y envoyant des accusateurs, des défenseurs, des témoins et des experts.

LE QUATRIÈME CONGRÈS — NOVEMBRE 1922

Le 4^e Congrès mondial fut fixé au 7 novembre 1922, cinquième anniversaire de la Révolution prolétarienne avec l'ordre du jour suivant :

- 1° Rapport de l'Exécutif ;*
- 2° Tactique de l'Internationale communiste ;*
- 3° Programme de l'Internationale communiste et des sections allemande, française, italienne, tchécoslovaque, bulgare, norvégienne, américaine et japonaise ;*
- 4° Question agraire ;*
- 5° Question syndicale ;*
- 6° L'éducation ;*
- 7° Question des jeunes ;*
- 8° La question d'Orient.*

Le travail principal du 4^e Congrès se portera sur le paragraphe 3. En vue de la préparation d'un programme de l'Internationale communiste, on nomma immédiatement une Commission qui fut également chargée de collaborer à la rédaction des programmes des différentes sections.

La conférence montra le développement et le renforcement du mouvement communiste dans tous les pays. L'un des meilleurs symptômes en est la nervosité croissante des partisans d'Amsterdam, qui voient avec crainte le progrès de l'influence des communistes dans les syndicats. Beaucoup de signes montrent qu'ils sont, à l'heure actuelle, déterminés à chasser les communistes des syndicats dans tous les pays, et que, dans ce but, ils ne reculeront pas devant la scission du mouvement syndical. C'est pourquoi la tâche principale de l'Internationale communiste, dans les syndicats, sera de démasquer cette manœuvre, et de s'opposer à ce que les partisans d'Amsterdam n'affaiblissent pas le prolétariat en détruisant les syndicats.

Manifestes, thèses et résolutions du premier congrès de
l'Internationale communiste 1919

PREMIER CONGRÈS

Mars 1919

[Retour à la table des matières](#)



Premier Congrès, mars 1919.

- 1 -

Lettre d'invitation au 1^{er} Congrès de l'I.C., (2-6 mars 1919)

[Retour à la table des matières](#)

Chers Camarades !

Les partis et organisations soussignés considèrent que la convocation du premier Congrès de la nouvelle Internationale révolutionnaire est d'une nécessité urgente. Au cours de la guerre et de la révolution s'est manifesté non seulement la faillite complète des anciens partis socialistes et social-démocrates et en même temps de la Deuxième Internationale, non seulement l'incapacité des éléments intermédiaires de l'ancienne social-démocratie (dite « Centre ») à l'action révolutionnaire effective, mais actuellement on voit déjà se dessiner les contours de la véritable Internationale révolutionnaire. Le mouvement ascendant extrêmement rapide de la révolution mondiale posant constamment de nouveaux problèmes, le danger d'étouffement de cette révolution par l'alliance des États capitalistes s'unissant contre la révolution sous le drapeau hypocrite de la « Société des Nations », les tentatives des partis social-traîtres de s'unir et d'aider de nouveau leurs gouvernements et leurs bourgeoisies à trahir la classe ouvrière après s'être accordé une « amnistie » réciproque ; enfin l'expérience révolutionnaire extrêmement riche déjà acquise et l'internationalisation de tout le mouvement révolutionnaire — *toutes ces circonstances nous obligent à prendre l'initiative de mettre à l'ordre du jour de la discussion la question de la convocation d'un Congrès international des partis prolétariens révolutionnaires.*

I. — Les buts et la tactique.

La reconnaissance des *paragraphes* suivants, établis ici comme programme et élaborés sur la base des programmes du Spartakusbund en Allemagne et du Parti communiste (bolcheviks) en Russie doit, selon nous, servir de base à la nouvelle Internationale.

1. La période actuelle est celle de la décomposition et de l'effondrement de tout le système capitaliste mondial et sera celle de l'effondrement de la civilisation européenne en général, si on ne détruit pas le capitalisme avec ses contradictions indissolubles.
2. La tâche du prolétariat consiste à présent à prendre le pouvoir d'État. La prise du pouvoir d'État signifie la destruction de l'appareil d'État de la bourgeoisie et l'organisation d'un nouvel appareil du pouvoir prolétarien.
3. Le nouvel appareil du pouvoir doit représenter la dictature de la classe ouvrière et à certains endroits aussi celle des petits paysans et des ouvriers agricoles, c'est-à-dire, qu'il doit être l'instrument du renversement systématique de la classe exploiteuse et celui de son expropriation. Non pas la fausse

démocratie bourgeoise — cette forme hypocrite de la domination de l'oligarchie financière — avec son égalité purement formelle, mais la démocratie prolétarienne, avec la possibilité de réaliser la liberté des masses laborieuses ; non pas le parlementarisme, mais l'auto-administration de ces masses par leurs organismes élus ; non pas la bureaucratie capitaliste, mais des organes d'administration créés par les masses elles-mêmes, avec la participation réelle de ces masses à l'administration du pays et à l'activité de l'édification socialiste — voilà quel doit être le type de l'État prolétarien. Le pouvoir des conseils ouvriers ou des organisations ouvrières est sa forme concrète.

4. La dictature du prolétariat doit être le levier de l'expropriation immédiate du capital, de l'abolition de la propriété privée sur les moyens de production et de la transformation de cette propriété en propriété populaire.

La socialisation (*par socialisation on entend ici l'abolition de la propriété privée qui est remise à l'État prolétarien et à l'administration socialiste de la classe ouvrière*) de la grande industrie et des banques, ses centres d'organisation ; la confiscation des terres des grands propriétaires fonciers et la socialisation de la production agricole capitaliste ; la monopolisation du commerce ; la socialisation des grands immeubles dans les villes et des grandes propriétés à la campagne ; l'introduction de l'administration ouvrière et la centralisation des fonctions économiques entre les mains des organismes émanant de la dictature prolétarienne — voilà les problèmes essentiels du jour.

5. Pour la sécurité de la révolution socialiste, pour sa défense contre des ennemis intérieurs et extérieurs, pour l'aide aux autres fractions nationales du prolétariat en lutte, etc..., le désarmement complet de la bourgeoisie et de ses agents, et l'armement général du prolétariat sont nécessaires.
6. La situation mondiale exige maintenant le contact le plus étroit entre les différentes parties du prolétariat révolutionnaire et l'union complète des pays dans lesquels la révolution socialiste a triomphé.
7. La méthode fondamentale de la lutte est l'action de masse du prolétariat, y compris la lutte ouverte par les armes contre le pouvoir d'État du capital.

2. — Rapports avec les partis « socialistes ».

8. La 2^e Internationale s'est partagée en trois groupes principaux : les social-patriotes déclarés qui, pendant toute la guerre impérialiste des années 1914-1918 soutenaient leur propre bourgeoisie et transformaient la classe ouvrière en bourreau de la révolution internationale ; le « centre » dont le dirigeant théorique est actuellement Kautsky, et qui représente une organisation d'éléments constamment oscillants, incapables de suivre une ligne directrice déterminée, et agissant parfois en véritables traîtres ; enfin, l'aile gauche révolutionnaire.

9. À l'égard des social-patriotes, qui partout, aux instants critiques, s'opposent les armes à la main à la révolution prolétarienne, seul la lutte implacable est possible. À l'égard du « centre » — la tactique de l'effritement des éléments révolutionnaires, critique impitoyable, et démasquer les chefs. À une certaine étape du développement, la séparation organisatrice des gens du centre est absolument nécessaire.
10. D'autre part le bloc est nécessaire avec ces éléments du mouvement révolutionnaire qui, tout en n'ayant pas appartenu autrefois au parti socialiste, se placent maintenant dans l'ensemble sur le terrain de la dictature prolétarienne sous la forme du pouvoir soviétique. Ce sont en première ligne les éléments syndicalistes du mouvement ouvrier.
11. Enfin, il est nécessaire d'attirer tous les groupes et organisations prolétariennes qui, tout en ne s'étant pas ralliés ouvertement au courant révolutionnaire de gauche, manifestent néanmoins dans leur développement une tendance dans cette direction.
12. Concrètement, nous proposons que participent au Congrès les représentants des partis, tendances et groupes suivants (les membres à pleins droits de la Troisième Internationale seront des partis tout à fait autres et qui se placeront entièrement sur son terrain) :
 1. *Le Spartakusbund (Allemagne) ;*
 2. *Le Parti Communiste (Bolchevik) (Russie) ;*
 3. *Le Parti Communiste de l'Autriche allemande ;*
 4. *Celui de la Hongrie ;*
 5. *Celui de la Finlande ;*
 6. *Le Parti Communiste Ouvrier polonais ;*
 7. *Le Parti Communiste d'Estonie ;*
 8. *Celui de la Lettonie ;*
 9. *Celui de la Lituanie ;*
 10. *Celui de la Russie Blanche ;*
 11. *Celui de l'Ukraine ;*
 12. *Les éléments révolutionnaires du parti social-démocrate tchèque ;*
 13. *Le Parti social-démocrate bulgare (étroits) ;*
 14. *Le P. s.-d. roumain ;*
 15. *L'aile gauche du parti s.-d. serbe ;*
 16. *La gauche du parti s.-d. suédois ;*
 17. *Parti s.-d. norvégien ;*

18. Pour le Danemark le groupe *Klassenkampen* ;
19. Le Parti communiste hollandais ;
20. Les éléments révolutionnaires du parti ouvrier belge ;
- 21 et 22. Les groupes et organisations à l'intérieur du mouvement socialiste et syndicaliste français, qui, dans l'ensemble se solidarisent avec Lorient ;
23. La gauche s.-d. de la Suisse ;
24. Le parti socialiste italien ;
25. Les éléments révolutionnaires du P.S. espagnol ;
26. Les éléments de gauche du parti socialiste portugais ;
27. Les partis socialistes britanniques (avant tout le courant représenté par Mac Lean) ;
28. S. L. P. (Angleterre) ;
29. I. W. W. (Angleterre) ;
30. I. W. of Great Britain ;
31. Les éléments révolutionnaires des organisations ouvrières de l'Irlande ;
32. Les éléments révolutionnaires des shop stewards (Grande-Bretagne) ;
33. S. L. P. (Amérique) ;
34. Les éléments de gauche du P. S. d'Amérique (la tendance représentée par Debi et la Ligue de Propagande Socialiste) ;
35. I. W. W. Amérique ;
36. I. W. W. (Australie) ;
37. Workers International Industrial Union (Amérique) ;
38. Les groupes socialistes de Tokyo et de Yokohama (représentés par le cam. Katayama) ;
39. L'Internationale socialiste des Jeunes (représentée par le cam. Münzenberg).

3. — La question de l'organisation et le nom du parti

13. La base de la Troisième Internationale est donnée par le fait que dans différentes parties de l'Europe se sont déjà formés des groupes et des organisations de camarades d'idées, se plaçant sur une plateforme commune et employant en gros les mêmes méthodes tactiques. Ce sont en premier lieu les spartakistes en Allemagne et les partis communistes dans beaucoup d'autres pays.
14. Le Congrès doit faire paraître, en vue d'une liaison permanente et d'une direction méthodique du mouvement un organe de lutte commun, centre de l'Internationale Communiste, subordonnant les

intérêts du mouvement de chaque pays aux intérêts communs de la révolution à l'échelle internationale. Les formes concrètes de l'organisation, de la représentation, etc..., seront élaborées par le Congrès.

15. Le Congrès devra prendre le nom de « Premier Congrès de l'Internationale Communiste », les différents partis devenant sections de celle-ci. Du point de vue théorique Marx et Engels avaient trouvé faux le nom de « social-démocrate ». L'effondrement honteux de l'Internationale social-démocrate exige dans les mots aussi une séparation. Enfin le noyau fondamental du grand mouvement est déjà formé par une série de partis qui ont pris ce nom.

Considérant ce qui vient d'être dit, nous proposons à toutes les organisations sœurs et partis frères de mettre à l'ordre du jour la question de la convocation du Congrès Communiste International.

Avec notre salut socialiste.

Le Comité Central du Parti Communiste Russe (Lénine, Trotsky).

Le Bureau étranger du Parti Ouvrier Communiste de Pologne (Karsky).

Le Bureau étranger du Parti Ouvrier Communiste de Hongrie (Rudnianszky).

Le Bureau étranger du Parti Ouvrier Communiste de l'Autriche allemande (Duda).

Le Bureau russe du Comité Central du Parti Communiste de Lettonie (Rosing).

Le Comité Central du Parti Communiste de Finlande (Sirola).

Le Comité Exécutif de la Fédération Social-démocrate Révolutionnaire Balkanique (Rakovski).

Pour le S. L. P. (Amérique) (Reinstein).

L'invitation ci-dessus convoquait les communistes de tous les pays à une conférence qui devait s'ouvrir à Moscou le 15 février 1919. Les grandes difficultés de circulation en retardèrent l'inauguration. Elle ne put avoir lieu que le 2 mars. La conférence fut ouverte par une courte allocution de Lénine, à six heures du soir. On adopta la langue allemande pour les débats, en outre on parlait le russe, le français et l'anglais.

Comme présidents du congrès furent élus les camarades suivants :

Lénine (Russie), **Albert** (Allemagne), **Platten** (Suisse) ; le quatrième président fut délégué à tour de rôle par les différents partis. Le Congrès élut comme secrétaire le camarade **Klinger**.

La Commission des mandats constata la participation des partis suivants et répartit les voix :

PARTICIPANTS AU CONGRÈS
DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE DE MOSCOU
(2 au 6 mars 1919)

	<i>Pays et Parti</i>	<i>Nombre de voix</i>
1.	Parti Communiste allemand	5
2.	Parti Communiste russe	5
3.	Parti Communiste de l'Autriche allemande	3
4.	Parti Communiste hongrois	3
5.	S.-D. de gauche suédoise	3
6.	P. S.-D. norvégien	3
7.	P. S.-D. suisse	3
8.	S. L.P. américain	5
9.	Fédération Révolutionnaire Balkanique (Tchesniac bulgare et Parti Communiste roumain)	3
10.	Parti Communiste polonais	3
11.	Parti Communiste de Finlande	3
12.	Parti Communiste ukrainien	3
13.	Parti Communiste de Lettonie	1
14.	Parti Communiste blanc-russe et lithuanien	1
15.	Parti Communiste d'Estonie	1
16.	Parti Communiste arménien	1
17.	Parti Communiste de la Volga allemande	1
18.	Groupe Unifié des Peuples de la Russie Orient.	1
19.	Gauche Zimmerwaldienne française	5
	<i>Voix délibératives :</i>	
20.	Parti Communiste tchèque.	
21.	Parti Communiste bulgare.	
22.	Parti Communiste des pays slaves méridionaux.	
23.	Parti Communiste anglais.	
24.	Parti Communiste français.	
25.	P. S.-D. hollandais.	
26.	Ligue de la Propagande Socialiste d'Amérique.	
	<i>Sections du Bureau Central des Pays Orientaux :</i>	
27.	Communistes suisses.	
28.	Communistes tourkestants.	
29.	Turque.	
30.	Géorgienne.	
31.	Azerbaïdjan.	
32.	Perse.	
33.	Parti Ouvrier Socialiste chinois.	
34.	Union Ouvrière de la Corée.	
35.	Commission de Zimmerwald.	

Premier Congrès, mars 1919.

- 2 -

Discours d'ouverture de Lénine (2 mars 1919)

[Retour à la table des matières](#)

Par mandat du Comité Central du Parti Communiste russe, j'ouvre le premier Congrès international. Avant tout, je vous prie de vous lever pour honorer la mémoire des meilleurs représentants de la 3^e Internationale, de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg.

Camarades, notre Congrès revêt une grande importance dans l'histoire mondiale. Il démontre la banqueroute de toutes les illusions de la démocratie bourgeoise. La guerre civile est devenue un fait, non seulement en Russie, mais dans les pays capitalistes les plus développés, par exemple en Allemagne.

La bourgeoisie est affolée de terreur devant le mouvement révolutionnaire prolétarien qui grandit. Cela se comprend, parce que toute la marche des événements depuis la fin de la guerre impérialiste renforce inévitablement le mouvement révolutionnaire du prolétariat, et que la révolution internationale mondiale commence et grandit dans tous les pays.

Le peuple se rend compte de la grandeur et de l'importance de cette lutte. Il fallait trouver la forme pratique qui permît au prolétariat d'exercer sa domination. Cette forme, c'est le régime des Soviets avec la dictature du prolétariat. La dictature du prolétariat : ces mots étaient « du latin » pour les masses jusqu'à nos jours. Maintenant, grâce au système des Soviets, ce latin est traduit dans toutes les langues modernes ; la forme pratique de la dictature est trouvée par les masses populaires. Elle est devenue intelligible à la grande masse des ouvriers grâce au pouvoir des Soviets en Russie, aux spartakistes en Allemagne, à des organisations analogues dans les autres pays, tels les Shop Stewards Committees en Angleterre. Tout cela prouve que la forme révolutionnaire de la dictature prolétarienne est trouvée et que le prolétariat est en train d'exercer sa domination de fait.

Camarades ! Je pense qu'après les événements en Russie, après les combats de janvier en Allemagne, il importe surtout de noter que la forme nouvelle du mouvement du prolétariat se manifeste et se fraie une voie dans d'autres pays aussi. Aujourd'hui, j'ai lu dans un journal anglais antisocialiste un télégramme annonçant que le gouvernement anglais avait reçu le soviet de délégués ouvriers de Birmingham et lui avait promis de reconnaître les Soviets comme des organisations économiques. Le système soviétique a remporté la victoire non seulement dans la Russie arriérée, mais dans le pays le plus civilisé de l'Europe : l'Allemagne, et dans le plus vieux pays capitaliste : l'Angleterre.

La bourgeoisie peut sévir ; elle peut assassiner encore des milliers d'ouvriers — mais la victoire est à nous, la victoire de la révolution communiste mondiale est assurée.

Camarades ! Je vous souhaite cordialement la bienvenue au nom de notre Comité Central.

Premier Congrès, mars 1919.

- 3 -

**Thèses de Lénine
sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne
(4 mars 1919)**

[Retour à la table des matières](#)

1. La croissance du mouvement révolutionnaire prolétarien dans tous les pays suscite les efforts convulsifs de la bourgeoisie et des agents qu'elle possède dans les organisations ouvrières pour découvrir les arguments philosophico-politiques capables de servir à la défense de la domination des exploiters. La condamnation de la dictature et la défense de la démocratie figurent au nombre de ces arguments. Le mensonge et l'hypocrisie d'un tel argument répété à satiété dans la presse capitaliste et à la conférence de l'Internationale jaune de Berne en février 1919 sont évidents pour tous ceux qui ne tentent pas de trahir les principes fondamentaux du socialisme.
2. D'abord, cet argument s'appuie sur les conceptions de « démocratie en général » et de « dictature en général », sans préciser la question de la classe. Poser ainsi le problème, en dehors de la question de classes, en prétendant considérer l'ensemble de la nation, c'est proprement se moquer de la doctrine fondamentale du socialisme, à savoir la doctrine de la lutte de classes, acceptée en paroles, mais oubliée en fait par les socialistes passés dans le camp de la bourgeoisie. Car, dans aucun pays civilisé, dans aucun pays capitaliste, il n'existe de démocratie en général : il n'y a que la démocratie bourgeoise. Il ne s'agit pas davantage de la dictature exercée par la classe opprimée, c'est-à-dire par le prolétariat, sur les oppresseurs et les exploiters, sur la classe bourgeoise, dans le but de triompher de la résistance des exploiters luttant pour leur domination.
3. L'histoire enseigne qu'aucune classe opprimée n'est jamais parvenue à la domination, et n'a pu y parvenir sans passer par une période de dictature pendant laquelle elle s'empare du pouvoir politique et abat par la force la résistance désespérée, exaspérée, qui ne s'arrête devant aucun crime, qu'ont toujours opposée les exploiters. La bourgeoisie dont aujourd'hui la domination est soutenue par les socialistes qui pérorent sur la dictature en *général* et qui se démènent en faveur de la démocratie en *général* a conquis le pouvoir dans les pays civilisés au prix d'une série d'insurrections, de guerres civiles, de l'écrasement par la force — des rois, des nobles, des propriétaires d'esclaves — et par la répression des tentatives de restauration.

Des milliers de fois, les socialistes de tous les pays ont expliqué au peuple le caractère de classe de ces révolutions bourgeoises, dans leurs livres, dans leurs brochures, dans les résolutions de leurs congrès, dans leurs discours de propagande. C'est pourquoi cette défense actuelle de la démocratie

bourgeoise au moyen de discours sur la « dictature en général », tous ces cris et ces pleurs contre la dictature du prolétariat sous prétexte de condamner « la dictature en général », ne sont qu'une trahison véritable du socialisme, qu'une désertion caractérisée au profit de la bourgeoisie, qu'une négation du droit du prolétariat à sa révolution prolétarienne. C'est défendre le réformisme bourgeois, précisément à l'heure où il a fait faillite dans le monde entier, alors que la guerre a créé un état de choses révolutionnaire.

4. Tous les socialistes en démontrant le caractère de classe de la civilisation bourgeoise, de la démocratie bourgeoise, du parlementarisme bourgeois, ont exprimé cette idée déjà formulée, avec le maximum d'exactitude scientifique par Marx et Engels que la plus démocratique des républiques bourgeoises ne saurait être autre chose qu'une machine à opprimer la classe ouvrière à la merci de la bourgeoisie, la masse des travailleurs à la merci d'une poignée de capitalistes. Il n'y a pas un seul révolutionnaire, pas un seul marxiste parmi ceux qui crient aujourd'hui contre la dictature et pour la démocratie qui n'ait juré ses grands dieux devant les ouvriers qu'il acceptait cette vérité fondamentale du socialisme ; et maintenant que le prolétariat révolutionnaire est en fermentation et en mouvement, qu'il tend à détruire cette machine d'oppression et à conquérir la dictature du prolétariat, ces traîtres au socialisme voudraient faire croire que la bourgeoisie a donné aux travailleurs la « démocratie pure », comme si la bourgeoisie avait renoncé à toute résistance et était prête à obéir à la majorité des travailleurs, comme si, dans une république démocratique, il n'y avait pas une machine gouvernementale faite pour écraser le travail au compte du capital.
5. La Commune de Paris de 1871, que tous ceux qui veulent passer pour socialistes honorent en paroles, parce qu'ils savent que les masses ouvrières sont pleines d'une vive et sincère sympathie pour elle, a montré avec une particulière netteté la relativité historique, la valeur limitée du parlementarisme bourgeois et de la démocratie bourgeoise, institutions marquant un très grand progrès par rapport à celles du moyen-âge, mais exigeant nécessairement une réforme fondamentale à l'époque de la révolution prolétarienne. Marx, qui a apprécié mieux qu'aucun autre l'importance historique de la Commune, a prouvé en l'analysant le caractère d'exploitation de la démocratie et du parlementarisme bourgeois, régime sous lequel les classes opprimées recouvrent le droit de décider en un seul jour pour une période de plusieurs années quel sera le représentant des classes possédantes qui représentera et opprimer le peuple au Parlement. Et c'est à l'heure où le mouvement soviétique embrassant le monde entier, continue aux yeux de tous l'œuvre de la Commune que les traîtres du socialisme oublient l'expérience concrète de la Commune de Paris, et répètent les vieilles sornettes bourgeoises sur la « démocratie en général ». La Commune n'était pourtant pas une institution parlementaire.
6. La valeur de la Commune consiste, ensuite en ce qu'elle a tenté de bouleverser, de détruire de fond en comble l'appareil gouvernemental bourgeois dans l'administration, dans la justice, dans l'armée, dans la police, en le remplaçant par l'organisation autonome des masses ouvrières, sans reconnaître aucune distinction des pouvoirs législatif et exécutif.

Toutes les démocraties bourgeoises contemporaines, sans excepter la République allemande que les traîtres du socialisme appellent prolétarienne en dépit de la vérité, conservent au contraire le vieil appareil gouvernemental. Ainsi, il se confirme une fois de plus, de façon absolument évidente, que tous ces cris en faveur de la démocratie ne servent en réalité qu'à défendre la bourgeoisie et ses privilèges de classe exploiteuse.

7. La liberté de réunion peut être prise pour exemple des principes de la démocratie pure. Tout ouvrier conscient qui n'a pas rompu avec sa classe, comprendra du premier coup qu'il serait insensé de permettre la liberté de réunion aux exploiters, dans un temps et dans les circonstances où des exploiters s'opposent à leur déchéance et défendent leurs privilèges. La bourgeoisie, quand elle était révolutionnaire, soit en Angleterre en 1649, soit en France en 1793, n'a jamais accordé la liberté de réunion aux monarchistes ni aux nobles qui appelaient les troupes étrangères et « se réunissaient » pour organiser des tentatives de restauration. Si la bourgeoisie d'aujourd'hui, qui depuis longtemps est devenue réactionnaire, réclame du prolétariat qu'il garantisse à l'avance, malgré toute la résistance que feront les capitalistes à leur expropriation, la liberté de réunion pour les exploiters, les ouvriers ne pourront que rire de l'hypocrisie de cette bourgeoisie.

D'autre part, les ouvriers savent très bien que la liberté de réunion, même dans la république bourgeoise la plus démocratique, est une phrase vide de sens, puisque les riches possèdent les meilleurs édifices publics et privés, ainsi que le loisir nécessaire pour se réunir sous la protection de cet appareil gouvernemental bourgeois. Les prolétaires de la ville et de la campagne et les petits paysans, c'est-à-dire l'immense majorité de la population, ne possèdent ni l'un ni l'autre. Tant qu'il en est ainsi, l'égalité, c'est-à-dire la démocratie pure est un leurre. Pour conquérir la véritable légalité, pour réaliser vraiment la démocratie au profit des travailleurs, il faut préalablement enlever aux exploiters toutes les riches demeures publiques et privées, il faut préalablement donner des loisirs aux travailleurs, il faut que la liberté de leurs réunions soit protégée par des ouvriers armés et non point par les officiers hobereaux ou capitalistes avec des soldats à leur dévotion.

C'est seulement alors que l'on pourra, sans se moquer des ouvriers, des travailleurs, parler de liberté de réunion et d'égalité. Or, qui peut accomplir cette réforme, sinon l'avant-garde des travailleurs, le prolétariat, par le renversement des exploiters et de la bourgeoisie ?

8. La liberté de la presse est également une des grandes devises de la démocratie pure. Encore une fois, les ouvriers savent que les socialistes de tous les pays ont reconnu des millions de fois que cette liberté est un mensonge, tant que les meilleures imprimeries et les plus gros stocks de papier sont accaparés par les capitalistes, tant que subsiste le pouvoir du capital dans le monde entier avec d'autant plus de clarté, de netteté et de cynisme que le régime démocratique et républicain est plus développé, comme par exemple aux États-Unis. Afin de conquérir la véritable égalité et la vraie démocratie dans l'intérêt des travailleurs, des ouvriers et des paysans, il faut commencer par enlever au capital la faculté de louer les écrivains, d'acheter et de corrompre des journaux et des

maisons d'édition, et pour cela il faut renverser le joug du capital, renverser les exploiters, briser leur résistance. Les capitalistes appellent liberté de la presse la faculté pour les riches de corrompre la presse, la faculté d'utiliser leurs richesses pour fabriquer et pour soutenir la soi-disant opinion publique. Les défenseurs de la « démocratie pure » sont en réalité une fois de plus des défenseurs du système vil et corrompu de la domination des riches sur l'instruction des masses ; ils sont ceux qui trompent le peuple et le détournent avec de belles phrases mensongères, de cette nécessité historique d'affranchir la presse de son assujettissement au capital. De véritable liberté ou égalité, il n'y en aura que dans le régime édifié par les communistes, dans lequel il serait matériellement impossible de soumettre la presse directement ou indirectement au pouvoir de l'argent, dans lequel rien n'empêchera chaque travailleur, ou chaque groupe de travailleurs, de posséder ou d'user, en toute égalité, du droit de se servir des imprimeries et du papier de l'État.

9. L'histoire du XIX^e siècle et du XX^e siècle nous a montré, même avant la guerre, ce qu'était la fameuse démocratie pure sous le régime capitaliste. Les marxistes ont toujours répété que plus la démocratie était développée, plus elle était pure, plus aussi devait être vive, acharnée et impitoyable la lutte des classes, et plus apparaissait purement le joug du capital et la dictature de la bourgeoisie. L'affaire Dreyfus de la France républicaine, les violences sanglantes des détachements soudoyés et armés par les capitalistes contre les grévistes dans la république libre et démocratique des États-Unis d'Amérique, ces faits et des milliers d'autres semblables découvrent cette vérité qu'essaye en vain de cacher la bourgeoisie, que c'est précisément dans les républiques les plus démocratiques que règnent en réalité la terreur et la dictature de la bourgeoisie, terreur et dictature qui apparaissent ouvertement chaque fois qu'il semble aux exploiters que le pouvoir du capital commence à être ébranlé.
10. La guerre impérialiste de 1914-1918 a définitivement manifesté, même aux yeux des ouvriers non éclairés, ce vrai caractère de la démocratie bourgeoise, même dans les républiques les plus libres — comme caractère de dictature bourgeoise. C'est pour enrichir un groupe allemand ou anglais de millionnaires ou de milliardaires qu'ont été massacrés des dizaines de millions d'hommes et qu'a été instituée la dictature militaire de la bourgeoisie dans les républiques les plus libres. Cette dictature militaire persiste, même après la défaite de l'Allemagne dans les pays de l'Entente. C'est la guerre qui, mieux que tout, a ouvert les yeux aux travailleurs, a arraché les faux appas à la démocratie bourgeoise, a montré au peuple tout l'abîme de la spéculation et du lucre pendant la guerre et à l'occasion de la guerre. C'est au nom de la liberté et de l'égalité que la bourgeoisie a fait cette guerre ; c'est au nom de la liberté et de l'égalité que les fournisseurs aux armées ont amassé des richesses inouïes. Tous les efforts de l'Internationale jaune de Berne n'arriveront pas à dissimuler aux masses le caractère d'exploitation actuellement manifeste de la liberté bourgeoise, de l'égalité bourgeoise, de la démocratie bourgeoise.
11. Dans le pays capitaliste le plus développé d'Europe, en Allemagne, les premiers mois de cette complète liberté républicaine, apportée par la défaite de l'Allemagne impérialiste, ont révélé aux

ouvriers allemands et au monde entier le caractère de classe de la république démocratique bourgeoise. L'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg est un événement d'une importance historique universelle, non seulement par la mort tragique des hommes et des chefs les meilleurs de la vraie Internationale prolétarienne et communiste, mais encore parce qu'il a manifesté dans l'État le plus avancé d'Europe et même, on peut le dire, du monde entier, la véritable essence du régime bourgeois. Si des gens en état d'arrestation, c'est-à-dire pris par le pouvoir gouvernemental des social-patriotes sous sa garde, ont pu être tués impunément par des officiers et des capitalistes, c'est que la république démocratique dans laquelle un pareil événement a été possible n'est que la dictature de la bourgeoisie. Les gens qui expriment leur indignation au sujet de l'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg, mais qui ne comprennent pas cette vérité, ne font que montrer par là leur bêtise ou leur hypocrisie. La liberté, dans une des républiques du monde les plus libres et les plus avancées, dans la république allemande, est la liberté de tuer impunément les chefs du prolétariat en état d'arrestation, et il ne peut en être autrement, tant que subsiste le capitalisme, car le développement du principe démocratique, loin d'affaiblir, ne fait que surexciter la lutte de classes qui, par suite des répercussions et des influences de la guerre, a été portée à son point d'ébullition.

Dans tout le monde civilisé, on expulse aujourd'hui les bolcheviks, on les poursuit, on les emprisonne, comme par exemple dans une des plus libres républiques bourgeoises, en Suisse ; on massacre les bolcheviks aux États-Unis, etc... Du point de vue de la démocratie en général ou de la démocratie pure, il est tout à fait ridicule que les États civilisés et avancés, démocratiques, armés jusqu'aux dents, craignent la présence de quelques dizaines d'hommes venus de la Russie retardataire, affamée, ruinée, de cette Russie que, dans leurs dizaines de millions d'exemplaires, les journaux bourgeois appellent sauvage, criminelle, etc... Il est clair que les conditions sociales dans lesquelles une contradiction aussi criante a pu naître réalisent en réalité la dictature de la bourgeoisie.

12. Dans un tel état de choses, la dictature du prolétariat n'est pas seulement absolument légitime, en tant qu'instrument propre au renversement des exploités et à l'écrasement de leur résistance, mais encore absolument indispensable pour toute la masse laborieuse, comme le seul moyen de défense contre la dictature de la bourgeoisie qui a causé la guerre et qui prépare de nouvelles guerres.

Le point le plus important, que ne comprennent pas les socialistes et qui constitue leur myopie théorique, leur emprisonnement dans les préjugés bourgeois et leur trahison politique envers le prolétariat, c'est que dans la société capitaliste, dès que s'aggrave la lutte des classes qui est à sa base, il n'y a pas de milieu entre la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat. Tous les rêves d'une solution intermédiaire ne sont que lamentations réactionnaires de petits bourgeois.

La preuve en est apportée par l'expérience du développement de la démocratie bourgeoise et du mouvement ouvrier depuis plus d'un siècle dans tous les pays civilisés et en particulier par

l'expérience des cinq dernières années. C'est aussi la vérité qu'enseigne toute la science de l'économie politique, tout le contenu du marxisme qui explique par quelle nécessité économique naît la dictature de la bourgeoisie, et comment elle ne peut être remplacée que par une classe développée multipliée, fortifiée et devenue très cohérente par le développement même du capitalisme, c'est-à-dire la classe des prolétaires.

13. Une autre erreur théorique et politique des socialistes, consiste à ne pas comprendre que les formes de la démocratie ont constamment changé pendant le cours des siècles, depuis ses premiers germes dans l'antiquité, à mesure qu'une classe dominante était remplacée par une autre. Dans les anciennes républiques de la Grèce, dans les cités du moyen-âge, dans les pays capitalistes civilisés, la démocratie revêt des formes diverses et un degré d'adaptation différent. Ce serait la plus grande sottise de croire que la révolution la plus profonde dans l'histoire de l'humanité, que le passage du pouvoir, pour la première fois au monde, d'une minorité d'exploiteurs à la majorité d'exploités, puisse se produire dans les vieux cadres de la démocratie bourgeoise et parlementaire, puisse se produire sans brisures nettes, sans que se créent de nouvelles institutions incarnant ces nouvelles conditions de vie, etc...
14. La dictature du prolétariat ressemble à la dictature des autres classes parce qu'elle est provoquée, comme toute espèce de dictature, par la nécessité de réprimer violemment la résistance de la classe qui perd la domination politique. Le point fondamental qui sépare la dictature du prolétariat de celle des autres classes, de la dictature des éléments féodaux au moyen-âge, de la dictature de la bourgeoisie dans tous les pays civilisés capitalistes, consiste en ce que la dictature des éléments féodaux et de la bourgeoisie était l'écrasement violent de la résistance de l'énorme majorité de la population, de la classe laborieuse, tandis que la dictature du prolétariat est l'écrasement, par la force, de la résistance des exploiters, c'est-à-dire d'une infime minorité de la population : les propriétaires fonciers et les capitalistes.

Il s'ensuit encore que la dictature du prolétariat entraîne inévitablement non seulement une modification des formes et des institutions démocratiques en général, mais encore une modification telle qu'elle aboutit à une extension jusqu'alors inconnue du principe démocratique en faveur des classes opprimées par le capitalisme, en faveur des classes laborieuses. En effet, la forme de la dictature du prolétariat, déjà élaborée en fait, c'est-à-dire le pouvoir des Soviets en Russie, le Raete Système en Allemagne, les Shop Stewards Committees et autres institutions analogues dans les autres pays, signifie précisément et réalise pour les classes laborieuses, c'est-à-dire pour l'énorme majorité de la population, une faculté rapide de profiter des droits et libertés démocratiques comme il n'y en a jamais eu, même d'approchants, dans les républiques bourgeoises les meilleures et les plus démocratiques.

L'essence du pouvoir des Soviets consiste en ce que la base constante et unique de tout le pouvoir gouvernemental, c'est l'organisation des masses jadis opprimées par les capitalistes, c'est-à-dire les ouvriers et les demi-prolétaires (*paysans n'exploitant pas le travail d'autrui et ayant*

constamment besoin de vendre une partie au moins de leur force de travail). Ce sont ces masses qui, même dans les républiques bourgeoises les plus démocratiques, tout en jouissant de l'égalité selon la loi, étaient écartées en réalité par des milliers de coutumes et de manœuvres de toute participation à la vie politique, de tout usage de droits et de libertés démocratiques et qui maintenant sont appelées à prendre une part considérable et obligatoire, une part décisive à la gestion démocratique de l'État.

15. L'égalité de tous les citoyens, indépendamment du sexe, de la religion, de la race, de la nationalité, que la démocratie bourgeoise a toujours et partout promise, mais n'a réalisée nulle part et qu'étant donné la domination du capitalisme, elle ne pouvait pas réaliser, le pouvoir des Soviets ou la dictature du prolétariat la réalise tout d'un coup et complètement, car seul il est en état de réaliser le pouvoir des ouvriers qui ne sont pas intéressés à la propriété privée, aux moyens de production, à la lutte pour leur partage et leur distribution.
16. La vieille démocratie, c'est-à-dire la démocratie bourgeoise et le parlementarisme, était organisée de telle façon que les masses laborieuses étaient de plus en plus éloignées de l'appareil gouvernemental. Le pouvoir des Soviets, c'est-à-dire la dictature du prolétariat, est au contraire construit de façon à rapprocher les masses laborieuses de l'appareil gouvernemental. Au même but tend la réunion du pouvoir législatif et exécutif dans l'organisation soviétiste de l'État, ainsi que la substitution aux circonscriptions électorales territoriales d'unités de travail, comme les usines et les fabriques.
17. Ce n'est pas seulement sous la monarchie que l'armée était un instrument d'oppression. Elle l'est restée dans toutes les républiques bourgeoises, même les plus démocratiques. Seul le pouvoir des Soviets, en tant qu'organisation permanente des classes opprimées par le capitalisme est capable de supprimer la soumission de l'armée au commandement bourgeois et de fondre réellement le prolétariat avec l'armée, en réalisant l'armement du prolétariat et le désarmement de la bourgeoisie, sans lesquels est impossible le triomphe du socialisme.
18. L'organisation soviétiste de l'État est adaptée au rôle directeur du prolétariat comme classe concentrée au maximum et éduquée par le capitalisme. L'expérience de toutes les révolutions et de tous les mouvements des classes opprimées, l'expérience du mouvement socialiste dans le monde entier nous enseignent que seul le prolétariat est en état d'unifier et de conduire les masses éparses et retardataires de la population laborieuse et exploitée.
19. Seule l'organisation soviétiste de l'État peut réellement briser d'un coup et détruire définitivement le vieil appareil bourgeois, administratif et judiciaire qui s'est conservé et devait inévitablement se conserver sous le capitalisme, même dans les républiques les plus démocratiques, puisqu'il était de fait le plus grand empêchement à la mise en pratique des principes démocratiques en faveur des ouvriers et des travailleurs. La Commune de Paris a fait, dans cette voie, le premier pas d'une importance historique universelle ; le pouvoir des Soviets a fait le second.

20. L'anéantissement du pouvoir gouvernemental est le but que se sont proposés tous les socialistes. Marx le premier. Sans réalisation de ce but, la vraie démocratie, c'est-à-dire l'égalité et la liberté, est irréalisable. Or, le seul moyen pratique d'y arriver est la démocratie soviétiste ou prolétarienne, puisque, appelant à prendre une part réelle et obligatoire au gouvernement les organisations des masses laborieuses, elle commence dès maintenant à préparer le dépérissement complet de tout gouvernement.

21. La complète banqueroute des socialistes réunis à Berne, leur incompréhension absolue de la démocratie prolétarienne nouvelle apparaissent particulièrement dans ce qui suit : le 10 février 1919, Branting clôturait à Berne la conférence internationale de l'Internationale jaune. Le 11 février 1919, à Berlin, était imprimé dans le journal de ses coreligionnaires *Die Freiheit* une proclamation du parti des Indépendants au prolétariat. Dans cette proclamation est reconnu le caractère bourgeois du gouvernement de Scheidemann, auquel on reproche son désir d'abolir les Soviets appelés les messagers et les défenseurs de la Révolution, auquel on demande de légaliser les Soviets, de leur donner les droits politiques, le droit de vote contre les décisions de l'Assemblée Constituante, le référendum demeurant juge en dernier ressort.

Cette proclamation dénote la complète faillite des théoriciens qui défendaient la démocratie sans comprendre son caractère bourgeois. Cette tentative ridicule de combiner le système des Soviets, c'est-à-dire la dictature du prolétariat, avec l'Assemblée Constituante, c'est-à-dire la dictature de la bourgeoisie, dévoile jusqu'au bout, à la fois la pauvreté de pensée des socialistes jaunes et des social-démocrates, leur caractère réactionnaire de petits bourgeois et leurs lâches concessions devant la force irrésistiblement croissante de la nouvelle démocratie prolétarienne.

22. En condamnant le bolchevisme, la majorité de l'Internationale de Berne, qui n'a pas osé voter formellement un ordre du jour correspondant à sa pensée, par crainte des masses ouvrières, a agi justement de son point de vue de classe. Cette majorité est complètement solidaire des mencheviks et socialistes révolutionnaires russes, ainsi que des Scheidemann allemands.

Les mencheviks et socialistes révolutionnaires russes, en se plaignant d'être poursuivis par les bolcheviks, essayent de cacher le fait que ces poursuites sont causées par la part prise par les mencheviks et les socialistes révolutionnaires à la guerre civile du côté de la bourgeoisie contre le prolétariat. Les Scheidemann et leur parti ont déjà montré de la même façon en Allemagne qu'ils prenaient la même part à la guerre civile du côté de la bourgeoisie contre les ouvriers.

Il est, par suite, tout à fait naturel que la majorité des participants de l'Internationale jaune de Berne se soit prononcée contre les bolcheviks ; par-là s'est manifesté, non point le désir de défendre la démocratie pure, mais le besoin de se défendre eux-mêmes, chez des gens qui sentent et qui savent que dans la guerre civile ils sont du côté de la bourgeoisie contre le prolétariat.

Voilà pourquoi, du point de vue de la lutte de classes, il est impossible de ne pas reconnaître la justesse de la décision de la majorité de l'Internationale jaune. Le prolétariat ne doit pas craindre la vérité, mais la regarder en face et tirer les conclusions qui en découlent.

Sur la base de ces thèses, et en considération des rapports des délégués des différents pays, le congrès de l'Internationale Communiste déclare que la tâche principale des partis communistes, dans les diverses régions où le pouvoir des Soviets n'est pas encore constitué, consiste en ce qui suit :

- 1° Éclairer le plus largement les masses de la classe ouvrière sur la signification historique de la nécessité politique et pratique d'une nouvelle démocratie prolétarienne, qui doit prendre la place de la démocratie bourgeoise et du parlementarisme ;*
- 2° Élargir et organiser des Soviets dans tous les domaines de l'industrie, dans l'armée, dans la flotte, parmi les ouvriers agricoles et les petits paysans ;*
- 3° Conquérir, à l'intérieur des Soviets, une majorité communiste, sûre et consciente.*

Premier Congrès, mars 1919.

- 4 -

Discours de Lénine sur ses thèses

[Retour à la table des matières](#)

Camarades,

Je voudrais ajouter quelques mots aux deux derniers points. Je pense que les camarades qui doivent nous faire le rapport sur la conférence de Berne nous en parleront avec plus de détails.

Pas un mot n'a été dit sur la signification du pouvoir soviétique au cours de toute la conférence de Berne. Il y a deux ans que nous discutons cette question en Russie. Déjà en avril 1917, au congrès du parti, nous avons posé cette question du point de vue théorique et politique : « Qu'est-ce que le pouvoir soviétique, quelle en est la substance, quelle en est la signification historique ? » Voilà bientôt deux ans que nous étudions cette question et au congrès du parti nous avons adopté une résolution sur ce sujet.

La *Freiheit*, de Berlin, a publié le 11 février un appel au prolétariat allemand signé non seulement par les chefs des social-démocrates indépendants en Allemagne, mais par tous les membres de la fraction des indépendants. En août 1918, le plus grand théoricien des indépendants, Kautsky, écrivait dans sa brochure, *La dictature du prolétariat*, qu'il était partisan de la démocratie et des organes soviétiques mais que les Soviets ne devaient avoir qu'un caractère économique et ne sauraient être reconnus comme organisations d'État. Kautsky répète cette affirmation dans les numéros de la *Freiheit*, en date des 11 novembre et 12 janvier. Le 9 février paraît un article de Rudolph Hilferding, qui est également considéré comme un des principaux théoriciens autorisés de la 2e Internationale. Il propose de fusionner juridiquement, c'est-à-dire par la voie législative, les deux systèmes des Soviets et de l'Assemblée Nationale. C'était le 9 février. Cette seconde proposition est adoptée par tout le parti des Indépendants et publiée sous forme d'appel.

Malgré que l'Assemblée Nationale existe déjà en fait, même après que la « démocratie pure » a pris corps et réalité, après que les plus grands théoriciens des social-démocrates indépendants aient expliqué que les organisations soviétiques ne sauraient être des organes d'État, après et malgré tout cela, il y a encore des hésitations. Cela prouve que ces messieurs n'ont vraiment rien compris au nouveau mouvement et à ses conditions de lutte. Mais cela prouve en outre, autre chose, à savoir qu'il doit y avoir des circonstances, des motifs déterminant ces hésitations. Lorsque après tous ces événements, et après bientôt deux ans de révolution victorieuse en Russie on nous propose de semblables résolutions comme ayant été adoptées à la Conférence de Berne, résolutions dans lesquelles il n'est rien dit des Soviets et de leur signification, et Conférence à laquelle pas un délégué n'a soufflé mot dans un discours quelconque de ces questions, nous avons parfaitement le droit d'affirmer que tous ces messieurs sont morts pour nous en tant que socialistes et théoriciens.

Mais en fait, du point de vue politique, cela prouve, camarades, qu'un grand progrès s'accomplit dans les masses puisque ces indépendants, théoriquement et par principe adversaires de ces organisations d'État, nous proposent subitement une sottise telle que la fusion « pacifique » de l'Assemblée Nationale avec le système des Soviets, c'est-à-dire la fusion de la dictature de la bourgeoisie avec la dictature du prolétariat. On voit à quel point ces gens-là ont fait faillite sous les rapports politiques et théoriques et quelle énorme transformation se produit dans les masses. Les masses arriérées du prolétariat allemand viennent à nous, que dis-je, elles sont venues à nous. Ainsi donc la signification du parti indépendant social-démocrate allemand, la meilleure partie du point de vue théorique et socialiste est égale à zéro ; cependant elle conserve une certaine importance dans ce sens que ces éléments nous servent d'indication de l'état d'esprit de la partie la plus arriérée du prolétariat. C'est là à mon avis qu'est l'énorme importance historique de cette conférence. Nous avons vu quelque chose d'analogue au cours de notre révolution : Nos mencheviks ont subi pas à pas, pour ainsi dire, la même évolution que les théoriciens des indépendants en Allemagne. Lorsqu'ils eurent la majorité dans les Soviets ils étaient pour les Soviets. On n'entendait alors que les cris de : « Vivent les Soviets ! », « Pour les Soviets ! », « Les Soviets et la démocratie révolutionnaire ! ». Mais, lorsque c'est nous qui eûmes la majorité dans les Soviets, nous bolcheviks, ils entonnèrent d'autres chants : « Les Soviets, déclarèrent-ils, ne doivent pas exister en même temps que l'Assemblée Constituante » ; et même certains théoriciens mencheviks proposèrent quelque chose d'analogue à la fusion du système des Soviets avec l'Assemblée Constituante et leur inclusion dans les organisations d'État. Une fois de plus il est apparu que le cours général de la révolution prolétarienne est identique dans le monde entier. D'abord constitution spontanée, élémentaire, des Soviets, puis leur extension et développement, ensuite apparition dans la pratique de la question : Soviets ou Assemblée Nationale Constituante ou bien parlementarisme bourgeois, confusion absolue parmi les chefs et enfin révolution prolétarienne. Il me semble cependant qu'après bientôt deux ans de révolution nous ne devons pas poser la question de la sorte mais prendre des résolutions concrètes étant donné que la propagation du système des Soviets est pour nous, et particulièrement pour la majorité des pays de l'Europe Occidentale, la plus essentielle des tâches. L'étranger qui n'a jamais entendu parler du bolchevisme ne peut que bien difficilement se faire une opinion propre sur nos discussions. Tout ce que les bolcheviks affirment, les mencheviks le contredisent et réciproquement. Certes il ne saurait en être autrement au cours de la lutte. C'est pourquoi il est extrêmement important que la dernière conférence du parti menchevik tenue au mois de décembre 1918, ait adopté une longue résolution détaillée entièrement publiée dans le *Journal des typographes*, organe menchevik. Dans cette résolution, les menchéviks eux-mêmes exposent brièvement l'historique de la lutte des classes et de la guerre civile. Il y est dit que les menchéviks condamnent les groupes du parti alliés aux classes possédantes dans l'Oural et dans le Midi, en Crimée et en Géorgie et ils indiquent avec précision toutes ces régions. Les groupes du parti menchévik qui, alliés aux classes possédantes, ont combattu contre le pouvoir soviétique sont maintenant condamnés dans cette résolution ; Mais le dernier point condamne également ceux qui sont passés aux communistes. Il s'ensuit que les mencheviks sont obligés de reconnaître qu'il n'y a point d'unité dans leur parti et qu'ils se tiennent ou bien aux côtés de la bourgeoisie ou aux côtés du prolétariat. Une grande partie des mencheviks est passée à la bourgeoisie et a lutté contre nous pendant la guerre civile. Naturellement nous poursuivons les mencheviks, nous les faisons même fusiller

lorsque, en guerre contre nous, ils combattent notre armée rouge et font fusiller nos officiers rouges. A la bourgeoisie qui nous a déclaré la guerre, nous avons répondu par la guerre prolétarienne : il ne peut y avoir d'autre issue. Ainsi donc, du point de vue politique, tout cela n'est qu'hypocrisie menchevique. Historiquement, il est incompréhensible que, à la Conférence de Berne, des gens qui ne sont pas officiellement reconnus fous, eussent pu, sur l'ordre des mencheviks et des socialistes révolutionnaires, parler de la lutte des bolcheviks contre eux tout en passant sous silence leur lutte en commun avec la bourgeoisie contre le prolétariat.

Tous ils nous attaquent avec acharnement parce que nous les poursuivons ; c'est exact, mais ils se gardent bien de dire un mot de la part qu'ils ont prise eux-mêmes dans la guerre civile. Je pense qu'il convient de remettre, pour transcription au procès-verbal, le texte complet de la résolution et je prie les camarades étrangers de lui accorder toute leur attention car elle représente un document historique dans lequel la question est parfaitement posée et qui fournit la meilleure documentation pour l'appréciation de la discussion entre les diverses tendances « socialistes » en Russie. Entre le prolétariat et la bourgeoisie, il existe une classe de gens inclinant tantôt d'un côté, tantôt de l'autre ; il en fût ainsi toujours et dans toutes les révolutions, et il est absolument impossible que dans la société capitaliste, où le prolétariat et la bourgeoisie constituent deux camps ennemis opposés, il n'existe pas entre eux des couches sociales intermédiaires. Historiquement l'existence de ces éléments flottants est inévitable ; malheureusement ces éléments qui ne savent pas eux-mêmes de quel côté ils combattront demain existeront encore relativement longtemps.

Je désire faire une proposition concrète tendant à faire adopter une résolution dans laquelle trois points doivent particulièrement être soulignés.

1. Une des tâches les plus importantes pour les camarades des pays de l'Europe Occidentale consiste à expliquer aux masses la signification, l'importance et la nécessité du système des Soviets. On constate sous ce rapport une insuffisante compréhension. S'il est vrai que Kautsky et Hilferding ont fait faillite en tant que théoriciens, les derniers articles de la *Freiheit* prouvent cependant qu'ils ont su exprimer exactement l'état d'esprit des parties arriérées du prolétariat allemand. Il est arrivé la même chose chez nous : au cours des huit premiers mois de la révolution russe la question de l'organisation soviétique a été beaucoup discutée, et les ouvriers ne voyaient pas très clairement en quoi consiste le nouveau système, ni si l'on pouvait constituer l'appareil d'État avec les Soviets. Dans notre révolution nous avons progressé non par la voie théorique mais par la voie pratique. Ainsi, par exemple, jamais auparavant nous n'avons posé théoriquement la question de l'Assemblée Constituante et nous n'avons jamais dit que nous ne reconnaissons pas celle-ci. Ce n'est que plus tard, lorsque les institutions soviétiques se répandirent à travers tout le pays et conquièrent le pouvoir politique que nous décidâmes de disperser l'Assemblée Constituante. Nous voyons à présent que la question se pose avec beaucoup plus d'acuité en Hongrie et en Suisse. D'un côté il est excellent qu'il en soit ainsi ; nous puisons dans ce fait la conviction absolue que la révolution avance plus rapidement dans les États de l'Europe Occidentale et qu'elle nous apportera de grandes victoires. Mais, d'autre part, il y a un certain danger et c'est à savoir que la lutte sera

tellement acharnée et tendue que la conscience des masses ouvrières ne sera pas en mesure de suivre ce rythme. Encore maintenant la signification du système des Soviets n'est pas claire pour les grandes masses des ouvriers allemands politiquement instruits, parce qu'ils ont été élevés dans l'esprit du parlementarisme et des préjugés bourgeois.

2. Point relatif à la propagation du système des Soviets. Lorsque nous voyons combien rapidement l'idée des Soviets se répand en Allemagne et même en Angleterre, nous pouvons bien nous dire que c'est là une preuve essentielle que la Révolution prolétarienne vaincra. On ne saurait arrêter son cours que pour peu de temps. Mais c'est une tout autre affaire lorsque les camarades Albert et Platten viennent nous déclarer qu'il n'y a guère de Soviets chez eux dans les campagnes, parmi les travailleurs ruraux et la petite paysannerie. J'ai lu, dans la *Rote Fahne*, un article contre les Soviets paysans, mais (et c'est absolument juste) pour les Soviets de travailleurs ruraux et de paysans pauvres. La bourgeoisie et ses valets, tels que Scheidemann et compagnie, ont déjà donné le mot d'ordre de Soviets paysans. Mais nous ne voulons que les Soviets de travailleurs ruraux et de paysans pauvres. Il ressort malheureusement des rapports des camarades Albert et Platten et autres, qu'à l'exception de la Hongrie, on fait bien peu de choses pour l'expansion du système soviétique dans les campagnes. C'est peut-être là que se trouve un danger pratique assez considérable pour l'obtention de la victoire par le prolétariat allemand. En effet, la victoire ne saurait être considérée comme assurée que lorsque seront organisés non seulement les travailleurs de la ville mais aussi les prolétaires ruraux, et organisés non comme auparavant dans les syndicats et coopératives, mais dans les Soviets. Nous avons obtenu la victoire plus facilement parce qu'en octobre 1917, nous avons marché ensemble avec toute la paysannerie. Dans ce sens notre révolution était alors bourgeoise. Le premier pas de notre gouvernement prolétarien consista en ce que les vieilles revendications de toute la paysannerie, exprimées encore sous Kérénski par les Soviets et les assemblées de paysans furent réalisées par la loi édictée par notre gouvernement le 26 octobre (vieux style) 1917, le lendemain de la révolution. C'est en cela que consista notre force et c'est pour cela qu'il nous fût si facile de conquérir les sympathies de la majorité écrasante. Pour la campagne, notre révolution continua à être bourgeoise, mais, plus tard, six mois après, nous fûmes contraints de commencer, dans les cadres de l'organisation d'État, la lutte des classes dans les campagnes, d'instituer dans chaque village des comités de pauvreté, de demi-prolétaires et de lutter systématiquement contre la bourgeoisie rurale. C'était inévitable chez nous car la Russie est un pays arriéré. Il en sera tout autrement en Europe Occidentale et c'est pourquoi nous devons souligner la nécessité absolue de l'expansion du système des Soviets aussi dans la population rurale en des formes correspondantes et peut-être nouvelles.
3. Nous devons dire que la conquête de la majorité communiste dans les Soviets constitue la principale tâche dans tous les pays où le pouvoir soviétique n'a pas encore triomphé. Notre commission de résolutions a étudié hier cette question. Peut-être d'autres camarades voudront-ils aussi dire leur opinion mais je désirerais proposer qu'on adopte ce troisième point sous forme de résolution spéciale. Il va sans dire que nous ne saurions prescrire sa voie de développement. Il est tout à fait

probable que, dans beaucoup d'États de l'Europe Occidentale, la révolution éclatera très prochainement ; en tous cas, nous, en qualité de fraction organisée des ouvriers et du Parti, nous tendons et devons tendre à obtenir la majorité dans les Soviets. Alors notre victoire sera assurée et il n'y aura plus de force en mesure d'entreprendre quoi que ce soit contre la révolution communiste. Autrement la victoire ne sera pas si facile à atteindre et ne sera pas de longue durée.

Premier Congrès, mars 1919.

- 5 -

Résolution sur la position envers les courants socialistes et la conférence de Berne

(Mars 1919)

[Retour à la table des matières](#)

Déjà en 1907 au Congrès international socialiste de Stuttgart, lorsque la Deuxième Internationale aborda la question de la politique coloniale et des guerres impérialistes, il s'avéra que plus de la moitié de la Deuxième Internationale et la plupart de ses dirigeants étaient dans ces questions beaucoup plus près des points de vue de la bourgeoisie que du point de vue communiste de Marx et d'Engels.

Malgré cela le Congrès de Stuttgart adopta un amendement proposé par les représentants de l'aile révolutionnaire, N. Lénine et Rosa Luxemburg, et conçu dans ces termes :

« Si néanmoins une guerre éclate, les socialistes ont le devoir d'œuvrer pour sa fin rapide et d'utiliser par tous les moyens la crise économique et politique provoquée par la guerre pour réveiller le peuple et de hâter par-là, la chute de la domination capitaliste. ».

Au Congrès de Bâle de novembre 1912, convoqué au moment de la guerre des Balkans, la Deuxième Internationale déclara :

« Que les gouvernements bourgeois n'oublient pas que la guerre franco-allemande donna naissance à l'insurrection révolutionnaire de la Commune, et que la guerre russo-japonaise mit en mouvement les forces révolutionnaires de la Russie. Aux yeux des prolétaires c'est un crime que de s'entre-tuer au profit du gain capitaliste, de la rivalité dynastique et de la floraison des traités diplomatiques ».

Fin juillet et au début d'août 1914, 24 heures avant le commencement de la guerre mondiale, les organismes et institutions compétents de la Deuxième Internationale continuèrent encore à condamner la guerre qui approchait, comme le plus grand crime de la bourgeoisie. Les déclarations se rapportant à ces jours et émanant des partis dirigeants de la Deuxième Internationale constituent l'acte d'accusation le plus éloquent contre les dirigeants de la Deuxième Internationale.

* * *

Dès le premier coup de canon tombé sur les champs de la boucherie impérialiste, les principaux partis de la Deuxième Internationale trahirent la classe ouvrière et passèrent, sous le couvert de la « défense nationale » chacun du côté de « sa » bourgeoisie. Scheidemann et Ebert en Allemagne, Thomas et Renaudel en France, Henderson et Hyndman en Angleterre, Vandervelde et De Brouckère en Belgique, Renner et Pernerstorfer en Autriche, Plékhanov et Roubanovitch en Russie, Branting et son parti en Suède, Gompers et ses camarades d'idées en Amérique, Mussolini et Cie en Italie, exhortèrent le

prolétariat à une « trêve » avec la bourgeoisie de « leur » pays, à renoncer à la guerre contre la guerre, et à devenir en fait de la chair à canon pour les impérialistes.

Ce fut à ce moment que la Deuxième Internationale fit définitivement faillite et périt.

* * *

Grâce au développement économique général, la bourgeoisie des pays les plus riches, au moyen de petites aumônes puisées dans ses gains énormes, eut la possibilité de corrompre et de séduire le sommet de la classe ouvrière, l'aristocratie ouvrière. Les « compagnons de lutte » petits-bourgeois du socialisme affluèrent dans les rangs des partis social-démocrates officiels et orientèrent peu à peu le cours de ceux-ci dans le sens de la bourgeoisie. Les dirigeants du mouvement ouvrier parlementaire et pacifique, les dirigeants syndicaux, les secrétaires, rédacteurs et employés de la social-démocratie, formèrent toute une caste d'une bureaucratie ouvrière, ayant ses propres intérêts de groupes égoïstes, et qui fut en réalité hostile au socialisme.

Grâce à toutes ces circonstances la social-démocratie officielle dégénéra en un parti anti-socialiste et chauvin.

Dans le sein de la Deuxième Internationale déjà se révélèrent trois *tendances fondamentales*. Au cours de la guerre et jusqu'au début de la révolution prolétarienne en Europe les contours de ces trois tendances se dessinèrent déjà en toute netteté :

1. *La tendance social-chauvine* (tendance de la « majorité », dont les représentants les plus typiques sont les social-démocrates allemands, qui partagent maintenant le pouvoir avec la bourgeoisie allemande et qui sont devenus les assassins des chefs de l'Internationale Communiste, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg.

Les social-chauvins se sont révélés à présent complètement comme les ennemis de classe du prolétariat et suivent le programme de « liquidation » de la guerre que la bourgeoisie leur a dicté : faire retomber la plus grande partie des impôts sur les masses laborieuses, inviolabilité de la propriété privée, maintien de l'armée entre les mains de la bourgeoisie, dissolution des conseils ouvriers surgissant partout, maintien du pouvoir politique entre les mains de la bourgeoisie — la « démocratie » bourgeoise contre le socialisme.

Malgré l'âpreté avec laquelle les communistes ont lutté jusqu'ici contre les « social-démocrates de la majorité », les ouvriers n'ont cependant pas encore reconnu tout le danger dont ces traîtres menacent le prolétariat international. Ouvrir les yeux à tous les travailleurs sur l'œuvre de trahison des social-chauvins et mettre par la force des armes ce parti contre-révolutionnaire hors d'état de nuire, voilà une des tâches les plus importantes de la révolution prolétarienne internationale.

2. *La tendance centriste* (social-pacifistes, kautskystes, indépendants). Cette tendance a commencé à se former dès avant la guerre, surtout en Allemagne. Au début de la guerre, les principes généraux du « Centre » coïncidaient presque toujours avec ceux des social-chauvins. Kautsky, le chef théorique du « Centre » défendait la politique poursuivie par les social-chauvins allemands et

français. L'Internationale n'était qu'un « instrument en temps de paix » ; « lutte pour la paix », « lutte de classe — en temps de paix », tels étaient les mots d'ordre de Kautsky.

Depuis le début de la guerre le « Centre » est pour « l'unité » avec les social-chauvins. Après l'assassinat de Liebknecht et de Luxemburg, le « Centre » continue à prêcher cette « unité » ; c'est-à-dire, l'unité des ouvriers communistes avec les assassins des chefs communistes, Liebknecht et Luxemburg.

Dès le début de la guerre, le « Centre » (Kautsky, Victor Adler, Turati, MacDonald) se mit à prêcher « l'amnistie réciproque » à l'égard des chefs des partis social-chauvins d'Allemagne et d'Autriche d'une part, de la France et de l'Angleterre de l'autre. Cette amnistie, le « Centre » la préconise encore aujourd'hui, après la guerre, empêchant ainsi les ouvriers de se faire une idée claire sur les causes de l'effondrement de la Deuxième Internationale.

Le « Centre » a envoyé ses représentants à Berne à la conférence internationale des socialistes de compromis, facilitant ainsi aux Scheidemann et aux Renaudel leur tâche de tromper les ouvriers.

Il est absolument nécessaire de séparer du « Centre » les éléments les plus révolutionnaires, ce à quoi on ne peut aboutir que par la critique impitoyable et en compromettant les chefs du « Centre ». La rupture organisatoire avec le « Centre » est une nécessité historique absolue. La tâche des communistes de chaque pays est de déterminer le moment de cette rupture selon l'étape que le mouvement a atteint chez eux.

3. *Les Communistes.* Au sein de la Deuxième Internationale où cette tendance a défendu les conceptions communistes-marxistes sur la guerre et les tâches du prolétariat (Stuttgart 1907 ; résolution Lénine-Luxemburg) ce courant était en minorité. Le groupe de la « gauche radicale » (le futur Spartakusbund) en Allemagne, le parti des bolcheviks en Russie, les « tribunistes » en Hollande, le groupe de Jeunes dans une série de pays, formèrent le premier noyau de la nouvelle Internationale.

Fidèle aux intérêts de la classe ouvrière, cette tendance proclama dès le début de la guerre le mot d'ordre de transformation de guerre impérialiste en guerre civile. Cette tendance s'est constituée maintenant en Troisième Internationale.

* * *

La conférence socialiste de Berne en février 1919 était une tentative de galvaniser le cadavre de la Deuxième Internationale.

La composition de la conférence de Berne montre manifestement que le prolétariat révolutionnaire du monde n'a rien de commun avec cette conférence.

Le prolétariat victorieux de la Russie, le prolétariat héroïque d'Allemagne, le prolétariat italien, le parti communiste du prolétariat autrichien et hongrois, le prolétariat suisse, la classe ouvrière de la Bulgarie, de la Roumanie, de Serbie, les partis ouvriers de gauche suédois, norvégiens, finlandais, le prolétariat

ukrainien, letton, polonais, la Jeunesse Internationale, et l'Internationale des Femmes ont ostensiblement refusé de participer à la conférence de Berne des social-patriotes.

Les participants à la conférence de Berne qui ont encore quelque contact avec le véritable mouvement ouvrier de notre époque, ont formé un groupe d'opposition qui, dans la question essentielle du moins « appréciation de la Révolution russe », se sont opposés aux menées des social-patriotes. La déclaration du camarade français Loriot, qui stigmatisa la majorité de la conférence de Berne comme suppôt de la bourgeoisie, reflète la véritable opinion de tous les ouvriers conscients du monde entier.

Dans la prétendue « question des responsabilités », la conférence de Berne se mouvait toujours dans les cadres de l'idéologie bourgeoise. Les social-patriotes allemands et français se firent mutuellement les mêmes reproches que s'étaient lancés réciproquement les bourgeois allemands et français. La conférence de Berne se perdit dans des détails mesquins sur telle ou telle démarche de tel ou tel ministre bourgeois avant la guerre, ne voulant pas reconnaître que le capitalisme, le capital financier des deux groupes de puissances et leurs valets social-patriotes étaient les principaux responsables de la guerre. La majorité des social-patriotes de Berne voulait trouver le principal responsable de la guerre. Un coup d'œil dans le miroir aurait suffi pour qu'ils se reconnaissent tous comme responsables.

Les déclarations de la conférence de Berne sur la question territoriale sont pleines d'équivoques. Cette équivoque est justement ce dont la bourgeoisie a besoin. Monsieur Clemenceau, le représentant le plus réactionnaire de la bourgeoisie impérialiste, a reconnu les mérites de la conférence social-patriote de Berne en face de la réaction impérialiste en recevant une délégation de la conférence de Berne et en lui proposant de participer à toutes les commissions de la conférence impérialiste de Paris.

La question coloniale révéla clairement que la conférence de Berne était à la remorque de ces politiciens libéraux-bourgeois de la colonisation, qui justifient l'exploitation et l'asservissement des colonies par la bourgeoisie impérialiste et cherchent seulement à la masquer par des phrases philanthropiques-humanitaires. Les social-patriotes allemands exigèrent que l'appartenance des colonies allemandes au Reich soit maintenue, c'est-à-dire le maintien de l'exploitation de ces colonies par le capital allemand. Les divergences qui se manifestèrent à ce sujet démontrent que les social-patriotes de l'Entente ont le même point de vue de négrier, et considèrent comme tout naturel l'asservissement des colonies françaises et anglaises par le capital métropolitain. Ainsi la conférence de Berne montre qu'elle avait bien oublié le mot d'ordre de « À bas la politique coloniale ».

Dans l'appréciation de la « Société des Nations » la conférence de Berne montra qu'elle suivait les traces de ces éléments bourgeois qui, par l'apparence trompeuse de la soi-disant « Ligue des Peuples » veulent bannir la révolution prolétarienne grandissant dans le monde entier. Au lieu de démasquer les menées de la conférence des alliés à Paris, comme celles d'une bande qui fait de l'usure avec les peuplades et les domaines économiques, la conférence de Berne la seconda en se faisant son instrument.

L'attitude servile de la conférence, qui abandonna à une conférence gouvernementale bourgeoise de Paris le soin de résoudre la question de la législation sur la protection du travail, montre que les social-

patriotes se sont consciemment exprimés en faveur de la conservation de l'esclavage du salariat capitaliste et sont prêts à tromper la classe ouvrière par de vaines réformes.

Les tentatives inspirées par la politique bourgeoise, de faire prendre à la conférence de Berne une résolution, selon laquelle une intervention armée éventuelle en Russie serait couverte par la Deuxième Internationale, n'échouèrent que grâce aux efforts de l'opposition. Ce succès de l'opposition de Berne remporté sur les éléments chauvins déclarés est pour nous la preuve indirecte que le prolétariat de l'Europe occidentale sympathise avec la révolution prolétarienne de Russie et qu'il est prêt à lutter contre la bourgeoisie impérialiste.

À leur crainte de s'occuper le moins du monde de ce phénomène d'importance historique mondiale on reconnaît la peur qu'éprouvent ces valets de la bourgeoisie devant l'extension des conseils ouvriers.

Les conseils ouvriers constituent le phénomène le plus important depuis la Commune de Paris. La conférence de Berne, en ignorant cette question, a manifesté son indigence spirituelle et sa faillite théorique.

Le congrès de l'internationale Communiste considère « l'Internationale » que la conférence de Berne tente de construire comme une Internationale jaune de briseurs de grèves, qui n'est et ne restera qu'un instrument de la bourgeoisie.

Le congrès invite les ouvriers de tous les pays à entamer la lutte la plus énergique contre l'Internationale jaune et à préserver les masses les plus larges du peuple de cette Internationale de mensonge et de trahison.

Premier Congrès, mars 1919.

- 6 -

**Déclaration faite par les participants
de la conférence de Zimmerwald,
(Mars 1919)**

[Retour à la table des matières](#)

Les conférences de Zimmerwald et de Kienthal eurent leur importance à une époque où il était nécessaire d'unir tous les éléments prolétariens disposés sous une forme ou sous une autre à protester contre la boucherie impérialiste. Mais il pénétra dans le groupement de Zimmerwald, à côté d'éléments nettement communistes, des éléments « centristes », pacifistes et hésitants. Ces éléments centristes, comme l'a montré la conférence de Berne, s'unissent actuellement aux social-patriotes, pour lutter contre le prolétariat révolutionnaire, utilisant ainsi Zimmerwald au profit de la réaction.

En même temps, le mouvement communiste grandissait dans une série de pays, et la lutte contre les éléments centristes qui font obstacle au développement de la révolution sociale est devenue maintenant la tâche principale du prolétariat révolutionnaire. Le groupement de Zimmerwald a fait son temps. Tout ce qu'il y avait dans le groupement de Zimmerwald de véritablement révolutionnaire passe et adhère à l'Internationale Communiste.

Les participants soussignés de Zimmerwald déclarent qu'ils considèrent le groupement de Zimmerwald comme dissout et demandent au Bureau de la Conférence de Zimmerwald de remettre tous ses documents au Comité Exécutif de la 3^e Internationale.

Rakovsky, Lénine, Zinoviev, Trotsky, Platten.

DÉCISIONS CONCERNANT LE GROUPEMENT DE ZIMMERWALD

Après avoir entendu le rapport de la camarade Balabanov, secrétaire du Comité Socialiste International, et des camarades Rakovsky, Platten, Lénine, Trotsky et Zinoviev, membres du groupement de Zimmerwald, le premier Congrès de Zimmerwald communiste décide de considérer comme dissout le groupement de Zimmerwald.

DÉCISION CONCERNANT LA QUESTION D'ORGANISATION

Afin de pouvoir commencer sans retard son travail actif, le Congrès désigne immédiatement les organes nécessaires, dans l'idée que la constitution définitive de l'Internationale Communiste devra être donnée par le prochain congrès sur la proposition du Bureau.

La direction de l'Internationale Communiste est confiée à un Comité Exécutif. Celui-ci se compose d'un représentant de chacun des partis communistes des pays les plus importants. Les partis de Russie,

d'Allemagne, d'Autriche allemande, de Hongrie, de la Fédération des Balkans, de Suisse et de Scandinavie doivent envoyer immédiatement leurs représentants au premier Comité Exécutif.

Les partis des pays qui déclarent adhérer à l'Internationale Communiste avant le deuxième congrès obtiendront un siège au Comité Exécutif.

Jusqu'à l'arrivée des représentants étrangers, les camarades du pays dans lequel le Comité Exécutif a son siège se chargent d'assurer le travail. Le Comité Exécutif élit un bureau de cinq personnes.

Premier Congrès, mars 1919.

- 7 -

Résolution sur la fondation de l'Internationale Communiste.

[Retour à la table des matières](#)

PLATTEN, président. — ... À présent, je porte à votre connaissance une proposition, présentée par les délégués *Rakovsky, Gruber, Grimlund, Rudnianszky*. Elle est ainsi conçue :

« Les représentants du Parti Communiste de l'Autriche allemande, du Parti social-démocrate de gauche de Suède, de la Fédération ouvrière révolutionnaire social-démocrate des Balkans, du Parti Communiste de Hongrie, proposent la fondation de l'Internationale Communiste.

« 1. La nécessité de la lutte pour la dictature du prolétariat exige l'organisation unifiée, commune et internationale de tous les éléments communistes qui se placent sur ce terrain.

« 2. Cette fondation est un devoir d'autant plus impérieux qu'actuellement on tente à Berne et peut-être tentera-t-on aussi plus tard ailleurs de rétablir l'ancienne Internationale opportuniste et de rassembler tous les éléments confus et hésitants du prolétariat. C'est pourquoi il est nécessaire d'établir une séparation nette entre les éléments révolutionnaires prolétariens et les éléments social-traitres.

« 3. Si la 3e Internationale n'était pas fondée par la Conférence siégeant à Moscou, cela créerait l'impression que les Partis communistes sont en désaccord, ce qui affaiblirait notre situation et augmenterait la confusion parmi les éléments indécis du prolétariat de tous les pays.

« 4. La constitution de la 3e Internationale est donc un devoir historique absolu, et la Conférence communiste internationale siégeant à Moscou doit en faire une réalité. »

Cette proposition suppose que nous revenions sur une résolution quant à savoir si nous sommes une conférence ou un congrès. La proposition vise à la constitution de la 3e Internationale. La discussion est ouverte.

Après la discussion, le camarade Platten met aux voix la proposition signée par Rakovsky, Gruber, Grimlund, Rudnianszky.

« Cette proposition, dit-il, est faite afin d'amener une décision sur la fondation de la 3e Internationale. »

La résolution fut adoptée à l'unanimité moins 5 abstentions (délégation allemande).

DÉCISION 4 mars 1919.

La Conférence Communiste Internationale décide de se constituer comme 3e Internationale et d'adopter le nom d'Internationale Communiste. Les proportions des voix accordées ne subissent pas de changement. Tous les partis, toutes les organisations et les groupes conservent le droit, pendant une durée de huit mois, d'adhérer définitivement à la 3e Internationale.

RESOLUTION SUR LES FEMMES TRAVAILLEUSES

Le congrès de l'Internationale communiste déclare que le succès de toutes les tâches qu'il s'est fixé, comme la victoire finale du prolétariat mondial et l'abolition finale du système capitaliste, ne peut être assuré que par la lutte commune des ouvriers et des ouvrières.

L'énorme augmentation du travail des femmes dans toutes les branches de l'économie ; le fait qu'au moins la moitié de toute la richesse produite dans le monde l'est par le travail des femmes ; en outre, la part importante, reconnue de tous, jouée par les ouvrières dans la construction de la nouvelle société communiste, en particulier dans le passage aux conditions de vie communistes, la réforme de la vie familiale et la réalisation d'une communauté éducative socialiste pour les enfants, objectif duquel sortiront des citoyens travailleurs, imprégnés d'un esprit de solidarité, pour la République des conseils, tout cela impose à tout parti adhérant à l'Internationale communiste le devoir d'agir de toute ses forces en vue de gagner les travailleuses au parti et utiliser tous moyens afin de les instruire dans la signification de la nouvelle société et comment appliquer l'éthique communiste à la vie sociale et familiale.

La dictature du prolétariat ne peut être réalisée et maintenue qu'avec la participation énergique et active des travailleuses.

Rosa Luxemburg, 1915



Premier Congrès, mars 1919.

- 8 -

Plate-forme de l'internationale Communiste, (Mars 1919)

[Retour à la table des matières](#)

Les contradictions du système mondial, auparavant cachées en son sein, se sont révélées avec une force inouïe en une formidable explosion : la grande guerre impérialiste mondiale.

Le capitalisme a tenté de surmonter sa propre anarchie par l'organisation de la production. Au lieu de nombreuses entreprises concurrentes, se sont organisées de vastes associations capitalistes (syndicats, cartels, trusts), le capital bancaire s'est uni au capital industriel, toute la vie économique est tombée sous le pouvoir d'une oligarchie financière capitaliste, qui, par une organisation basée sur ce pouvoir, acquit une maîtrise exclusive. Le monopole supprime la libre concurrence. Le capitaliste isolé se transforme en membre d'une association capitaliste. L'organisation remplace l'anarchie insensée.

Mais dans la mesure même où, dans les États pris séparément, les procédés anarchiques de la production capitaliste étaient remplacés par l'organisation capitaliste, les contradictions, la concurrence, l'anarchie, atteignaient dans l'économie mondiale une plus grande acuité. La lutte entre les plus grands États conquérants conduisit, avec une inflexible nécessité, à la monstrueuse guerre impérialiste. La soif de bénéfices poussait le capitalisme mondial à la lutte pour la conquête de nouveaux marchés, de nouvelles sources de matières brutes, de la main-d'œuvre à bon marché des esclaves coloniaux. Les États impérialistes qui se sont partagés le monde entier, qui ont transformé des millions de prolétaires et de paysans d'Afrique, d'Asie, d'Amérique, d'Australie, en bêtes de somme, devaient révéler tôt au tard dans un gigantesque conflit la nature anarchique du capital. Ainsi se produisit le plus grand des crimes — la guerre du banditisme mondial.

Le capitalisme a tenté de surmonter les contradictions de sa structure sociale. La société bourgeoise est une société de classes. Mais le capital des grands États « civilisés » s'efforça d'étouffer les contradictions sociales. Aux dépens des peuples coloniaux qu'il détruisait, le capital achetait ses esclaves salariés, créant une communauté d'intérêts entre les exploiters et les exploités — communauté d'intérêts dirigée contre les colonies opprimées et les peuples coloniaux jaunes, noirs ou rouges ; il enchaînait l'ouvrier européen ou américain à la « patrie » impérialiste.

Mais cette même méthode de corruption continue, qui alimentait le patriotisme de la classe ouvrière et sa sujétion morale, produisit, grâce à la guerre, sa propre antithèse. L'extermination, la sujétion totale du prolétariat, un joug monstrueux, l'appauvrissement, la dégénérescence, la faim dans le monde entier — telle fut la dernière rançon de la paix sociale. Et cette paix a fait faillite. La guerre impérialiste est transformée en guerre civile.

Une nouvelle époque est née. Époque de désagrégation du capitalisme, de son effondrement intérieur. Époque de la révolution communiste du prolétariat.

Le système impérialiste croule. Troubles aux colonies, fermentation parmi les petites nationalités jusqu'à présent privées d'indépendance, révoltes du prolétariat, révolutions prolétariennes victorieuses dans plusieurs pays, décomposition des armées impérialistes, incapacité absolue des classes dirigeantes à diriger dorénavant les destinées des peuples — tel est le tableau de la situation actuelle dans le monde entier.

L'humanité, dont toute la culture a été dévastée, est menacée de destruction. Il n'est plus qu'une force capable de la sauver, et cette force, c'est le prolétariat. L'ancien « ordre » capitaliste n'est plus. Il ne peut plus exister. Le résultat final des procédés capitalistes de production est le chaos — et ce chaos ne peut être vaincu que par la plus grande classe productrice, la classe ouvrière. C'est elle qui doit instituer l'ordre véritable, l'ordre communiste. Elle doit briser la domination du capital, rendre les guerres impossibles, effacer les frontières entre les États, transformer le monde en une vaste communauté travaillant pour elle-même, réaliser la solidarité fraternelle et la libération des peuples.

Entretemps, contre le prolétariat, le capital mondial s'arme pour un dernier combat. Sous le couvert de Ligue des Nations et des bavardages pacifiques, il tente ses derniers efforts pour rajuster les parties disjointes d'elles-mêmes du système capitaliste et diriger ses forces contre la révolution prolétarienne irrésistiblement déchaînée.

À ce nouveau, à cet immense complot des classes capitalistes, le prolétariat doit répondre par la conquête du pouvoir politique, tourner ce pouvoir contre ses propres ennemis, s'en servir comme levier pour la transformation économique de la société. La victoire définitive du prolétariat mondial marquera le commencement de l'histoire de l'humanité libérée.

LA CONQUÊTE DU POUVOIR POLITIQUE

La conquête du pouvoir politique par le prolétariat signifie l'anéantissement du pouvoir politique de la bourgeoisie. L'appareil gouvernemental avec son armée capitaliste, placée sous le commandement d'un corps d'officiers bourgeois et de junkers, avec sa police et sa gendarmerie, ses geôliers et ses juges, ses prêtres, ses fonctionnaires, etc..., constitue entre les mains de la bourgeoisie le plus puissant instrument de gouvernement. La conquête du pouvoir gouvernemental ne peut se réduire à un changement de personnes dans la constitution des ministères, mais doit signifier l'anéantissement d'un appareil étatiste étranger, la prise en mains de la force réelle, le désarmement de la bourgeoisie, du corps d'officiers contre-révolutionnaires, des gardes blancs, l'armement du prolétariat, des soldats révolutionnaires et de la garde rouge ouvrière ; la destitution de tous les juges bourgeois et l'organisation des tribunaux prolétariens, la destruction du fonctionnarisme réactionnaire et la création de nouveaux organes d'administration prolétariens. La victoire prolétarienne est assurée par la désorganisation du pouvoir ennemi et l'organisation du pouvoir prolétarien ; elle doit signifier la ruine de l'appareil étatiste bourgeois et la création de l'appareil étatiste prolétarien. Ce n'est qu'après la complète victoire, quand le prolétariat aura définitivement brisé la résistance de la bourgeoisie, qu'il

pourra obliger ses anciens adversaires à le servir utilement, les amenant progressivement sous son contrôle, à l'œuvre de construction communiste.

DÉMOCRATIE ET DICTATURE

Comme tout État, l'État prolétarien représente un appareil de contrainte et cet appareil est maintenant dirigé contre les ennemis de la classe ouvrière. Sa mission est de briser et de rendre impossible la résistance des exploités, employant dans leur lutte désespérée tous les moyens pour étouffer la révolution dans le sang. D'autre part, la dictature du prolétariat faisant officiellement de cette classe la classe gouvernante, crée une situation transitoire.

Dans la mesure où sera brisée la résistance de la bourgeoisie, elle sera expropriée et se transformera en une masse laborieuse ; la dictature du prolétariat disparaîtra, l'État mourra et les classes sociales finiront avec lui.

La soi-disant démocratie, c'est-à-dire la démocratie bourgeoise n'est rien d'autre que la dictature bourgeoise déguisée. « La volonté populaire » tant prônée est une fiction, comme l'unité du peuple. En fait, des classes existent dont les intérêts contraires sont irréductibles. Et comme la bourgeoisie n'est qu'une minorité insignifiante, elle utilise cette fiction, cette prétendue « volonté populaire », afin d'affermir, à la faveur de belles phrases, sa domination sur la classe ouvrière, afin de lui imposer la volonté de sa classe. Au contraire, le prolétariat constituant l'énorme majorité de la population, use ouvertement de la puissance de ses organisations de masses, de ses soviets, pour écarter la transition vers une société communiste sans classes.

L'essence de la démocratie bourgeoise réside dans une reconnaissance purement formelle des droits et des libertés, précisément inaccessibles au prolétariat et aux éléments à demi-prolétariens, à cause du manque de ressources matérielles, tandis que la bourgeoisie a toutes les possibilités de tirer parti de ces ressources matérielles, de sa presse et de son organisation, pour mentir au peuple et le tromper. Au contraire, l'essence du système des Soviets — ce nouveau type de pouvoir gouvernemental — consiste en ce que le prolétariat reçoit la possibilité d'assurer en fait ses droits et sa liberté. Le pouvoir du Soviet remet au peuple les plus beaux palais, les maisons, les typographies, les réserves de papier, etc..., pour sa presse, ses réunions, ses syndicats. Ce n'est qu'alors que devient vraiment possible la démocratie prolétarienne.

Avec son système parlementaire la démocratie bourgeoise ne donne qu'en paroles le pouvoir aux masses, et leurs organisations sont complètement écartées et du pouvoir véritable et de la véritable administration du pays. Dans le système des Soviets, les organisations des masses gouvernent et, par elles, les masses elles-mêmes, les Soviets appelant à l'administration de l'État un nombre toujours plus grand d'ouvriers ; et ce n'est que de cette façon que tout le peuple ouvrier est à peu près appelé à prendre part effectivement au gouvernement de l'État. Le système des Soviets s'appuie de la sorte sur les organisations des masses prolétariennes, représentées par les Soviets mêmes, les unions professionnelles révolutionnaires, les coopératives, etc...

La démocratie bourgeoise et le parlementarisme, par la division des pouvoirs législatif et exécutif et l'absence du droit de rappel des députés, achèvent de séparer les masses de l'État. Au contraire, le système des Soviets, par son droit de rappel, par la réunion des pouvoirs législatif et exécutif, et, conséquemment, par l'aptitude des Soviets à constituer des collectivités de travail, lie les masses aux organes des administrations. Ce lien est encore affermi par le fait que, dans le système des Soviets, les élections ne se font pas d'après les subdivisions territoriales artificielles, mais coïncident avec les unités locales de la production.

Le système des Soviets assure de la sorte la possibilité d'une véritable démocratie prolétarienne, démocratie pour le prolétariat et dans le prolétariat, dirigée contre la bourgeoisie. Dans ce système, une situation prédominante est assurée au prolétariat industriel, auquel appartient, par suite de sa meilleure organisation et de son plus grand développement politique, le rôle de classe dirigeante, dont l'hégémonie permettra au demi-prolétariat et aux paysans pauvres de s'élever progressivement. Ces supériorités momentanées du prolétariat industriel doivent être utilisées pour arracher les masses non possédantes de la petite bourgeoisie paysanne à l'influence des gros propriétaires ruraux et de la bourgeoisie pour les organiser et les appeler à collaborer à la construction communiste.

L'EXPROPRIATION DE LA BOURGEOISIE ET LA SOCIALISATION DES MOYENS DE PRODUCTION

La décomposition du système capitaliste et de la discipline capitaliste du travail rendent impossible, étant donné les relations entre les classes, la reconstitution de la production sur les anciennes bases. La lutte des ouvriers pour l'augmentation des salaires, même en cas de succès, n'amène pas l'amélioration espérée des conditions d'existence, l'augmentation du prix des produits annulant inmanquablement chaque succès. La lutte énergique des ouvriers pour l'augmentation des salaires dans les pays dont la situation est évidemment sans espoir, par son caractère impétueux et passionné, par sa tendance à la généralisation, rend impossibles dorénavant les progrès de la production capitaliste. L'amélioration de la condition des ouvriers ne pourra être atteinte que lorsque le prolétariat lui-même s'emparera de la production. Pour élever les forces productrices de l'économie, pour briser au plus vite la résistance de la bourgeoisie, qui prolonge l'agonie de la vieille société, créant par là même le danger d'une complète ruine de la vie économique, la dictature prolétarienne doit réaliser l'expropriation de la grosse bourgeoisie et de la noblesse et faire des moyens de production et de transport la propriété collective de l'État prolétarien.

Le communisme naît maintenant sur les décombres de la société capitaliste ; l'histoire ne laissera pas d'autre issue à l'humanité. Les opportunistes, dans leur désir de retarder la socialisation par leur utopique revendication du rétablissement de l'économie capitaliste, ne font qu'ajourner la solution de la crise et créer la menace d'une ruine totale, tandis que la révolution communiste apparaît pour la vraie force productrice de la société, pour le prolétariat — et avec lui, pour toute la société — comme le meilleur, le plus sûr moyen de salut.

La dictature prolétarienne n'entraîne aucun partage des moyens de production et de transport. Au contraire, sa tâche est de réaliser une plus grande centralisation des moyens et la direction de toute la production selon un plan unique.

Le premier pas vers la socialisation de toute l'économie comporte nécessairement les mesures suivantes : socialisation des grandes banques qui dirigent maintenant la production ; prise en mains par le pouvoir prolétarien de tous les organes de l'État capitaliste régissant la vie économique ; prise en mains de toutes les entreprises communales ; socialisation des branches d'industrie trustées ou syndiquées ; de même, socialisation des branches d'industrie dont le degré de concentration rend la socialisation techniquement possible ; socialisation des propriétés agricoles et leur transformation en entreprises agricoles dirigées par la société.

Quant aux entreprises de moindre importance, le prolétariat doit, en tenant compte de leur grandeur, les socialiser peu à peu.

Il importe de souligner ici que la petite propriété ne doit pas être expropriée et que les petits propriétaires n'exploitant pas le travail d'autrui, ne doivent subir aucune violence. Cette classe sera peu à peu attirée dans la sphère d'organisation sociale, par l'exemple et la pratique démontrant la supériorité de la nouvelle structure sociale qui libère la classe des petits paysans et la petite bourgeoisie du joug des gros capitalistes, de toute la noblesse, des impôts excessifs (principalement par suite de l'annulation des dettes d'État, etc...).

La tâche de la dictature prolétarienne dans le domaine économique n'est réalisable que dans la mesure où le prolétariat saura créer des organes de direction de la production centralisée et réaliser la gestion par les ouvriers eux-mêmes. À cette fin, il sera contraint de tirer parti de celles de ses organisations de masses qui sont liées le plus étroitement avec le processus de la production.

Dans le domaine de la répartition, la dictature prolétarienne doit réaliser le remplacement du commerce par une juste répartition des produits. Parmi les mesures à cette fin indispensables, il faut indiquer : la socialisation des grandes entreprises commerciales, la transmission au prolétariat de tous les organes de répartition de l'État et des municipalités bourgeoises ; le contrôle des grandes unions coopératives dont l'appareil organisateur aura encore, pendant la période de transition, une importance économique considérable, la centralisation progressive de tous ces organes et leur transformation en un tout unique pour la répartition rationnelle des produits.

De même que dans le domaine de la production, dans celui de la répartition, il importe d'utiliser tous les techniciens et les spécialistes qualifiés — sitôt que leur résistance dans le domaine politique aura été brisée, et qu'ils seront en état de servir, au lieu du capital, le nouveau système de production.

Le prolétariat n'a pas l'intention de les opprimer : au contraire, lui seul leur donnera le premier la possibilité de développer l'activité créatrice la plus énergique. La dictature prolétarienne remplacera la division du travail physique et intellectuel, propre au capitalisme, par l'union, réunissant ainsi le travail et la science.

En même temps qu'il expropriera les fabriques, les mines, les propriétés, etc..., le prolétariat doit mettre fin à l'exploitation de la population par les capitalistes propriétaires d'immeubles, transmettre

les grandes habitations aux Soviets ouvriers locaux, installer la population ouvrière dans les appartements bourgeois, etc...

Au cours de cette immense transformation, le pouvoir des Soviets doit, d'une part, échafauder un énorme appareil de gouvernement toujours plus centralisé dans sa forme, et, d'autre part, doit appeler à un travail de direction immédiat des couches toujours plus grandes du peuple travailleur.

LE CHEMIN DE LA VICTOIRE

La période révolutionnaire exige que le prolétariat use d'une méthode de lutte qui concentre toute son énergie, à savoir l'action directe des masses jusque et y compris sa suite logique, le choc direct, la guerre déclarée avec la machine gouvernementale bourgeoise. À ce but doivent être subordonnés tous les autres moyens, tels que, par exemple, l'utilisation révolutionnaire du parlementarisme bourgeois.

Les conditions préliminaires indispensables à cette lutte victorieuse sont : la rupture, non seulement avec les laquais directs du capital et les bourreaux de la révolution communiste — dont les social-démocrates de droite assument aujourd'hui le rôle — mais encore la rupture avec le « Centre » (groupe Kautsky), qui, au moment critique, abandonne le prolétariat et se lie à ses ennemis déclarés.

D'un autre côté, il est nécessaire de réaliser un bloc avec ces éléments du mouvement ouvrier révolutionnaire qui, bien qu'ils n'aient pas appartenu auparavant au parti socialiste, se placent maintenant en tout et pour tout sur le terrain de la dictature prolétarienne sous sa forme soviétique, c'est-à-dire avec les syndicalistes révolutionnaires.

L'accroissement du mouvement révolutionnaire dans tous les pays, le danger, pour cette révolution, d'être étouffée par la coalition des États bourgeois, les tentatives d'union des partis traîtres au socialisme (formation de l'Internationale jaune, à Berne), dans le but de servir bassement la ligue de Wilson — et enfin la nécessité absolue pour le prolétariat de coordonner ses efforts — tout cela nous conduit inévitablement à la fondation de l'Internationale communiste, véritablement révolutionnaire et véritablement prolétarienne.

L'Internationale qui se révélera capable de subordonner les intérêts dits nationaux aux intérêts de la révolution mondiale réalisera ainsi l'entraide des prolétaires des différents pays — puisque que sans cette aide mutuelle, économique et autre, le prolétariat n'est pas en état d'édifier une société nouvelle. D'autre part, en opposition à l'Internationale socialiste jaune, l'Internationale prolétarienne et communiste soutiendra les peuples exploités des colonies dans leur lutte contre l'impérialisme, afin de hâter l'effondrement final du système impérialiste mondial.

Les malfaiteurs du capitalisme affirmaient au début de la guerre mondiale qu'ils ne font tous que défendre leur patrie. Mais l'impérialisme allemand révéla sa nature bestiale par une série de sanglants forfaits commis en Russie, en Ukraine, en Finlande. Maintenant se révèlent à leur tour, même aux yeux des couches les plus arriérées de la population, les puissances de l'Entente qui pillent le monde entier et assassinent le prolétariat. D'accord avec la bourgeoisie allemande et les social-patriotes, le mot de paix sur les lèvres, elles s'efforcent d'écraser, à l'aide de tanks et de troupes coloniales incultes et

barbares la révolution du prolétariat européen. La terreur blanche des bourgeois-cannibales a été indescriptiblement féroce. Les victimes dans les rangs de la classe ouvrière sont innombrables ; elle a perdu ses meilleurs champions : Liebknecht, Rosa Luxemburg.

Le prolétariat doit se défendre en tout état de cause. L'Internationale communiste appelle le prolétariat mondial à cette lutte décisive.

Arme contre arme !

Force contre force !

À bas la conspiration impérialiste du capital !

Vive la République internationale des Soviets prolétaires !



Lénine et Trotsky à Moscou, 7 novembre 1919

Premier Congrès, mars 1919.

- 9 -

**Thèses
sur la situation internationale et la politique de l'entente,
(Mars 1919)**

[Retour à la table des matières](#)

Les expériences de la guerre mondiale ont démasqué la politique impérialiste des « démocraties » bourgeoises comme étant la politique de lutte des grandes puissances, tendant au partage du monde et à l'affermissement de la dictature économique et politique du capital financier sur les masses exploitées et opprimées. Le massacre de millions de vies humaines, la paupérisation du prolétariat tombé en esclavage, l'enrichissement inouï des couches supérieures de la bourgeoisie, grâce aux fournitures de guerre, aux emprunts, etc..., le triomphe de la réaction militaire dans tous les pays, tout cela ne tarda pas à détruire les illusions sur la défense de la patrie, la trêve et la « démocratie ». La « politique de paix » démasque les véritables aspirations des impérialistes de tous les pays et va jusqu'au bout de cette mise à nu.

***LA PAIX DE BREST-LITOVSK ET LA COMPROMISSION
DE L'IMPERIALISME ALLEMAND***

La paix de Brest-Litovsk et ensuite celle de Bucarest ont révélé le caractère de rapine et réactionnaire de l'impérialisme des puissances centrales. Les vainqueurs ont arraché à la Russie sans défense, des contributions et des annexions. Ils ont utilisé le droit de libre disposition des peuples comme prétexte d'une politique d'annexions, en créant des États vassaux, dont les gouvernements réactionnaires favorisèrent la politique de rapine et réprimèrent le mouvement révolutionnaire des masses laborieuses. L'impérialisme allemand qui, dans le combat international, n'avait pas remporté la victoire entière, n'avait pas à ce moment, la possibilité de montrer tout à fait franchement ses véritables intentions ; il dut se résigner à vivre dans une apparence de paix avec la Russie des Soviets et à couvrir sa politique de rapines et réactionnaire de phrases hypocrites.

Cependant les puissances de l'Entente, sitôt qu'elles avaient remporté la victoire mondiale, laissèrent tomber les masques et révélèrent aux yeux de tout le monde le véritable visage de l'impérialisme mondial.

LA VICTOIRE DE L'ENTENTE ET LE REGROUPEMENT DES ÉTATS

La victoire de l'Entente a partagé en différents groupes les pays soi-disant civilisés du monde. Le premier des groupes est constitué par les puissances du monde capitaliste, les grandes puissances impérialistes victorieuses (Angleterre, Amérique, France, Japon, Italie). En face d'elles se dressent les

pays de l'impérialisme vaincu, ruinés par la guerre et ébranlés dans leur structure par le début de la révolution prolétarienne (*Allemagne, Autriche-Hongrie avec leurs vassaux d'autrefois*). Le troisième groupe est formé par les États vassaux des puissances de l'Entente. Il se compose des petits États capitalistes, ayant participé à la guerre aux côtés de l'Entente (Belgique, Serbie, Portugal, etc...) et des petites République « nationales » et États tampons créés récemment (*république Tchèque, Pologne, républiques Russes contre-révolutionnaires, etc...*). Les États neutres s'approchent selon leur situation, des États vassaux, mais ils subissent une forte pression politique et économique, qui, parfois, rend leur situation semblable à celle des États vaincus. La République socialiste russe est un État ouvrier et paysan, se plaçant en dehors du monde capitaliste et représentant pour l'impérialisme victorieux un énorme danger social, le danger que tous les résultats de la victoire s'effondrent sous l'assaut de la révolution mondiale.

LA « POLITIQUE DE PAIX » DE L'ENTENTE OÙ L'IMPERIALISME SE DEMASQUE LUI-MEME

La « politique de paix » des cinq puissances mondiales, lorsque nous la considérons dans son ensemble, était et reste une politique qui se démasque constamment elle-même.

Malgré toutes les phrases sur sa « politique extérieure démocratique » elle constitue le triomphe complet de la diplomatie secrète qui, derrière le dos et aux dépens des millions d'ouvriers de tous les pays, décide du sort du monde par la voie d'arrangements entre les fondés de pouvoir des trusts financiers. Toutes les questions essentielles sont traitées sans exception à huis clos par le comité parisien des cinq grandes puissances, en l'absence des représentants des pays vaincus, neutres et des États vassaux eux-mêmes.

Les discours de Lloyd George, de Clemenceau, de Sonnino, etc..., proclament et essaient de motiver ouvertement la nécessité des *annexions et des contributions*.

Malgré les phrases mensongères sur la « guerre pour le désarmement général » on proclame la nécessité de *s'armer encore* et avant tout de maintenir la puissance maritime britannique en vue de la soi-disant « protection de la liberté des mers ».

Le *droit de libre disposition des peuples par eux-mêmes*, proclamé par l'Entente, est manifestement foulé aux pieds et remplacé par le *partage des domaines contestés* entre les États puissants et leurs vassaux.

Sans consulter la population, l'Alsace-Lorraine a été incorporée à la France ; l'Irlande, l'Égypte, les Indes n'ont pas le droit de disposer d'elles-mêmes ; l'État slave méridional et la République tchèque ont été créés par la force des armes ; on trafique sans vergogne autour du partage de la Turquie d'Europe et d'Asie, le partage des colonies allemandes a déjà commencé, etc..., etc...

La politique des *contributions* a été poussée à un degré de *pillage* complet des vaincus. Non seulement on présente aux vaincus des notes se montant à des milliards et des milliards, non seulement on leur enlève tous les moyens de guerre — mais les pays de l'Entente leur prennent aussi les locomotives, les chemins de fer, les bateaux, les instruments agricoles, les provisions d'or, etc..., etc... En outre les

prisonniers de guerre doivent devenir les esclaves des vainqueurs. On discute des propositions tendant au travail forcé des ouvriers allemands. Les puissances alliées ont l'intention d'en faire des esclaves misérables et affamés du capital de l'Entente.

La politique *d'excitation nationale* poussée à l'extrême a son expression dans l'excitation constante contre les nations vaincues dans la presse de l'Entente et les administrations de l'occupation, ainsi que dans le blocus de la faim, condamnant les peuples de l'Allemagne et de l'Autriche à l'extermination. Cette politique mène à des pogromes contre les allemands, organisés par les soutiens de l'Entente — les éléments chauvins tchèques et polonais, et à des pogromes contre les juifs, qui surpassent tous les hauts-faits du tsarisme russe.

Les États « démocratiques » de l'Entente poursuivent une politique de *réaction extrême*.

La réaction triomphe aussi bien à l'intérieur des pays de l'Entente elle-même, parmi lesquels la France est revenue aux pires époques de Napoléon 3, que dans le monde capitaliste tout entier, qui se trouve sous l'influence de l'Entente. Les alliés étranglent la révolution dans les pays occupés de l'Allemagne, la Hongrie, de la Bulgarie, etc..., ils excitent les gouvernements opportunistes-bourgeois des pays vaincus contre les ouvriers révolutionnaires en les menaçant de leur supprimer les vivres. Les alliés ont déclaré qu'ils couleraient tous les navires allemands qui oseraient hisser le drapeau rouge de la révolution ; ils ont refusé de reconnaître les conseils allemands ; dans les régions allemandes occupées, ils ont aboli la journée de huit heures. Abstraction faite du soutien de la politique réactionnaire dans les pays neutres, et au soutien de celle-ci dans les États vassaux (le régime Paderevsky en Pologne), les alliés ont excité les éléments réactionnaires de ces pays (en Finlande, en Pologne, en Suède, etc...) contre la Russie révolutionnaire, et demandent l'intervention des forces armées allemandes.

CONTRADICTIONS ENTRE LES ÉTATS DE L'ENTENTE

Malgré l'identité des lignes fondamentales de leur politique impérialiste, une série de contradictions profondes se manifestent au sein des grandes puissances qui dominent le monde.

Ces contradictions se concentrent surtout autour du programme de paix du capital financier américain (le programme Wilson). Les points les plus importants de ce programme sont les suivants : « Liberté des mers », « Société des Nations » et « internationalisation des colonies ». Le mot d'ordre de « liberté des mers » — débarrassé de son masque hypocrite — signifie en réalité l'abolition de la prédominance militaire navale de certaines grandes puissances (en premier lieu de l'Angleterre), et l'ouverture de toutes les voies maritimes au commerce américain. La « Société des Nations » signifie que le droit à l'annexion immédiate des États et des peuples faibles sera refusé aux grandes puissances européennes (en premier lieu à la France). « L'internationalisation des colonies » fixe la même règle envers les domaines coloniaux.

Ce programme est conditionné par les faits suivants : le capital américain ne possède pas la plus grande flotte du monde ; il n'a plus la possibilité de procéder à des annexions directes en Europe, et c'est pourquoi il vise à l'exploitation des États et des peuples faibles au moyen des relations commerciales et des investissements de capitaux. C'est pourquoi il veut contraindre les autres puissances à former

un syndicat des trusts d'États, à répartir « loyalement » entre elles les parts de l'exploitation mondiale et à transformer la lutte entre les trusts d'États en une lutte purement économique. Dans le domaine de l'exploitation économique le capital financier américain hautement développé obtiendra une hégémonie effective qui lui assurera la prédominance économique et politique dans le monde.

La « liberté des mers » est en contradiction aiguë avec les intérêts de l'Angleterre, du Japon, en partie aussi de l'Italie (dans l'Adriatique). La « Société des Nations » et « l'internationalisation des colonies » est en contradiction décisive avec les intérêts de la France et du Japon — dans une mesure moindre avec les intérêts de toutes les autres puissances impérialistes. La politique des impérialistes de la France, où le capital financier a une forme particulièrement usurière, où l'industrie est faiblement développée et où la guerre a complètement ruiné les forces productives, vise par des moyens désespérés au maintien du régime capitaliste ; ces moyens sont : le pillage barbare de l'Allemagne, l'assujettissement direct et l'exploitation rapace des États vassaux (projets d'une Union Danubienne, d'États slaves méridionaux) et extorsion par la violence des dettes contractées par le tsarisme russe auprès du Shylock français. La France, l'Italie (*et dans une forme altérée cela est aussi valable pour le Japon*) en tant que pays continentaux, sont aussi capables de poursuivre une politique d'annexions directes.

Tout en étant en contradiction avec les intérêts de l'Amérique, les grandes puissances ont des intérêts qui s'opposent réciproquement entre eux. L'Angleterre craint le renforcement de la France sur le continent, elle a en Asie Mineure et en Afrique des intérêts qui s'opposent à ceux de la France. Les intérêts de l'Italie dans les Balkans et au Tyrol sont contraires aux intérêts de la France. Le Japon dispute à l'Australie anglaise les îles situées dans l'Océan Pacifique.

GROUPEMENTS ET TENDANCES À L'INTERIEUR DE L'ENTENTE

Ces contradictions entre les grandes puissances rendent possibles différents groupements à l'intérieur de l'Entente. Jusqu'ici deux combinaisons principales se sont dessinées : la combinaison franco-anglo-japonaise, qui est dirigée contre l'Amérique et l'Italie et la combinaison anglo-américaine s'opposant aux autres grandes puissances.

La première de ces combinaisons prévalait jusqu'au début de janvier 1919, tant que le Président Wilson n'avait pas encore renoncé à exiger l'abolition de la domination maritime anglaise. Le développement du mouvement révolutionnaire des ouvriers et des soldats en Angleterre, qui a conduit à une entente entre les impérialistes de différents pays pour liquider l'aventure russe et pour hâter la conclusion de la paix, a renforcé le penchant de l'Angleterre vers cette combinaison. Elle devient prédominante depuis janvier 1919. Le bloc anglo-américain s'oppose à la priorité de la France dans le pillage de l'Allemagne et à l'intensité exagérée de ce pillage. Il pose certaines limites aux exigences annexionnistes exagérées de la France, de l'Italie et du Japon. Il empêche que les États vassaux nouvellement fondés leur soient directement soumis. En ce qui concerne la question russe, la combinaison anglo-américaine a des dispositions pacifiques : elle veut avoir les mains libres afin de pouvoir accomplir le partage du monde, d'étouffer la révolution européenne et ensuite aussi la révolution russe.

À ces deux combinaisons des puissances correspondent deux tendances à l'intérieur des grandes puissances, l'une ultra annexionniste et l'autre modérée, dont la seconde soutient la combinaison Wilson-Lloyd George.

LA « SOCIÉTÉ DES NATIONS »

Vu les contradictions irréconciliables qui se sont fait jour au sein même de l'Entente, la Société des Nations — même si elle se réalisait sur le papier — ne jouerait cependant que le rôle d'une sainte alliance des capitalistes pour la répression de la révolution ouvrière. La propagation de la « Société des Nations » est le meilleur moyen pour troubler la conscience révolutionnaire de la classe ouvrière. À la place du mot d'ordre d'une Internationale des républiques ouvrières révolutionnaires, on lance celui d'une association internationale de prétendues démocraties, devant être atteinte par une coalition du prolétariat et des classes bourgeoises.

La « Société des Nations » est un mot d'ordre trompeur, au moyen duquel les social-traîtres sur ordre du capital international, divisent les forces prolétariennes et favorisent la contre-révolution impérialiste.

Les prolétaires révolutionnaires de tous les pays du monde doivent mener une lutte implacable contre les idées de la Société des Nations de Wilson et protester contre l'entrée dans cette société de vol, d'exploitation et de contre-révolution impérialiste.

LA POLITIQUE EXTERIEURE ET INTERIEURE DES PAYS VAINCUS

L'écrasement militaire et l'effondrement intérieur de l'impérialisme autrichien et allemand ont amené, dans les États centraux et pendant la première période de la révolution, la domination du régime bourgeois social-opportuniste. Sous couleur de démocratie et de socialisme les social-traîtres allemands protègent et restaurent la domination économique et la dictature politique de la bourgeoisie. Dans leur politique extérieure ils visent au rétablissement de l'impérialisme allemand en exigeant la restitution des colonies et l'admission de l'Allemagne dans la Société de rapines. À mesure que se renforcent en Allemagne les bandes de gardes-blancs et que progresse le processus de décomposition dans le camp de l'Entente, les vellétés de la bourgeoisie et des social-traîtres à devenir une grande puissance s'accroissent elles aussi. En même temps le gouvernement bourgeois social-opportuniste mine aussi la solidarité internationale du prolétariat et sépare les ouvriers allemands de ses frères de classe, en accomplissant les ordres contre-révolutionnaires des alliés et surtout en excitant les ouvriers allemands contre la révolution russe prolétarienne pour plaire à l'Entente. La politique de la bourgeoisie et des social-opportunistes en Autriche et en Hongrie est la répétition de la politique du bloc bourgeois opportuniste de l'Allemagne sous une forme atténuée.

LES ÉTATS VASSAUX DE L'ENTENTE

Dans les États vassaux et dans les Républiques que l'Entente vient de créer (Tchécoslovaquie, pays slaves méridionaux ; il faut aussi y compter la Pologne, la Finlande, etc...) la politique de l'Entente,

appuyée sur les classes dominantes et les social-nationalistes, vise à créer des centres d'un mouvement national contre-révolutionnaire. Ce mouvement doit être dirigé contre les peuples vaincus, il doit maintenir en équilibre les forces des États nouveaux et les assujettir à l'Entente, il doit freiner les mouvements révolutionnaires qui naissent au sein des nouvelles républiques « nationales » et fournir en fin de compte des gardes-blancs pour la lutte contre la révolution internationale et surtout contre la révolution russe.

En ce qui concerne la Belgique, le Portugal, la Grèce et autres petits pays alliés à l'Entente, leur politique est entièrement déterminée par celle des grands brigands, auxquels ils sont complètement soumis et dont ils sollicitent l'aide pour obtenir des petites annexions et des indemnités de guerre.

LES ÉTATS NEUTRES

Les États neutres sont dans la situation de vassaux non favorisés de l'impérialisme de l'Entente, à l'égard desquels l'Entente emploie, sous une forme atténuée, les mêmes méthodes qu'à l'égard des pays vaincus. Les États neutres favorisés formulent différentes revendications aux ennemis de l'Entente (les prétentions du Danemark sur Flensburg, la proposition suisse de l'internationalisation du Rhin, etc...). En même temps, ils exécutent les ordres contre-révolutionnaires de l'Entente (expulsion de l'ambassadeur russe, enrôlement des gardes-blancs dans les pays scandinaves, etc...). D'autres encore sont exposés au danger du démembrement territorial (projet de l'incorporation de la province de Limbourg à la Belgique et de l'internationalisation de l'embouchure de l'Escaut).

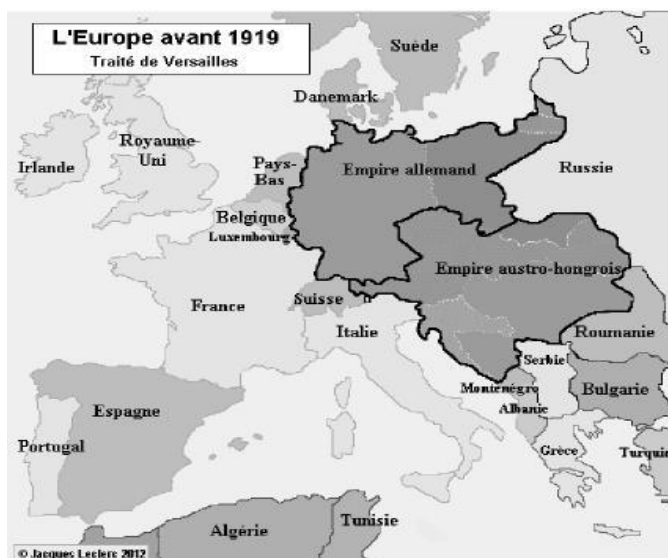
L'ENTENTE ET LA RUSSIE SOVIÉTIQUE

Le caractère rapace anti-humanitaire et réactionnaire de l'impérialisme de l'Entente se manifeste le plus nettement en face de la Russie Soviétique. Dès le début de la Révolution d'octobre les puissances de l'Entente se sont mises du côté des partis et des gouvernements contre-révolutionnaires de la Russie. Avec l'aide des contre-révolutionnaires bourgeois elles ont annexé la Sibérie, l'Oural, les côtes de la Russie d'Europe, le Caucase et une partie du Turkestan. Ils dérobent de ces contrées annexées des matières premières (bois, naphte, manganèse, etc...). Avec l'aide des bandes tchécoslovaques à leurs gages ils ont volé la provision d'or de la Russie. Sous la direction du diplomate anglais Lockhart, des espions anglais et français ont fait sauter des ponts et détruit des chemins de fer et tentèrent de gêner l'approvisionnement en vivres. L'Entente a soutenu, avec des fonds, des armes et par l'aide militaire des généraux réactionnaires Dénikine, Koltchak et Krasnov, qui ont fusillé et pendu des milliers d'ouvriers et de paysans à Rostov, Jousovka, Novorossijsk, Omsk, etc... Par les discours de Clemenceau et de Pichon l'Entente proclame ouvertement le principe de « l'encerclement économique », c'est-à-dire qu'on veut vouer à la famine et à la destruction la République des ouvriers et des paysans révolutionnaires ; on y promet un « soutien technique » aux bandes de Dénikine, Koltchak et Krasnov. L'Entente a refusé à différentes reprises les propositions de paix de la puissance soviétique.

Le 23 janvier 1919 les puissances de l'Entente, au sein desquelles les tendances modérées s'étaient momentanément renforcées, a adressé à tous les gouvernements russes la proposition d'envoyer des délégués à l'île des Princes. Cette proposition n'était certainement pas dépourvue d'une intention provocatrice à l'égard du gouvernement soviétique. Bien que le 4 février l'Entente reçut une réponse affirmative du gouvernement soviétique, réponse dans laquelle celui-ci se déclarait même prêt à envisager des annexions, des contributions et des concessions, afin de délivrer les ouvriers et les paysans russes de la guerre qui leur est imposée par l'Entente — celle-ci ne répondit pas plus à cette proposition de paix qu'aux autres.

Cela confirme que les tendances annexionnistes-réactionnaires des impérialistes de l'Entente se fondent sur un terrain solide. Ils menacent la république socialiste de nouvelles annexions et de nouveaux assauts contre-révolutionnaires.

La « politique de paix » de l'Entente dévoile ici définitivement aux yeux du prolétariat international la nature de l'impérialisme de l'Entente et de l'impérialisme en général. Elle prouve en même temps que les gouvernements impérialistes sont incapables de conclure une paix « juste et durable » et que le capital financier est incapable de rétablir l'économie détruite. Le maintien de la domination du capital financier mènerait soit à la destruction complète de la société civilisée ou à l'augmentation de l'exploitation, de l'esclavage, de la réaction politique, des armements et finalement à de nouvelles guerres destructrices.



Premier Congrès, mars 1919.

- 10 -

Résolution sur la terreur blanche, **(Mars 1919)**

[Retour à la table des matières](#)

Le système capitaliste fut dès son début un système de rapine et d'assassinats massifs. Les horreurs de l'accumulation primitive, la politique coloniale qui, au moyen de la Bible, de la syphilis et de l'alcool, amena l'extermination impitoyable de races et de peuplades entières ; la misère, la famine, l'épuisement et la mort prématurée d'innombrables millions de prolétaires exploités, la répression sanglante de la classe ouvrière lorsqu'elle s'insurgeait contre ses exploiters, et enfin la boucherie immense et inouïe qui a transformé la production mondiale en une production de cadavres humains — voilà l'image de l'ordre capitaliste.

Dès le début de la guerre les classes dominantes qui, sur les champs de batailles avaient tué plus de dix millions d'hommes et en avaient estropiés encore bien davantage, ont érigé à l'intérieur de leurs pays aussi le régime de la dictature sanglante. Le gouvernement tsariste russe fusilla et pendit les ouvriers, organisa des pogromes contre les juifs, extermina tout ce qui vivait dans le pays. La monarchie autrichienne étrangla dans le sang l'insurrection des paysans et des ouvriers ukrainiens et tchèques. La bourgeoisie anglaise assassina les meilleurs représentants du peuple irlandais. L'impérialisme allemand fit rage à l'intérieur de son pays et les marins révolutionnaires furent les premières victimes de cette brute. En France on abattit les soldats russes qui n'étaient pas prêts à défendre les profits des banquiers français. En Amérique la bourgeoisie lyncha les internationalistes, condamna des centaines parmi les meilleurs prolétaires à vingt ans de travaux forcés, abattit les ouvriers pour faits de grèves.

Lorsque la guerre impérialiste commença à se transformer en guerre civile, et que les classes dominantes, ces malfaiteurs les plus grands que l'histoire du monde n'ait jamais connus, se trouvèrent menacés du danger immédiat de l'effondrement de leur régime sanglant, leur bestialité devint encore plus cruelle.

Dans sa lutte pour le maintien de l'ordre capitaliste, la bourgeoisie emploie les méthodes les plus inouïes, devant lesquelles palissent toutes les cruautés du moyen-âge, de l'Inquisition et de la colonisation.

La classe bourgeoise, se trouvant au bord de sa tombe, détruit maintenant physiquement la force productive la plus importante de la société humaine — le prolétariat, et s'est démasquée à présent par cette terreur blanche dans toute sa hideuse nudité.

Les généraux russes, cette personnification vivante du régime tsariste, ont tué et tuent encore en masse les ouvriers avec l'appui direct ou indirect des social-traitres. Durant la domination des socialistes-

révolutionnaires et des mencheviks en Russie, des milliers d'ouvriers et de paysans remplissaient les prisons et les généraux exterminaient des régiments entiers pour cause de désobéissance. À présent, les Krasnov et les Dénikine, jouissant de la collaboration bienveillante de l'Entente, ont tué et pendu des dizaines de milliers d'ouvriers, décimé, pour terroriser ceux qui restaient encore, ils laissèrent même pendant trois jours les cadavres pendus à la potence. Dans l'Oural et dans la Volga, les bandes de gardes-blancs tchécoslovaques coupèrent les mains et les jambes des prisonniers, les noyèrent dans la Volga, les firent enterrer vivant. En Sibérie, les généraux abattirent des milliers de communistes, une quantité innombrable d'ouvriers et de paysans.

La bourgeoisie allemande et autrichienne ainsi que les social-traîtres ont bien montré leur nature de cannibales, lorsqu'en Ukraine ils pendirent à des potences transportables en fer, les ouvriers et les paysans qu'ils avaient pillés, ainsi que les communistes, leurs propres compatriotes, nos camarades allemands et autrichiens. En Finlande, pays de la démocratie bourgeoise, ils ont aidé la bourgeoisie finlandaise à fusiller plus de treize à quatorze mille prolétaires et à en torturer à mort plus de quinze mille dans les prisons.

À Helsingfors, ils poussèrent devant eux des femmes et des enfants pour se protéger contre les mitrailleuses. C'est par leur appui que les gardes-blancs finlandais et les aides suédois ont pu se livrer à ces orgies sanglantes contre le prolétariat finlandais vaincu. A Tammerfors on força les femmes condamnées à mort à creuser elles-mêmes leurs tombes, à Viborg on abattit des centaines de femmes, d'hommes et d'enfants finlandais et russes.

À l'intérieur de leur pays, la bourgeoisie et la social-démocratie allemande, par la répression sanglante de l'insurrection ouvrière communiste, par l'assassinat bestial de Liebknecht et de Luxemburg, en tuant et en exterminant les ouvriers spartakistes, ont atteint le degré extrême de la rage réactionnaire. La terreur massive et individuelle des blancs — voilà le drapeau qui guide la bourgeoisie.

Dans d'autres pays c'est le même tableau qui s'offre à nous.

Dans la Suisse démocratique tout est prêt pour l'exécution des ouvriers au cas où ils oseraient violer la loi capitaliste. En Amérique, le bagne, la loi du lynch et la chaise électrique apparaissent comme les symboles choisis de la démocratie et de la liberté.

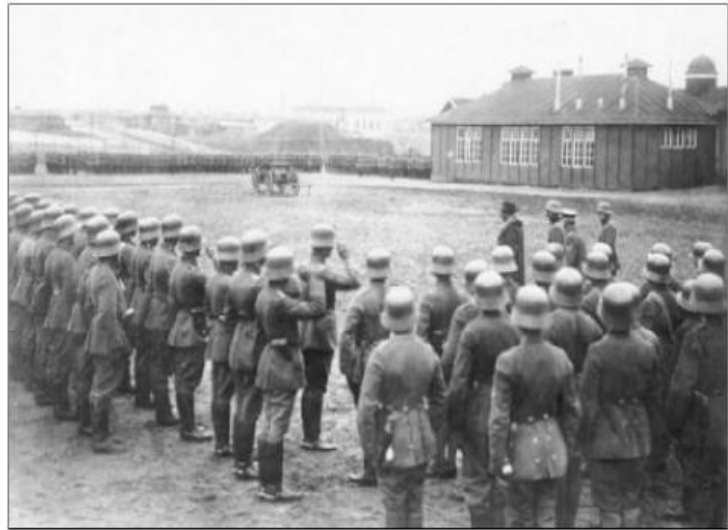
En Hongrie et en Angleterre, en Bohême et en Pologne — partout la même chose. Les assassins bourgeois ne reculent devant aucune infamie. Pour raffermir leur domination ils déchaînent le chauvinisme et organisent par exemple la démocratie bourgeoise ukrainienne, avec le menchevik Petlyura à sa tête ; celle de Pologne avec le social-patriote Pilsudsky et ainsi de suite ; des pogromes immenses contre les juifs qui dépassent de loin ceux qu'organisaient les policiers du Tsar. Et si la racaille polonaise réactionnaire et « socialiste » a assassiné les représentants de la Croix Rouge russe, ce n'est là qu'une goutte d'eau dans la mer de crimes et d'horreurs du cannibalisme bourgeois décadent.

La « Société des Nations » qui, selon les déclarations de ses fondateurs, doit amener la paix, prépare une guerre sanglante contre le prolétariat de tous les pays. Les puissances de l'Entente voulant sauver leur domination, frayant avec des armées de noirs la voie vers une terreur d'une brutalité incroyable.

En maudissant les assassins capitalistes et leurs aides social-démocrates, le premier Congrès de l'Internationale Communiste appelle les ouvriers de tous les pays à rassembler toutes leurs forces pour mettre définitivement fin au système d'assassinat et de rapine en abattant la puissance du régime capitaliste.



Noske, ministre de la guerre du gouvernement SPD avec le général Vullow, le chef de l'armée allemande.



1919, **Noske**, ministre de la guerre du gouvernement SPD, passe en revue les corps francs de la contre-révolution

Premier Congrès, mars 1919.

- 11 -

Discours du camarade Trotsky

(Mars 1919)

[Retour à la table des matières](#)

Le camarade Albert a dit que l'armée rouge est souvent en Allemagne un objet de discussion, et si je l'ai bien compris, elle inquiète aussi MM. Ebert et Scheidemann dans leurs nuits d'insomnie, c'est-à-dire qu'ils craignent l'irruption menaçante de l'Armée rouge en Prusse Orientale. En ce qui concerne l'irruption, le camarade Albert peut bien tranquilliser les maîtres actuels de l'Allemagne : heureusement ou malheureusement — cela dépend du point de vue — nous n'en sommes pas encore là actuellement. En tous cas, en ce qui concerne les invasions qui nous menacent, notre situation est aujourd'hui bien meilleure qu'à l'époque de la paix de Brest-Litovsk. C'est là une chose tout à fait certaine. À cette époque, nous étions encore des enfants quant au développement général du gouvernement soviétique ainsi que de celui de l'Armée rouge. À cette époque, celle-ci s'appelait encore la Garde rouge. Depuis longtemps, cette appellation n'existe plus chez nous. La Garde rouge était composée des premières troupes de partisans, des sections improvisées d'ouvriers révolutionnaires, qui, poussés par leur esprit révolutionnaire, étendirent la Révolution prolétarienne, depuis Pétrograd et Moscou, sur tout le territoire russe. Cette période dura jusqu'à la première rencontre de cette Garde rouge avec les régiments allemands réguliers, où l'on vit clairement que ces groupes improvisés n'étaient pas à même de fournir à la République socialiste révolutionnaire une véritable protection dès qu'il ne s'agissait plus seulement de vaincre la contre-révolution russe, mais de rejeter une armée disciplinée.

Et c'est depuis que commence le revirement dans l'état d'esprit de la classe ouvrière relativement à l'armée, et aussi le changement des méthodes d'organisation de celle-ci. Sous la pression de la situation nous avons procédé à la construction d'une armée bien organisée, ayant une conscience de classe. Car dans notre programme il y a la milice populaire. Mais parler de la milice populaire, de cette revendication politique de la démocratie, dans un pays gouverné par la dictature du prolétariat, est une chose impossible, car l'armée est toujours liée très étroitement au caractère de la puissance qui détient le pouvoir. La guerre, comme disait le vieux Clausewitz, est la continuation de la politique, mais par d'autres moyens. Et l'armée est l'instrument de la guerre et doit correspondre à la politique. Le gouvernement est prolétarien et, dans sa composition sociale, l'armée doit elle aussi correspondre à ce fait.

C'est ainsi que nous avons introduit le cens dans la composition de l'armée. Depuis le mois de mai de l'année dernière, nous sommes passés de l'armée volontaire, de la Garde rouge, à l'armée qui repose sur le service militaire obligatoire, mais nous n'y admettons que les prolétaires, ou les paysans n'exploitant pas de main-d'œuvre extérieure.

Il est impossible de parler sérieusement d'une milice populaire en Russie, lorsqu'on tient compte du fait que nous avons, et que nous avons encore plusieurs armées de classe ennemies sur le territoire de l'ancien empire du tsar. Nous avons même, par exemple, sur le territoire du Don, une armée monarchique, dirigée par des officiers cosaques, composée d'éléments bourgeois et de riches paysans cosaques. Puis nous avons, dans la contrée de la Volga et de l'Oural, l'armée de la Constituante, qui était aussi, selon sa conception, l'armée « populaire », comme on l'appelait. Cette armée s'est dissoute très rapidement. Ces messieurs de la Constituante ont eu le dessous, ils ont quitté le terrain de la démocratie de la Volga et de l'Oural d'une manière tout à fait involontaire et ont cherché chez nous l'hospitalité du gouvernement soviétique. L'amiral Koltchak a simplement mis en état d'arrestation le gouvernement de la Constituante, et l'armée s'est développée en une armée monarchique. Dans un pays qui se trouve en état de guerre civile on ne peut donc construire une armée que sur le principe de la classe. C'est bien ce que nous avons fait — et avec succès d'ailleurs.

La question des chefs militaires a soulevé pour nous de grandes difficultés. Évidemment, le premier souci, c'était d'éduquer des officiers rouges, recrutés dans les rangs de la classe ouvrière et parmi les fils de paysans aisés. Dès le début nous avons procédé à ce travail, et même ici, devant la porte de cette salle, vous pouvez voir bien des « sergents » rouges qui, dans peu de temps, entreront comme officiers rouges dans l'armée soviétique. Nous en avons un assez grand nombre. Je ne veux pas donner de chiffre, car un secret de guerre est toujours un secret de guerre. Le nombre — dis-je — en est assez grand, mais nous ne pouvions pas attendre que les jeunes sergents rouges soient devenus généraux rouges, car l'ennemi ne voulait pas nous laisser un aussi long temps de repos. Pour puiser avec succès dans cette réserve et en prendre bien des hommes capables, nous devions nous adresser aussi aux anciens chefs militaires. Nous n'avons évidemment pas cherché nos officiers dans la couche brillante des gens de cour militaires, mais parmi les éléments plus simples nous avons recruté des forces tout à fait capables, qui nous aident maintenant à combattre leurs anciens collègues. D'une part, de bons et loyaux éléments composant l'ancien corps d'officiers, auxquels nous avons adjoint de bons communistes comme commissaires, et d'autre part, les meilleurs éléments parmi les soldats, les ouvriers, les paysans, pour les postes de commandements inférieurs. De cette manière, nous avons composé un corps d'officiers rouge.

Depuis que la République soviétique existe en Russie, elle a toujours été forcée de faire la guerre et elle l'a faite encore aujourd'hui. Nous avons un front de plus de 8 000 kilomètres. Au sud et au nord, à l'est et à l'ouest, partout, les armes à la main, on nous combat et nous sommes obligés de nous défendre. Et Kautsky nous a même accusés de cultiver le militarisme. Or, je pense que si nous voulons conserver le pouvoir aux ouvriers, nous devons nous défendre sérieusement. Pour nous défendre, nous devons apprendre aux ouvriers à faire usage des armes qu'ils forgent. Nous avons commencé par désarmer la bourgeoisie et à armer les ouvriers. Si c'est là du militarisme, bien, alors nous avons créé notre militarisme socialiste et nous persévérons fermement en nous appuyant sur lui.

À cet égard, notre situation en août dernier était bien mauvaise ; non seulement nous étions encerclés, mais le cercle contournait d'assez près Moscou. Depuis cette époque, nous avons élargi le cercle de plus en plus et, dans les derniers six mois, l'Armée rouge a regagné à l'Union soviétique pas moins de

700 000 kilomètres carrés, avec une population d'environ 42 millions d'habitants, 16 gouvernements avec 16 grandes villes dans lesquelles la classe ouvrière avait et a coutume de mener une âpre lutte. Et aujourd'hui encore, si de Moscou vous tirez sur la carte une ligne dans une direction quelconque en la prolongeant, vous trouverez partout un paysan russe, un ouvrier russe au front qui, dans cette nuit froide, se tient avec son fusil à la frontière de la République soviétique pour la défendre.

Et je puis vous assurer que les ouvriers communistes qui forment vraiment le noyau de cette armée se conduisent non seulement comme l'armée de protection de la République socialiste russe, mais aussi comme l'Armée rouge de la 3^e Internationale. Et si nous avons aujourd'hui la possibilité de donner l'hospitalité à cette conférence communiste pour remercier pour une fois nos frères de l'Europe occidentale de l'hospitalité qu'ils nous ont donnée pendant des dizaines d'années, nous le devons de notre côté aux efforts et aux sacrifices de l'Armée rouge, dans laquelle les meilleurs camarades de la classe ouvrière communiste agissent comme simples soldats, comme officiers rouges ou comme commissaires, c'est-à-dire comme les représentants directs de notre parti, du gouvernement soviétique, et qui, dans chaque régiment, dans chaque division, donnent le ton politique et moral, c'est-à-dire qui enseignent par leur exemple aux soldats rouges comment on lutte et on meurt pour le socialisme. Chez ces hommes, ce ne sont pas des paroles creuses, car elles sont suivies d'actes, et dans cette lutte nous avons perdu des centaines et des milliers des meilleurs ouvriers socialistes. Je pense qu'ils ne sont pas seulement tombés pour la République soviétique, mais aussi pour la 3^e Internationale.

Et si aujourd'hui nous ne pensons même pas à envahir la Prusse Orientale — au contraire, nous serions tout à fait heureux si MM. Ebert et Scheidemann nous laissaient en paix — il est cependant exact que, lorsque viendra le moment où les frères d'Occident nous appelleront à leur secours, nous répondrons :

« Nous voici. Pendant ce temps nous avons appris le maniement des armes, nous sommes prêts à lutter et à mourir pour la cause de la Révolution mondiale ! »

Premier Congrès, mars 1919.

- 12 -

Discours de clôture de Lénine

(7 mars 1919)

[Retour à la table des matières](#)

Ainsi, nous avons terminé notre travail.

Si nous avons pu nous réunir malgré toutes les difficultés et les répressions policières, si nous avons réussi, sans divergences essentielles, à prendre, en un court espace de temps, des décisions importantes sur toutes les questions brûlantes de l'époque révolutionnaire actuelle, c'est parce que les masses prolétariennes du monde entier ont mis toutes ces questions pratiquement à l'ordre du jour par leurs actes et ont commencé à les résoudre en fait.

Nous n'avons eu à résumer ici que ce que les masses ont déjà réussi à conquérir dans leur lutte révolutionnaire.

Le mouvement en faveur des Soviets s'étend toujours plus loin, non seulement dans les pays de l'Europe Orientale mais aussi dans ceux de l'Europe Occidentale, non seulement dans les pays vaincus mais aussi dans les pays victorieux comme l'Angleterre par exemple ; et ce mouvement n'est rien moins qu'un mouvement ayant pour but la création d'une nouvelle démocratie prolétarienne ; il est le progrès le plus considérable vers la dictature du prolétariat, vers la victoire complète du communisme.

Que la bourgeoisie du monde entier continue à sévir, qu'elle pourchasse, emprisonne et même assassine spartakistes et bolcheviks, cela ne lui servira de rien. Cela ne pourra qu'éclairer les masses et les déterminer à s'affranchir de leurs vieux préjugés bourgeois démocratiques et à se retremper dans la lutte. La victoire de la révolution prolétarienne est assurée dans le monde entier : la constitution de la République Soviétique Internationale est en marche.

Premier Congrès, mars 1919.

- 13 -

**Manifeste
de l'Internationale Communiste.
Aux prolétaires du monde entier !
(Mars 1919)**

[Retour à la table des matières](#)

Il y a soixante-douze ans, le parti communiste présenta au monde son programme sous forme d'un manifeste écrit par les plus grands annonceurs et théoriciens de la Révolution prolétarienne, Karl Marx et Friedrich Engels. À cette époque déjà, le communisme, à peine entré dans sa lutte, était accablé sous les poursuites, les mensonges, la haine et les persécutions des classes possédantes qui devinaient justement en lui leur ennemi mortel. Pendant ces trois quarts de siècle, le développement du communisme a suivi des voies complexes, connaissant tour à tour les tempêtes de l'enthousiasme et les périodes de découragement, les succès et les durs échecs. Mais au fond le mouvement suivit la route tracée par le Manifeste du Parti communiste. L'heure de la lutte finale et décisive est arrivée plus tard que ne l'escomptaient et ne l'espéraient les apôtres de la Révolution sociale. Mais elle est arrivée. Nous, communistes, représentants du prolétariat révolutionnaire des différents pays d'Europe, d'Amérique et d'Asie, rassemblés à Moscou, capitale de la Russie soviétique, nous nous sentons les héritiers et les continuateurs de l'œuvre dont le programme a été annoncé il y a soixante-douze ans.

Notre tâche est de généraliser l'expérience révolutionnaire de la classe ouvrière, de débarrasser le mouvement des scories nocives de l'opportunisme et du social-patriotisme, d'unir les forces de tous les partis vraiment révolutionnaires du prolétariat mondial et par là même de faciliter et de hâter la victoire de la Révolution communiste dans le monde entier.

Aujourd'hui que l'Europe est couverte de débris et de ruines fumantes, les plus coupables des incendiaires prétendent rechercher les responsables de la guerre. Ils sont suivis de leurs laquais, professeurs, parlementaires, journalistes, social-patriotes et autres soutiens politiques de la bourgeoisie.

Durant nombre d'années, le socialisme a prédit l'inéluctabilité de la guerre impérialiste ; il en a identifié les causes dans la rapacité insatiable des classes possédantes des deux concurrents principaux et en général de tous les pays capitalistes. Deux ans avant l'explosion, au congrès de Bâle, les chefs socialistes responsables de tous les pays dénonçaient l'impérialisme comme le fauteur de la guerre future. Ils menaçaient la bourgeoisie de déchaîner sur sa tête la Révolution sociale, vengeance du prolétariat contre les crimes du capitalisme.

Maintenant, après une expérience de cinq ans, alors que l'histoire, a dévoilé les appétits rapaces de l'Allemagne, et les agissements non moins criminels des Alliés, les socialistes officiels des pays de l'Entente, à la suite de leurs gouvernements, ne cessent de dénoncer dans le kaiser allemand déchu le grand coupable de la guerre. Bien plus, dans leur abjecte servilité, les social-patriotes allemands, qui, en août 1914, faisaient du livre blanc diplomatique du Hohenzollern l'évangile sacré des nations, accusent maintenant à leur tour cette monarchie allemande abattue, dont ils furent les fidèles serviteurs, d'être la cause principale de la guerre. Ils espèrent ainsi à la fois oublier le rôle qu'ils ont joué et gagner l'indulgence des vainqueurs. Mais à côté du rôle joué par les dynasties déchues des Romanov, des Hohenzollern, des Habsbourg et des cliques capitalistes de leurs pays, le rôle des classes dirigeantes de France, d'Angleterre, d'Italie et des États-Unis apparaît dans toute son ampleur criminelle à la lumière des événements accomplis et des révélations diplomatiques.

Jusqu'à l'explosion même de la guerre, la diplomatie anglaise ne leva point son masque mystérieux. Le gouvernement de la City craignait que s'il déclarait ouvertement son dessein de participer à la guerre aux côtés de l'Entente, le gouvernement de Berlin ne reculât et qu'il n'y eût pas de guerre. C'est pourquoi l'on se conduisit de façon à faire espérer d'une part, à Berlin et à Vienne, la neutralité de l'Angleterre et à permettre, d'autre part, à Paris et à Pétrograd de compter fermement sur l'intervention.

Préparée par la marche de l'histoire pendant plusieurs dizaines d'années, la guerre fut déchaînée par une provocation directe et consciente de la Grande-Bretagne. Le gouvernement de ce pays avait fait le calcul de soutenir la Russie et la France exclusivement dans la mesure nécessaire pour les épuiser en épuisant l'Allemagne, son ennemie mortelle. Mais la puissance du système militaire allemand apparut trop dangereuse et imposa une intervention non plus apparente mais réelle de l'Angleterre.

Le rôle de spectateur souriant, auquel la Grande-Bretagne prétendait par tradition, revint aux États-Unis. Le gouvernement de Wilson accepta d'autant plus facilement le blocus anglais, qui diminuait les possibilités de spéculation de la Bourse américaine sur le sang européen, que les puissances de l'Entente dédommagèrent, par de gros bénéfices, la bourgeoisie américaine de cette violation du « droit international ». Cependant l'énorme supériorité militaire de l'Allemagne obligea à son tour le gouvernement de Washington à sortir de l'état de neutralité fictive à l'égard de l'Europe. Les États-Unis se chargèrent de la mission que l'Angleterre avait remplie dans les guerres passées et qu'elle avait essayé de remplir dans la dernière guerre, par rapport au continent : affaiblir un des camps en se servant de l'autre, et ne se mêler des opérations militaires que dans la mesure indispensable pour s'assurer tous les avantages de la situation. La mise du joueur américain n'était pas grande, mais il fut le dernier et par là lui assurait le gain.

Les contradictions du régime capitaliste se traduisirent, dans le cours de la guerre, sous forme de souffrances inhumaines : la faim, le froid, les épidémies, la barbarie. Ainsi, la vieille querelle académique des socialistes sur la théorie de la paupérisation et du passage progressif du capitalisme au socialisme a été tranchée définitivement. Les statisticiens et les pontifes de la théorie de l'aplanissement des contradictions avaient, pendant des dizaines d'années, recherché dans tous les coins du monde des faits réels ou imaginaires pour prouver l'amélioration de certains groupes ou catégories de la classe ouvrière. La théorie de la paupérisation des masses était regardée comme enterrée sous les

sifflets méprisants des eunuques occupant les tribunes universitaires de la bourgeoisie et des bonzes de l'opportunisme socialiste. Aujourd'hui, ce n'est pas seulement la paupérisation sociale, mais un appauvrissement physiologique, biologique, qui se présente à nous dans toute sa réalité hideuse.

La catastrophe de la guerre impérialiste a balayé toutes les conquêtes des batailles syndicalistes et parlementaires. Et, pourtant, cette guerre est tout autant née des tendances internes du capitalisme que les marchandages économiques ou les compromis parlementaires antérieurs qu'elle a enterrés dans le sang et dans la boue.

Le capital financier, après avoir précipité l'humanité dans l'abîme de la guerre, a subi lui-même durant cette guerre une modification catastrophique. L'état de dépendance dans lequel était placé le papier-monnaie vis-à-vis du fondement matériel de la production, a été définitivement rompu. Perdant de plus en plus sa valeur de moyen et de régulateur de l'échange des marchandises en régime capitaliste. Le papier-monnaie s'est transformé en instrument de réquisition, de conquête et en général d'oppression militaire et économique. La dépréciation totale des billets de banque manifeste la crise mortelle générale qui affecte la circulation des marchandises dans le régime capitaliste. Si, plusieurs dizaines d'années avant la guerre, la libre concurrence, comme régulateur de la production et de la répartition, a été remplacée dans les branches principales de l'économie par le système des trusts et des monopoles le cours même de la guerre a arraché le rôle régulateur et directeur aux groupements économiques pour le transmettre directement au pouvoir militaire et gouvernemental. La répartition des matières premières, l'exploitation du pétrole de Bakou ou de Roumanie, du charbon du Donetz, du blé d'Ukraine, l'utilisation des locomotives, des wagons et des automobiles d'Allemagne, l'approvisionnement en pain et en viande de l'Europe affamée, toutes ces questions fondamentales de la vie économique du monde ne sont plus réglées par la libre concurrence, ni même par des combinaisons de trusts ou de consortiums nationaux et internationaux. Elles relèvent de l'intervention directe de la tyrannie militaire qui veut perpétuer sa domination. Si l'absolue sujétion du pouvoir politique au capital financier a conduit l'humanité à la boucherie impérialiste, cette boucherie a permis au capital financier non seulement de militariser jusqu'au bout l'État, mais de se militariser lui-même, de sorte qu'il ne peut plus remplir ses fonctions économiques essentielles que par le fer et par le sang.

Les opportunistes qui, avant la guerre, incitaient les travailleurs à modérer leurs revendications sous prétexte de passage progressif au socialisme et qui, pendant la guerre, les ont obligés à renoncer à la lutte de classes au nom de l'union sacrée et de la défense nationale, exigent maintenant du prolétariat un nouveau sacrifice pour prétendument surmonter les conséquences effroyables de la guerre. Si de tels prêches pouvaient influencer les masses ouvrières, le développement capitaliste se poursuivrait en sacrifiant de nombreuses générations, avec des formes encore plus concentrées et plus monstrueuses, avec la perspective fatale d'une nouvelle guerre mondiale. Par bonheur pour l'humanité, cela n'est plus possible.

L'étatisation de la vie économique, contre laquelle protestait tant le libéralisme capitaliste, est un fait accompli. Revenir, non point à la libre concurrence, mais ne serait-ce qu'à la domination des trusts, syndicats et autres pieuvres capitalistes, est désormais impossible. La question est uniquement de

savoir quel sera désormais celui qui prendra la production étatisée : l'État impérialiste ou l'État du prolétariat victorieux ?

En d'autres termes, l'humanité travailleuse tout entière deviendra-t-elle l'esclave tributaire d'une clique mondiale triomphante qui, sous l'enseigne de la Société des nations, au moyen d'une armée « internationale » et d'une flotte « internationale » pillera et étranglera les uns, entretiendra les autres, mais, toujours et partout, enchaînera le prolétariat, dans le but unique de maintenir sa propre domination ? Ou bien la classe ouvrière d'Europe et des pays les plus avancés du reste du monde s'emparera-t-elle de la vie économique, même désorganisée et détruite, afin d'assurer sa reconstruction sur des bases socialistes ?

Abréger l'époque de crise que nous traversons requiert les méthodes de la dictature du prolétariat qui ne regarde pas le passé, qui ne respecte ni les privilèges héréditaires ni le droit de propriété. Ne considérant que la nécessité de sauver les masses affamées, elle mobilise pour cela tous les moyens et toutes les forces, décrète pour tout le monde l'obligation du travail, institue le régime de la discipline ouvrière, afin de ne pas seulement guérir, en quelques années, les plaies béantes faites par la guerre, mais encore d'élever l'humanité à des sommets nouveaux et insoupçonnés.

* * *

L'État national, après avoir donné une impulsion vigoureuse au développement capitaliste, est devenu trop étroit pour l'expansion des forces productives. Ce phénomène a rendu plus intenable la situation des petits États encastrés au milieu des grandes puissances de l'Europe et d'ailleurs. Ces petits États, nés à différentes époques de la fragmentation de plus grands, comme la menue monnaie destinée à payer divers tributs, comme des tampons stratégiques, possèdent leurs dynasties, leurs castes dirigeantes, leurs prétentions impérialistes, leurs filouteries diplomatiques. Leur indépendance illusoire a reposé, jusqu'à la guerre, comme tout l'équilibre européen, sur l'antagonisme des deux camps impérialistes. La guerre a détruit cet équilibre. En donnant d'abord un immense avantage à l'Allemagne, la guerre a obligé les petits États à chercher leur salut dans la magnanimité du militarisme allemand. Une fois l'Allemagne vaincue, la bourgeoisie des petits États, de concert avec leurs « socialistes » patriotes, s'est retournée pour saluer l'impérialisme triomphant de l'Entente et s'est employée à rechercher les garanties du maintien de son existence indépendante dans le programme de Wilson. En même temps, le nombre des petits États s'est accru : de la monarchie austro-hongroise, de l'empire des tsars se sont détachés de nouveaux États qui, aussitôt nés, se saisissent déjà les uns les autres à la gorge pour des questions de frontière. Les impérialistes de l'Entente, pendant ce temps, préparent des combinaisons de petits pays, anciens ou nouveaux, afin de les enchaîner par une haine mutuelle et une faiblesse générale.

Écrasant et violentant les peuples petits et faibles, les condamnant à la famine et à l'humiliation, les impérialistes de l'entente, comme auparavant les impérialistes des empires centraux, ne cessent de parler du droit des peuples, droits qu'ils foulent aux pieds en Europe et dans le monde entier.

Seule la révolution prolétarienne peut garantir aux petits peuples une existence libre, car elle libérera les forces productives de tous les pays des tenailles serrées par les États nationaux, en unissant les

peuples dans une étroite collaboration économique, conformément à un plan économique commun. Seule elle donnera aux peuples les plus faibles et les moins nombreux la possibilité d'administrer, avec une liberté et une indépendance absolues, leur culture nationale sans porter le moindre dommage à la vie économique unifiée et centralisée de l'Europe et du monde entier.

La dernière guerre, qui a été dans une large mesure une guerre pour la conquête des colonies, fut en même temps une guerre faite avec l'aide des colonies. Dans des proportions jusqu'alors inconnues, les peuples coloniaux ont été entraînés dans la guerre européenne. Les Indiens, les Noirs, les Arabes, les Malgaches se sont battus en Europe. Au nom de quoi ? Pour demeurer plus longtemps esclaves de l'Angleterre et de la France. Jamais la domination capitaliste dans les colonies n'avait été aussi cynique; jamais le problème de l'esclavage colonial n'a été posé avec une pareille acuité.

De là une série de révoltes ou de mouvements révolutionnaires dans toutes les colonies. En Europe même, l'Irlande a rappelé par de sanglants combats de rues qu'elle était encore et qu'elle avait conscience d'être un pays asservi. À Madagascar, au Vietnam, en d'autres lieux, les troupes de la république bourgeoise ont eu plus d'une fois, au cours de la guerre, à mater des insurrections d'esclaves coloniaux. Dans l'Inde, le mouvement révolutionnaire n'a pas cessé un seul jour. Il a abouti en ces derniers temps à des grèves ouvrières grandioses, auxquelles le gouvernement britannique a répondu en faisant intervenir à Bombay des blindées.

Ainsi la question coloniale est posée dans toute son ampleur non seulement sur le tapis vert du congrès des diplomates à Paris, mais dans les colonies mêmes. Le programme de Wilson a pour but, dans l'interprétation la plus favorable, de changer l'étiquette de l'esclavage colonial. L'affranchissement des colonies n'est concevable que s'il s'accomplit en même temps que celui de la classe ouvrière des métropoles. Les ouvriers et les paysans non seulement du Vietnam, d'Algérie ou du Bengale, mais encore de Perse et d'Arménie, ne pourront jouir d'une existence indépendante que le jour où les ouvriers d'Angleterre et de France, après avoir renversé Lloyd George et Clemenceau, prendront entre leurs mains le pouvoir gouvernemental. Dès à présent, dans les colonies les plus développées, la lutte n'est plus engagée seulement sous le seul étendard de l'affranchissement national, elle prend de suite un caractère social plus ou moins nettement accusé. Si l'Europe capitaliste a entraîné malgré elles les parties les plus arriérées du monde dans le tourbillon des relations capitalistes, l'Europe socialiste à son tour viendra secourir les colonies libérées avec sa technique, son organisation, son influence morale, afin de hâter leur passage à la vie économique régulièrement organisée par le socialisme.

Esclaves coloniaux d'Afrique et d'Asie : l'heure de la dictature prolétarienne en Europe sonnera pour vous comme l'heure de votre délivrance.

* * *

Le monde bourgeois tout entier accuse les communistes d'anéantir la liberté et la démocratie politique. Cela est faux. En prenant le pouvoir, le prolétariat ne fait que manifester la complète impossibilité d'appliquer les méthodes de la démocratie bourgeoise et créer les conditions et les formes d'une démocratie ouvrière nouvelle, et plus élevée. Tout le cours du développement capitaliste, en particulier dans la dernière époque impérialiste, a sapé les bases de la démocratie politique, non seulement en

divisant les nations en deux classes ennemies irréconciliables, mais encore en condamnant au dépérissement économique et à l'impuissance politique de multiples couches de la petite bourgeoisie et du prolétariat au même titre que les éléments les plus déshérités de ce même prolétariat.

Dans les pays où le développement historique l'a permis, la classe ouvrière a utilisé le régime de la démocratie politique pour son organisation contre le capital. Il en sera de même à l'avenir dans les pays où ne sont pas encore réalisées les conditions préliminaires d'une révolution prolétarienne. Mais les masses de la population intermédiaire, non seulement dans les campagnes mais encore dans les villes, sont maintenues par le capitalisme loin en arrière, en retard de plusieurs époques sur le développement historique.

Le paysan de Bavière ou de Bade, dont la vision ne dépasse pas le clocher de son village, le petit vigneron français ruiné par la falsification des vins des gros négociants, le petit fermier américain exploité et trompé par les banquiers et les parlementaires, toutes ces couches sociales, rejetées par le capitalisme loin de la grande voie du développement historique, sont conviées sur le papier par le régime de la démocratie politique à participer au gouvernement de l'État. En réalité, dans les questions fondamentales dont dépend la destinée des nations, c'est l'oligarchie financière qui décide dans les coulisses de la démocratie parlementaire. Il en fut ainsi naguère dans la question de la guerre. Il en est ainsi maintenant dans la question de la paix.

Dans la mesure où l'oligarchie financière se donne encore la peine de faire sanctionner ses actes de tyrannie par des votes parlementaires, l'État bourgeois se sert, pour atteindre les résultats désirés, de toutes les armes du mensonge, de la démagogie, de la persécution, de la calomnie, de la corruption, de la terreur, que les siècles passés de domination ont mises à sa disposition et qu'ont multipliées les prodiges de la technique capitaliste.

Exiger du prolétariat que dans sa dernière lutte à mort contre le capital il observe pieusement les principes de la démocratie politique, cela équivaldrait à exiger d'un homme qui défend son existence et sa vie contre des brigands qu'il observe les règles artificielles et conventionnelles de la boxe française, instituées par son ennemi et que son ennemi ne s'en serve pas.

Dans le domaine de la dévastation, où non seulement les moyens de production et de transport, mais encore les institutions de la démocratie politique ne sont plus qu'un amas de débris ensanglantés, le prolétariat est obligé de créer un appareil à lui, qui serve avant tout à conserver la cohésion interne de la classe ouvrière elle-même et qui lui donne la faculté d'intervenir manière révolutionnaire dans le développement ultérieur de l'humanité. Cet appareil, ce sont les Soviets.

Les vieux partis, les anciennes organisations syndicales se sont révélés, en la personne de leurs chefs, incapables de comprendre les problèmes posés par l'époque nouvelle, à plus forte raison de les résoudre. Le prolétariat a créé un nouveau type d'organisation large, englobant les masses ouvrières indépendamment de la profession et du degré de développement politique, un appareil souple, capable d'un perpétuel renouvellement, d'un perpétuel élargissement, pouvant entraîner dans son orbite des catégories nouvelles et embrasser les couches des travailleurs voisins du prolétariat, tant de la ville que de la campagne. Cette organisation irremplaçable de la classe ouvrière se gouvernant elle-même,

luttant pour le pouvoir politique et le conquérant, a été mise dans différents pays à l'épreuve de l'expérience ; elle constitue la conquête et l'arme la plus puissante du prolétariat de notre époque.

Dans tous les pays où les masses travailleuses ont été éveillées à la conscience, se forment et se formeront des conseils de députés ouvriers, soldats et paysans. Fortifier les soviets, élever leur autorité, les opposer à l'appareil d'État de la bourgeoisie, voilà quel est maintenant la tâche essentielle des ouvriers conscients et honnêtes de tous les pays.

Par le moyen des conseils, la classe ouvrière peut échapper à la dissolution qui la menace à cause des souffrances infernales de la guerre, de la famine, de la tyrannie des riches et de la trahison de ses anciens chefs. Par le moyen des conseils, la classe ouvrière, peut parvenir au pouvoir plus sûrement et plus facilement quand ils rassemblent la majorité des travailleurs. Par le moyen des soviets, la classe ouvrière, une fois parvenue au pouvoir, gouvernera tous les domaines de la vie économique et culturelle du pays, comme cela se passe déjà en Russie.

La débâcle de l'État impérialiste, depuis ses formes tsaristes jusqu'aux plus démocratiques, va de pair avec la débâcle du système militaire impérialiste. Les armées de plusieurs millions d'hommes mobilisés par l'impérialisme n'ont pu tenir qu'aussi longtemps que le prolétariat acceptait le joug de la bourgeoisie. La décomposition de l'unité nationale entraîne inévitablement la décomposition de l'armée. C'est ce qui arriva d'abord en Russie, puis en Allemagne et en Autriche-Hongrie. C'est ce qui est à prévoir dans les autres pays impérialistes. La révolte du paysan contre le propriétaire, de l'ouvrier contre le capitaliste, de tous les deux contre la bureaucratie monarchiste ou « démocratique » conduit à la révolte des soldats contre les officiers, ensuite à une profonde rupture entre les éléments prolétariens et les éléments bourgeois au sein de l'armée. La guerre impérialiste opposant les nations aux nations se change de plus en plus en guerre civile opposant une classe à une autre.

Les vociférations du monde bourgeois envers la guerre civile et la terreur rouge constituent la plus monstrueuse hypocrisie qu'ai jamais enregistrée l'histoire des luttes politiques. Il n'y aurait pas de guerre civile si les coteries d'exploiteurs qui ont conduit l'humanité au bord de l'abîme ne s'opposaient pas à tout progrès des travailleurs, n'organisaient pas des complots et des meurtres et ne sollicitaient pas le secours armé de l'étranger pour conserver ou restaurer leurs privilèges usurpés.

La guerre civile est imposée à la classe ouvrière par ses ennemis mortels. Si elle ne veut pas se suicider et renoncer à son avenir qui garantit celui de toute l'humanité, la classe ouvrière doit répondre par coup pour coup. Les partis communistes ne suscitent jamais artificiellement la guerre civile, ils s'efforcent d'en abrégier autant que possible la durée toutes les fois qu'elle surgit comme une nécessité inéluctable, de réduire au minimum le nombre des victimes, mais, par-dessus, tout d'assurer le triomphe du prolétariat. De là, découle la nécessité de désarmer à temps la bourgeoisie, d'armer les travailleurs, de former une armée communiste pour défendre le pouvoir du prolétariat et l'inviolabilité de sa construction socialiste. Telle est l'armée rouge de la Russie soviétique qui a surgi et qui s'élève comme le rempart des conquêtes de la classe ouvrière contre toutes les attaques du dedans et du dehors. L'armée soviétique est inséparable de l'État soviétique.

La guerre civile est imposée à la classe ouvrière par ses ennemis mortels. Si elle ne veut pas se suicider et renoncer à son avenir qui est l'avenir de toute l'humanité, la classe ouvrière ne peut pas éviter de répondre par des coups, aux coups de ses agresseurs. Les partis communistes ne suscitent jamais artificiellement la guerre civile, ils s'efforcent d'en diminuer autant que possible la durée toutes les fois qu'elle surgit comme une nécessité inéluctable, de réduire au minimum le nombre des victimes, mais par-dessus tout d'assurer le triomphe du prolétariat. De là découle la nécessité de désarmer à temps la bourgeoisie, d'armer les ouvriers, de créer une armée communiste pour défendre le pouvoir du prolétariat et l'inviolabilité de sa construction socialiste. Telle est l'armée rouge de la Russie soviétique qui a surgi et qui s'élève comme le rempart des conquêtes de la classe ouvrière contre toutes les attaques du dedans et du dehors, Une armée soviétique est inséparable d'un État soviétique.

Conscients du caractère universel de leur cause, les ouvriers les plus avancés ont tendu, dès les premiers pas du mouvement socialiste organisé, vers une union internationale de ce mouvement. Les bases en furent posées en 1864 à Londres, par la première Internationale. La guerre franco-allemande, dont est née l'Allemagne des Hohenzollern, faucha la première Internationale et en même temps impulsa la construction des premiers partis ouvriers nationaux.

Dès 1889, ces partis se réunissaient en Congrès à Paris et créaient l'organisation de la 2^e Internationale. Mais le centre de gravité du mouvement ouvrier était placé entièrement à cette époque sur le terrain national dans le cadre des États nationaux, sur la base de l'industrie nationale, dans le domaine du parlementarisme national. Plusieurs dizaines d'années de travail, d'organisation et de réformes ont créé une génération de chefs dont la majorité acceptaient en paroles le programme de la révolution sociale, mais y ont renoncé en fait, et se sont enfoncés dans le réformisme, dans une adaptation servile à la domination bourgeoise. Le caractère opportuniste des partis dirigeants de la 2^e Internationale s'est clairement révélé et a conduit au plus immense krach de l'histoire mondiale au moment précis où le cours des événements historiques réclamait des partis de la classe ouvrière des méthodes révolutionnaires de lutte. Si la guerre de 1870 porta un coup à la Première Internationale en découvrant que derrière son programme social et révolutionnaire il n'y avait encore aucune force organisée des masses, la guerre de 1914 a tué la Deuxième Internationale en montrant qu'au-dessus des organisations puissantes des masses ouvrières se tiennent des partis devenus les instruments dociles de la domination bourgeoise.

Ces remarques ne s'appliquent pas seulement aux social-patriotes qui sont passés nettement et ouvertement dans le camp de la bourgeoisie, qui sont devenus ses délégués préférés et ses agents de confiance, les bourreaux les plus sûrs de la classe ouvrière ; elles s'appliquent encore à la tendance centriste, indéterminée et inconstants, qui tente de restaurer la 2^e Internationale, c'est-à-dire de perpétuer l'étroitesse de vues, l'opportunisme, l'impuissance révolutionnaire de ses cercles dirigeants.

Le Parti indépendant (USPD) en Allemagne, la majorité actuelle du Parti socialiste (PS-SFIO) en France, le Parti ouvrier indépendant (ILO) de Grande-Bretagne et tous les autres groupements semblables essayent en fait de prendre la place qu'occupaient avant la guerre les anciens partis officiels de la 2^e Internationale. Ils se présentent, comme autrefois, avec des idées de compromis et d'unité, paralysant ainsi l'énergie du prolétariat, prolongeant la crise et multipliant par-là les malheurs de

l'Europe. La lutte contre le centre socialiste est la conclusion indispensable du succès de la lutte contre l'impérialisme.

Rejetant loin de nous toutes les demi-mesures, les mensonges et la paresse des partis socialistes officiels caducs, nous, communistes, unis dans la 3e Internationale, nous nous reconnaissons les continuateurs directs des efforts et du martyre héroïque acceptés par une longue série de générations révolutionnaires, depuis Babeuf jusqu'à Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg.

Si la première Internationale a prévu le développement à venir et a préparé les voies, si la deuxième Internationale a rassemblé et organisé des millions de prolétaires, la troisième Internationale est l'Internationale de l'action des masses, l'internationale de la réalisation révolutionnaire.

La critique socialiste a suffisamment flagellé l'ordre bourgeois. La tâche du parti communiste international est de renverser cet ordre des choses et d'édifier à sa place le régime socialiste. Nous demandons aux ouvriers et ouvrières de tous les pays de s'unir sous l'étendard du communisme qui est déjà le drapeau des premières grandes victoires prolétariennes de tous les pays. Dans la lutte contre la barbarie impérialiste, contre la monarchie et les classes privilégiées, contre l'État bourgeois et la propriété bourgeoise, contre tous les aspects et toutes les formes de l'oppression des classes ou des nations, unissez-vous !

Sous le drapeau des Soviets ouvriers, de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir et la dictature du prolétariat,

Sous le drapeau de la 3^e Internationale,

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

INDEX

Adler, Victor (1852-1918) : fondateur du SDAP en 1888, dirigeant de l'IO, patriote en 1914, ministre du gouvernement provisoire de l'Autriche en 1918,

Balabanov, Angelica (1877-1963) : cadre du PSI, membre du CSI de la Conférence de Zimmerwald, rejoint le POSDR-B en 1917, quitte la Russie en 1922, retourne au PSI,

Bordiga, Amedeo (1899-1970) : cadre du PSI, fondateur du PCI, s'oppose à toute participation aux élections, refuse le front unique ouvrier contre le fascisme, résiste au « socialisme dans un seul pays », éliminé de la direction du PCI au profit de Togliatti, emprisonné, cesse toute activité de 1930 à 1943, fonde le Parti communiste international en 1952,

Boukharine, Nikolai (1888-1938) : participe à la révolution russe de 1905, adhère au POSDR-B en 1906, s'oppose à Lénine pendant la guerre sur les alliances de classe (*contre tout bloc avec la petite bourgeoisie*), sur la question nationale (*il partage les vues de Luxemburg et Radek*) et sur l'État (*il défend la nécessité de détruire l'État bourgeois, position à laquelle se ralliera Lénine en 1917*),

il rédige en 1915 une étude sur l'impérialisme, appuie Lénine en avril 1917, s'oppose à l'insurrection en septembre, s'y rallie en octobre et la mène à Moscou, dirige l'opposition « communiste de gauche » hostile aux négociations avec l'Allemagne en 1918, partisan de la NEP en 1921, s'allie avec Staline en 1923 contre l'OG, soutient Staline contre l'Opposition unifiée, devient président de l'IC en 1926, s'oppose à Staline en 1928, est évincé de l'IC en 1929, capitule en 1929, est arrêté et exécuté en 1938,

BSP : British Socialist Party, sa majorité opte pour le pacifisme en 1911, une minorité chauvine conduite par Hyndman scissionne, en 1915, participe à la formation du CPGB en 1920.

Eberlein, Hugo (1887-1944) : adhère au SPD en 1906, s'oppose à la guerre, GI et SB, seul délégué du KPD à avoir pu joindre la conférence internationale de Moscou de mars 1919, arrêté en URSS en 1937, torturé et exécuté en 1941,

GI : Groupe L'Internationale, fraction du SPD fondée en avril 1915 par Luxemburg, Liebknecht, Zetkin, Mehring, devient SB en mars 1916,

Grimm, Robert (1881-1958) : dirigeant du PSS, organisateur de la conférence de Zimmerwald, pacifiste et partisan du retour à l'IO d'avant 1914, fondateur de l'UPSAI, entre au gouvernement de Berne en 1938, puis au gouvernement confédéral suisse,

GZ : Gauche de Zimmerwald, regroupe le POSDR-B de Russie, la SDKP-ZK de Pologne, le RSV des Pays-Bas, une fraction du PSS de Suisse, une fraction du SAP de Suède, deux groupes d'Allemagne (SI de Berlin, Radicaux de Brême) ...

IKD : Communistes internationalistes d'Allemagne par fusion en août 1917 des groupes de la GZ de Berlin, Brême, Hambourg...; fusionnent avec la SB pour fonder le KPD en décembre 1918

IO : Internationale ouvrière ou Internationale socialiste (2^e Internationale, « Internationale jaune »), reconstituée à Berne en février 1919,

Jogiches, Leo (1867-1919) : fondateur du SDKP, militant du SPD, fondateur du GI, de la SB et du KPD, assassiné en mars 1919 par les « corps francs » du gouvernement SPD,

Kautsky, Karl (1854-1938) : collaborateur d'Engels ; dirigeant du SPD, théoricien de l'IO, incarnation du « centre » à partir de 1910, pacifiste en 1914, fondateur avec Haase de l'USPD, condamne l'insurrection d'octobre en Russie, retourne au SPD en 1922,

KPRP : Parti communiste ouvrier de Pologne,

Lénine, Vladimir (1870-1924) : reconstruit avec Martov le POSDR à partir du journal *Iskra* de 1900 à 1903, dont la stratégie pour la Russie est une révolution démocratique réalisée par le prolétariat et la paysannerie ; dirige la majorité du POSDR (« bolcheviks ») lors de la scission de 1903 ; membre du BSI de l'IO de 1908 à 1911 ; participe à la révolution de 1905 en Russie ; oriente le POSDR-B vers le défaitisme et la rupture définitive avec les sociaux-patriotes dès 1914 ; fonde la GZ avec Radek et Zinoviev en 1915 ; élabore une théorie de l'impérialisme pour expliquer la guerre, la trahison de la 2^e Internationale et l'aspiration nationale montante des peuples opprimés ; de retour d'exil en 1917, affirme que la révolution russe est le début de la révolution socialiste mondiale, réoriente le POSDR-B vers la rupture avec le gouvernement provisoire et le pouvoir aux soviets (« thèses d'avril »), impulse l'insurrection d'octobre ; victime d'un attentat du PSR en 1918, participe aux trois premiers congrès de l'IC, rompt avec Staline en janvier 1923,

Liebkecht, Karl (1871-1919) : refuse de voter les crédits de guerre en décembre 1914, animateur du GI du SPD en 1915, emprisonné en 1916, fondateur du KPD, assassiné par les « corps francs » du gouvernement SPD en janvier 1919,

Loriot, Fernand (1870-1932) : secrétaire de la Fédération de l'enseignement, s'oppose à l'Union sacrée en 1915, anime le Comité pour la 3^e Internationale dans le PS-SFIO, emprisonné, fondateur du PCF, opposant à la « bolchevisation » en 1925, quitte le PCF en 1926, régresse comme Monatte dans le « syndicalisme révolutionnaire »,

LP : Parti travailliste de Grande-Bretagne,

Luxemburg, Rosa (1871-1919) : fondatrice du SDKP, s'installe en Allemagne, combat en 1898 le révisionnisme de Bernstein au sein du SPD, s'oppose en 1899 (avec Guesde et contre Jaurès) à la participation de ministres socialistes à des gouvernements bourgeois, membre du BSI de l'IO de 1903 à 1914, participe à la révolution russe et polonaise de 1905.

S'oppose de plus en plus à Bebel et même à Kautsky à partir de 1910, élabore une analyse de l'impérialisme en 1913, regroupe en 1915 une aile internationaliste au sein du SPD : le GI (qui deviendra la SB au sein de l'USPD), elle est emprisonnée, participe à la révolution allemande de 1918, fonde le KPD fin décembre 1918 (dont elle rédige le programme), est assassinée le 15 janvier 1919 par les « corps francs » sur ordre du gouvernement SPD,

Macleane, John (1879-1923) : rejoint la SDF renommée BSP en 1910, s'oppose à la guerre avec la majorité du BSP, participe aux grèves en Écosse de 1910 à 1919, emprisonné en 1918, tente de combiner le nationalisme et le communisme en dehors du CPGB (SBIC),

Noske, Gustav (1868-1946) : SPD, partisan du colonialisme, vote les crédits de guerre en 1914, ministre de la guerre dans le gouvernement allemand de Ebert et Scheidemann en 1919-1920, écrase les insurrections de Kiel, Berlin et Munich de 1918 à 1919,

OG : Opposition de gauche du PCR-PCUS,

OGI : Opposition de gauche de l'IC, à partir de 1933 LCI-BL ; 4^e Internationale en 1938,

PCI : Parti communiste d'Italie,

POSDR-B : « bolcheviks », Parti ouvrier social-démocrate de Russie (majoritaire), PCR à partir de 1918, puis PCUS

POSDR-M : « mencheviks », Parti ouvrier social-démocrate de Russie (minoritaire),

PCR : Parti communiste de Russie, ancien POSDR-B, PCUS plus tard,

Platten, Fritz (1883-1942) : dirigeant du PSS, participant à la conférence de Zimmerwald, fondateur du PCS / KPS, membre du CEIC, arrêté en URSS en 1936, exécuté en 1942,

POB / BSP : Parti ouvrier belge, PS et SP (séparés) à partir de 1978,

PSI : Parti socialiste italien,

PSR : Parti socialiste-révolutionnaire, membre de l'IO, au gouvernement provisoire russe en mai 1917,

PSS / SPS : Parti socialiste suisse,

PS-SFIO : Parti socialiste français, vote les crédits de guerre en 1914, adhère à l'IC en 1920, une minorité conduite par Blum scissionne et garde le nom,

Radek, Karl (1885-1939) : adhère au SDKP en 1901, s'installe en Allemagne en 1908 avec Luxemburg et Jogiches, participe à la révolution russe de 1905, exclu du SPD en 1912 avec l'appui de Luxemburg, lié aux Radicaux de Brème, fondateur avec Lénine et Zinoviev de la GZ, rejoint le POSDR-B en 1917, envoyé par l'IC en Allemagne, inventeur en décembre 1921 de la tactique du « front unique ouvrier », soutient l'OG en 1923, est démis du CE de l'IC, capitule en 1929, arrêté en 1937, meurt au goulag en 1939,

Rakovski, Kristian (1873-1941) : fondateur du PDSR (Roumanie) en 1910, participe à la conférence de Zimmerwald, emprisonné, rejoint le POSDR-B en 1918, président de l'Ukraine en 1919, membre de l'OG de 1923 à 1934, arrêté en URSS 1927, capitule en 1934, exécuté en 1941,

SB : Ligue Spartacus, fraction de l'USPD jusqu'en avril 1918, fonde le KPD en fusionnant avec les IKD en décembre 1918,

SDKP : Social-démocratie du royaume de Pologne, fondée en 1893 par Malczewski, Luxemburg et Jogiches (en opposition au PSP nationaliste de Limanovski et Pilsudski), membre de l'IO à partir de 1896, se greffe sur le POSDR à partir de 1903, participe à la révolution de 1905, elle est proche politiquement de la fraction bolchevik mais partisane de l'unité du POSDR, elle scissionne elle-même en 1911 entre SDKP-ZG et SDKP-ZK, les deux fractions se réunifient en 1916, elle fusionne avec une fraction du PPS pour former le KPRP en 1918

Société des nations : organisation mise en place par le Traité de Versailles, aujourd'hui ONU

SPD : Parti social-démocrate d'Allemagne,

SDAP : Parti ouvrier social-démocrate d'Autriche fondé en 1889, SPÖ après 1934,

Trotsky, Lev (1879-1940) : se range avec les mencheviks lors de la scission du POSDR en 1903, président du soviet de Petrograd en 1905, formule la perspective de la révolution permanente pour la Russie, tente de réconcilier les deux fractions du POSDR, rédacteur du Manifeste de Zimmerwald, se rallie avec son groupe au POSDR-B.

Organisateur de l'insurrection de 1917 à Petrograd, fondateur de l'Armée rouge, intervient dans les quatre premiers congrès de l'IC, participe à l'OG qui s'oppose à Staline en 1923, expulsé d'URSS en 1929, fonde l'OGI en 1930, fonde la QI en 1938, assassiné en 1940 par un agent de Staline,

UPSAI : Union des partis socialistes pour l'action internationale (« Union de Vienne » ou « 2e Internationale 1/2 »), cristallisation éphémère (1921-1923) du « centre »,

USPD : Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne, scission en avril 1917 des pacifistes du SPD, rejoint le KPD en 1920 (une minorité rejoint le SPD en 1922),

Vandervelde, Émile (1866-1938) : adhère au POB en 1884, président du BSI de la 2e Internationale de 1900 à 1918, soutient la guerre en 1914, ministre du gouvernement belge de 1914 à 1921, fonde l'IOS en 1923, de nouveau ministre de 1935 à 1937,

Zinoviev, Grigori (1883-1936) : cadre du POSDR-B, principal collaborateur de Lénine durant la guerre, s'oppose à la rupture avec le gouvernement provisoire en avril 1917, s'oppose à l'insurrection en septembre et octobre 1917, président du CEIC de la 3^e Internationale en 1919, s'allie à Staline en 1923 contre Trotsky, s'allie en 1926 à Trotsky contre Staline, est éliminé en 1926 de la direction de l'IC, emprisonné et exécuté en 1936,